

France Forum

- *La modernité de Gorbatchev...*
- *Entre chien et loup*
- *Famille et amour*
- *Le retour de la France*
- *Sociologie du paysage*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Arts et lettres*
- *Mémoire de Jean Lacroix*

Serge MICHEL - Charles DELAMARE - Jean BOISSONNAT - René PUCHEU - François FEJTO - Bertrand ROSSERT - Philippe SENART - Jean-Louis DUTRONC - Yvan CHRIST - Marc DARMON - Jean-Marie DOMENACH - Henri BOURBON - Emile ARRIGHI DE CASANOVA - Jean CHELINI - J-D DURAND - Benoît VERMANDER - Etienne BORNE

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 45 44 75 50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire *231-232*

Octobre-Décembre 1986
25 F

DOSSIERS ET ETUDES

- LA MODERNITE DE GORBATCHEV...
PAR SERGE MICHEL p. 2
- ENTRE CHIEN ET LOUP
PAR CHARLES DELAMARE p. 10
- FAMILLE ET AMOUR
PAR ETIENNE BORNE p. 16
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT p. 24
- LE RETOUR DE LA FRANCE
PAR RENE PUCHEU p. 28
- GEORGES DUMEZIL
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 35
- SOCIOLOGIE DU PAYSAGE
PAR BERTRAND ROSSERT p. 37

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTERAIRE PAR PHILIPPE SENART p. 43
- LES CHOREGIES D'ORANGE
OU L'HISTOIRE D'UN FESTIVAL
PAR JEAN-LOUIS DUTRONC p. 50
- MARAIS ET CULTURE
PAR YVAN CHRIST p. 52
- A PROPOS DE L'EXPOSITION ROLAND BARTHES
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 55
- DISQUES PAR MARC DARMON p. 57

NOTES DE LECTURE

- LA POLITIQUE DE RENE PUCHEU
PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 59
- LA DEMOCRATIE CHRETIENNE, FORCE INTERNATIONALE
PAR HENRI BOURBON p. 60
- DEUX MANIERES DE CROIRE : LES "CE QUE JE CROIS"
DE CLAUDE IMBERT ET JEAN DELUMEAU
PAR EMILE ARRIGHI DE CASANOVA p. 61
- UN PHENOMENE PERMANENT ET UNIVERSEL :
LE MARCHÉ NOIR
PAR JEAN CHELINI p. 63
- DU SILENCE A LA PAROLE DE JACQUES LE GOFF
PAR RENE PUCHEU p. 64
- ZOLA ET LE PRETRE DE PIERRE OUVRARD
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 65
- CATHOLICISME SOCIAL ET DEMOCRATIE CHRETIENNE
DE JEAN-MARIE MAYEUR
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 65
- REVUE DES LIVRES ETRANGERS
PAR BENOÎT VERMANDER p. 66

PROPOS DU TEMPS

- MEMOIRE DE JEAN LACROIX
PAR ETIENNE BORNE p. 70

LA MODERNITÉ DE GORBATCHEV

par Serge MICHEL

Devant l'opacité du système soviétique et sa longévité - bientôt soixante-dix ans d'existence déjà ! - devant la puissance menaçante de l'URSS, nous éprouvons le besoin inconscient de nous rassurer. Nous nous raccrochons à tout ce qui semble renvoyer à un contexte connu et permet d'expliquer le fonctionnement du système par des concepts familiers. Nous nous efforçons de croire que les dirigeants soviétiques sont, au fond, mus par les mêmes mobiles que les responsables politiques occidentaux. Nous nous persuadons que le régime a changé, qu'il change, qu'il va changer, se libéraliser. Et tout peut ainsi continuer à tourner : les journalistes à écrire, les kremlinologues à se livrer à leurs travaux ornithologiques sur les colombes et les faucons du Kremlin, les diplomates à négocier, les industriels à commercer, les chefs d'Etat à participer à des sommets comme si de rien n'était.

A cet égard, l'accession de Mikhaïl Gorbatchev constitue une véritable aubaine. Le changement est là, le contraste, même physique, saute aux yeux entre le nouveau leader, homme dans la force de l'âge, et ses prédécesseurs, vieux, malades, voire impotents. La télévision soviétique ne s'est pas privée de l'exploiter. C'est ce qu'un soviétique m'a confié : elle a réussi à présenter à la population comme un nouveau succès du socialisme le fait que le Secrétaire Général du P.C. d'U.R.S.S. était capable de marcher sans être soutenu et de répondre à des questions sans lire un papier écrit en lettres de deux centimètres.

Mikhaïl Gorbatchev a une épouse élégante qui a la délicatesse de courir se changer pour que sa robe ne jure pas avec celle de la première dame de France. Il fait asseoir M. Mitterrand non pas à l'austère table de négoc-

iation habituelle mais sur un canapé de style. On vante la modernité de Gorbatchev, un réformiste, un pragmatique. Des observateurs avertis écrivent qu'il a engagé un processus de désidéologisation.

L'expérience devrait cependant nous inciter à plus de prudence et de circonspection, nous empêcher de céder aux premières impressions sans avoir, auparavant, soumis les faits, tout au moins ceux que nous pouvons connaître, à un examen attentif et réfléchi.

Une nouvelle génération

Assurément avec Gorbatchev, c'est une génération nouvelle qui vient d'arriver au pouvoir. Nouvelle, mais pas nécessairement moins conquérante, moins idéologique, plus conciliante. Le parcours d'obstacles que doivent effectuer les candidats à des postes de responsabilité dans l'appareil du Parti sélectionne et forme un certain type d'homme et efface largement les différences d'âge et d'origine. S'il existe une différence entre la génération de Brejnev et celle de Gorbatchev, elle est de l'ordre suivant. La première a dû sa fortune à Staline, elle a occupé les places libérées par la grande purge, mais elle a également connu l'envers du stalinisme.

"A tout moment nous nous attendions à ce que l'on frappe à notre porte. Nous ne savions jamais si ce n'était pas la prison qui nous attendait le lendemain matin", confia un jour Kouznetsov, l'ancien vice-président du Présidium du Soviet Suprême (1).

On peut trouver des réflexions analogues dans les mémoires de Khrouchtchev.

Les contemporains de Gorbatchev avaient une ving-

taine d'années au moment de la mort de Staline et n'ont pas connu la peur du coup de sonnette nocturne. Tout indique que Gorbatchev a été un jeune stalinien sans états d'âme. Habitant la province, il lui a fallu de solides recommandations du Parti pour être envoyé, en 1950, à l'Université de Moscou. Là, il a étudié le droit dans les manuels utilisés à l'époque, notamment ceux de Vychinski, le tristement célèbre procureur des grands procès.

"L'apprentissage du droit pénal soviétique se basait sur son ouvrage intitulé *De la théorie de la preuve judiciaire*, où il établissait en substance que la présomption de culpabilité suffisait à condamner l'accusé, que ses aveux étaient considérés comme une preuve péremptoire, et que la charge de démontrer son innocence lui incombait intégralement". (2)

Gorbatchev est entré au Parti à l'âge de 21 ans, en 1952 en pleine campagne "anticosmopolite" au moment où Staline préparait l'affaire des médecins qui devait donner le signal d'une déportation massive des Juifs, projet qui ne fut arrêté que par la mort du Père des Peuples. Il serait évidemment intéressant de savoir comment il a réagi au XX^e Congrès. Zdenek Mlynar, un ancien dirigeant communiste tchèque qui l'a connu personnellement, a rapporté une conversation qu'il a eue avec lui après la chute de Khrouchtchev. Gorbatchev s'est alors livré auprès de son interlocuteur à une critique en règle des réformes économiques et institutionnelles du dirigeant déchu sans aucunement relever la signification de la déstalinisation pour la société soviétique. (3) Il est symptomatique que Gorbatchev n'ait rien trouvé à dire à son ancien condisciple de la faculté de droit sur ce qu'il pensait des réformes judiciaires khrouchtchéviennes.

On relève d'ordinaire que les contemporains de Brejnev ont été plus marqués par la guerre que ceux de Gorbatchev (ce dernier avait quatorze ans en 1945), mais il est fort malaisé d'établir de quelle manière cette différence d'expérience a pu rejaillir sur le comportement politique des premiers et des seconds.

Un itinéraire classique de "partocrate"

Après l'Université, Gorbatchev est retourné dans sa province natale pour n'en plus bouger pendant vingt ans : entré dans l'appareil des jeunes communistes puis dans celui du Parti, il a gravi tous les échelons avant de devenir premier secrétaire du territoire de Stavropol. Comme plusieurs stations thermales renommées sont situées dans cette région, il a eu ainsi l'occasion d'accueillir les grands dirigeants soviétiques venus y prendre les eaux, ce qui a évidemment favorisé sa carrière ultérieure (4). Protégé par Souslov, le gardien de l'idéologie, et Andropov, le chef du K.G.B., il a accédé en 1978 aux fonctions de secrétaire du Comité Central, chargé de l'agriculture.

Affecté par la suite, sous Tchernenko, au secteur idéologique, il eut à mettre en œuvre une campagne, décidée en juin 1983, visant au renforcement de l'idéologie.

On ne peut faire le partage, dans l'action qu'il conduisit alors, entre la simple exécution de directives reçues d'en haut et son initiative propre, en tout cas, il s'y appliqua sans faiblesse. L'accent fut mis, en particulier, sur l'importance de la propagande athée. Des articles de presse dénoncèrent le caractère "primitif" de l'enseignement du matérialisme scientifique, tel qu'il était enseigné jusqu'alors (5) et des séminaires furent organisés sur les moyens à mettre en œuvre pour rendre la propagande antireligieuse plus efficace.

Il est intéressant, aujourd'hui, de relire le discours que, dans le cadre de cette campagne idéologique, Gorbatchev prononça le 10 décembre 1984. Il y déclarait notamment que la propagande jouait un rôle énorme dans le développement économique, que le renforcement du travail politique et idéologique parmi les masses permettait une amélioration considérable des indices économiques et, enfin, que l'idéologie et l'économie étaient inséparables.

Il ne s'agirait pas là de simples slogans si l'on se reporte encore une fois au témoignage de Zdenek Mlynar :

"A la différence de nombreux étudiants soviétiques, pour Gorbatchev, la théorie marxiste n'était pas un ensemble de règles destinées à être apprises par cœur. Elle était pour lui un instrument pour connaître le monde et je crois que, même après trente années, elle n'a pas pu, pour lui, simplement disparaître sous l'effet du pragmatisme soviétique" (6).

La nouvelle équipe et le K.G.B.

La rapidité avec laquelle Gorbatchev s'est fait nommer Secrétaire Général du Parti communiste n'a pu manquer d'intriguer les observateurs : sa désignation a été annoncée le même jour que la mort de Tchernenko. En fait, Gorbatchev a répété la même opération qu'Andropov : ce dernier avait, à la mort de Brejnev, pris ce poste d'assaut avec l'appui logistique du K.G.B. Le Secrétaire Général doit être désigné par le Comité Central, sorte de "parlement" du Parti. Il est évident que celui-ci n'a pu être régulièrement réuni en quelques heures, ses 400 membres étant dispersés à travers la vaste Union Soviétique. Seuls ont été en mesure de venir ceux qui habitent les régions proches de Moscou (7).

La part prise par le K.G.B. dans la désignation d'Andropov et de Gorbatchev, la politique menée par Andropov, lui-même ancien chef du K.G.B., ont contribué à accroître la place de la police politique dans l'appareil soviétique. Pour la première fois depuis longtemps, c'est à un homme ayant fait carrière au K.G.B., Tchebrikov, que fut confiée par Andropov la direction de cet organisme. Brûlant les étapes, il fut nommé membre suppléant du Politburo en 1983 et membre à part entière en 1986. Le Politburo compte également un autre homme qui a fait une longue carrière au K.G.B. (il est entré au service de la police politique dès l'âge de 18 ans) : le vice-président du Conseil des Ministres Aliev.

rétablit un lien avec la population, restaure une certaine confiance dans le pouvoir politique.

D'autre part, dans la mesure où le socialisme est censé se développer en un long progrès continu, l'écart ne cesse de se creuser, au fil des ans, entre le discours officiel et la réalité quotidienne vécue. Prendre acte d'un certain nombre de difficultés est une manière de remettre les pendules à l'heure. A vrai dire, lorsque Khrouchtchev et Brejnev avaient accédé au pouvoir, ils ne s'y étaient pas pris autrement.

En même temps, il s'agit d'indiquer la cause de ces difficultés : elles sont dues aux erreurs de l'équipe précédente. Cette explication présente un triple avantage. Elle ne met pas en cause le système, qui est intouchable. Elle justifie l'élimination de rivaux politiques. Elle permet d'offrir au peuple quelques victimes expiatoires. On les choisit de préférence parmi les ministres qui, en U.R.S.S., ont un rôle plus technique que politique, comparable à celui de nos hauts fonctionnaires. Un seul haut responsable du Parti a été désigné à la vindicte publique : Rachidov, ancien secrétaire du Parti pour l'Ouzbékistan, mais il est mort. Il est plus prudent de se livrer à ces rites d'exorcisme sur un cadavre.

Toute cette campagne apparaît entièrement dirigée, orientée, contrôlée d'en haut. Une fois de plus, les simples citoyens n'y participent qu'en tant que figurants et non comme acteurs.

Mikhaïl Gorbatchev

Aliiev est représentatif d'une politique donnée en modèle par Andropov et sans doute aussi par Gorbatchev : c'est lui qui avait été chargé en 1969 de remettre de l'ordre dans la république d'Azerbaïdjan, fort corrompue, de même que, en 1972, Chevarnadze, ancien ministre de l'intérieur, dans la Géorgie voisine.

Enfin, Andropov avait muté Fedortchouk de la direction du K.G.B. à celle du ministère de l'intérieur, ce qui était une manière de resserrer les liens entre les deux institutions.

Haro sur les brejnéviens

On est frappé par la vigueur avec laquelle les nouveaux dirigeants dénoncent les carences actuelles du pays. Si ces critiques doivent rester des "paroles verbales", comme l'on dit, et ne sont pas suivies de mesures propres, à amener une amélioration réelle, il n'est pas difficile de découvrir le bénéfice politique qu'en peut tirer Gorbatchev.

On a beau dire qu'il n'y a pas d'opinion publique en URSS, les dirigeants ne peuvent pas rester totalement indifférents à ce que pense la population. Or depuis un certain nombre d'années règne un mécontentement sourd provoqué par la médiocrité des conditions de vie. En reprenant à son compte les critiques que formulent les gens dans leur vie de tous les jours, la nouvelle équipe

Quelles réformes économiques ?

L'économie semble au premier plan des préoccupations de la nouvelle équipe. Gorbatchev indique avec force les objectifs à atteindre : produire mieux, plus, moins cher. Seulement, lorsqu'il s'agit des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, il n'avance guère d'idées neuves. Les discours sur la révolution scientifique et technique, la modernisation des usines, la meilleure utilisation des ressources, la nécessité d'accorder une plus grande autonomie financière aux entreprises, ont été mille fois répétés avant lui. Gorbatchev montre avec raison les inconvénients qu'il y a à fixer simplement en volume les quotas de production que doivent fournir les entreprises. C'est ce qui, pour l'anecdote, explique que, dans un magasin soviétique, on trouvera plus facilement une fermeture éclair de 50 cm de long qu'une de 10 cm : la fabrique réalise son plan à moindre coût en fabriquant une seule fermeture de 50 cm plutôt que cinq de 10 cm. Les économistes soviétiques s'échinent à essayer de trouver un ensemble d'indices permettant d'apprécier avec plus de finesse les performances des entreprises. Cependant la direction soviétique exclut tout recours au marché. La *Pravda* l'a rappelé dans un grand article publié sous un pseudonyme (ce qui indique qu'il émane des plus hautes instances).

"Comme on le sait, à la fin des années 70 et au début des années 80 la plupart des pays européens du COMECON ont rencontré diverses difficultés liées au passage de leurs économies à un type intensif de développement,

au fait que les relations économiques et financières avec l'Occident se sont compliquées et au renforcement de la pression économique exercée par l'impérialisme. En spéculant là-dessus, les chantres de la bourgeoisie affirment que le système socialiste ne serait pas capable d'un développement dynamique de l'économie (...) On porte au pinacle des conceptions qui veulent démontrer les avantages du "marché libre" et de l'initiative privée, on s'efforce de discréditer la propriété étatisée et de lui opposer d'autres formes de propriété socialiste.

Certains tentent de traiter d'un point de vue révisioniste les problèmes de la propriété socialiste, la place respective des secteurs public et privé. Certains économistes se prononcent pour le relâchement des mécanismes étatiques de régulation de l'économie et en premier lieu le relâchement de la planification centralisée, pour l'introduction de la concurrence et l'extension du secteur privé. De telles "recherches" ignorent l'essentiel : l'extension du secteur privé engendre une série de graves conséquences, économiques, sociales et idéologiques."

L'intérêt de cet article est d'autant plus grand qu'il est destiné à donner le "la" à l'ensemble des pays socialistes (8).

La loi du 19-11-1986 sur le travail individuel n'inaugure pas une nouvelle N.E.P.

Dans un de ses derniers grands discours économiques, Gorbatchev a réaffirmé qu'il fallait accroître le rôle du Gosplan (le ministère du Plan) et des organismes économiques tout en étendant l'autonomie des entreprises, ce qui est pour le moins contradictoire. On comprend que la mise en œuvre de ce "centralisme démocratique" ne s'effectue pas aussi facilement qu'il le souhaiterait (9).

Une recette : la répression

Les campagnes contre l'alcoolisme, l'indiscipline, la corruption ne sont pas nouvelles. Il semble cependant qu'en ce domaine Gorbatchev veuille pousser plus loin que ses prédécesseurs la politique de répression et la conduire de manière plus systématique, quoique la campagne antialcoolique, lancée dès les premiers mois qui ont suivi son accession au pouvoir manifeste déjà quelques signes d'essoufflement.

Un nouveau décret aggravant la répression du travail noir vient d'être publié. Il faut savoir qu'en URSS le développement du travail noir n'est pas lié à la volonté de déjouer le fisc ; l'économie parallèle fournit une foule de services que les réseaux officiels sont incapables d'assurer : réparation des appartements, des voitures, des appareils électroménagers, hébergement des voyageurs, transport, etc... Les autorités en sont si conscientes qu'en présentant le texte du décret, elles ont aussitôt dressé la liste de tous les services qu'il convenait d'améliorer (10). Seulement voilà, le décret est déjà en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1986, tandis qu'il faudra attendre longtemps l'amélioration des services en question dont certains ne sont même pas organisés du tout.

Un tel décalage entre la loi et les nécessités de la vie quotidienne provoque une très vive inquiétude parmi la population, ainsi qu'en témoigne cette réaction d'ouvriers soviétiques :

"Tchernobyl, la radioactivité, on ne sait rien du tout. Mais le décret sur le travail noir, c'est autre chose. Avec ça, on peut mettre tout le pays en taule. Peut-être qu'après Tchernobyl, ils ont besoin de main-d'œuvre pas chère, gratuite même" (11).

Du reste, les effets de ce décret ne se sont pas fait attendre. Dans un certain nombre de régions, la police a aussitôt entrepris d'empêcher les kolkhoziens de venir vendre sur les marchés les surplus de leurs lopins individuels. Résultat, les étalages se vident et les kolkhoziens qui réussissent à passer augmentent les prix (qui sont libres sur les marchés kolkhoziens). Ces incidents ont été signalés par le procureur adjoint de l'URSS et le vice-ministre du commerce de la République de Russie (12).

Autre exemple caractéristique : le décret prévoit que toute personne qui achète du pain ou de la farine dans le commerce pour nourrir du bétail est passible d'une amende. En cas de récidive, les contrevenants peuvent être condamnés à une peine de deux ans de travail de redressement. On voit que l'un des objets du texte est de tenter de résoudre par la voie pénale des problèmes purement économiques.

Droits de l'homme

Etant donné que le K.G.B. a encore resserré son emprise sur l'appareil soviétique, il ne faut évidemment pas s'attendre à une amélioration de la situation dans le domaine des droits de l'homme. En particulier, il revient à l'administration de Gorbatchev d'appliquer les diverses mesures prises sous Andropov, qui visaient à renforcer l'arsenal répressif. Ainsi, Andropov avait-il introduit dans le Code pénal une nouvelle disposition permettant de recourir à une procédure expéditive pour prolonger la peine d'un détenu, pratiquement sur simple témoignage de l'administration pénitentiaire (article 188-3).

Par exemple, ont ainsi été recondamnés à des peines supplémentaires Alexandre Ogorodnikov, animateur d'un cercle orthodoxe d'études théologiques, Nikolai Boïko, pasteur baptiste d'Odessa, Sergueï Khodorovitch, ancien administrateur du Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles, créé par Soljénitsyne.

Les abus auxquels conduit l'application de cet article sont si criants qu'une revue juridique y a fait écho, mais en ne proposant que des remèdes dérisoires, totalement incapables de mettre fin à l'arbitraire (13).

Pour prolonger la détention des prisonniers, les autorités utilisent également d'autres articles du Code. Par exemple, le dissident ukrainien Pétro Rouban, incarcéré en 1976 pour avoir fait une sculpture dédiée au bicentenaire des Etats-Unis, a été condamné en novembre 1985 à une peine supplémentaire de neuf ans de camp à régime

sévère et trois ans de relégation.

Passages à tabac

Les conditions de détention se sont aggravées. Les passages à tabac sont de plus en plus fréquents.

En 1985, la poétesse Irina Ratouchinskaïa, après avoir reçu un choc au cours d'un transport en fourgon cellulaire, a été battue par des membres de l'administration pénitentiaire puis mise au cachot pour "simulation de commotion cérébrale".

Anatoli Martchenko, qui milite depuis longtemps pour les droits de l'homme, a perdu connaissance après avoir été roué de coups en octobre 1985.

Pour échapper aux violences exercées sur lui, à l'instigation de l'administration, par des détenus de droit commun, Vladimir Albrecht a dû demander à être enfermé au cachot.

Le 4 septembre 1985, le poète ukrainien Vassil Stouss, membre du Groupe ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki, est mort d'épuisement à l'âge de 47 ans dans un camp à régime sévère de la région de Perm. C'est le quatrième membre du Groupe ukrainien d'Helsinki qui a ainsi succombé après avoir été détenu dans le même camp. Avant lui étaient morts en 1984 Oleksi Tikhi, Iouri Litvine et Valeri Martchenko.

Pressions sur les prisonniers

Les autorités exercent actuellement toutes sortes de pressions et de menaces sur les prisonniers d'opinion pour les amener à se renier publiquement et à déclarer que les actes qui leur ont valu d'être condamnés leur ont été inspirés par l'étranger. On comprend que certains ne résistent pas aux mauvais traitements et, surtout, à la menace d'une reconduction indéfinie de leur peine par le biais de l'article 188-3. C'est ainsi que, depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir, huit "repentirs" de prisonniers ont été publiés par les média soviétiques.

Lorsque les prisonniers ont la force de résister, les autorités cherchent au moins à leur faire signer une lettre dans laquelle ils s'engagent à ne plus se livrer à des activités dissidentes.

Aggravation des interdictions de séjour

On sait qu'en U.R.S.S. aucun citoyen ne peut fixer sa résidence sans avoir obtenu au préalable un permis de séjour appelé "propiska". Dans certaines zones et grandes villes, en particulier à Moscou, la "propiska" est accordée de manière très restrictive. Ainsi les habitants de la capitale condamnés pour délit politique n'ont-ils pas le droit de s'y réinstaller après avoir purgé leur peine. Cependant, jusqu'à présent, ils pouvaient, conformément aux règles générales concernant la "propiska", y effectuer des séjours de trois jours. Désormais, en vertu d'un arrêté du Conseil des Ministres du 6 août 1985, il est interdit à tout ancien prisonnier politique de pénétrer

sur le territoire de Moscou et de sa banlieue sans autorisation préalable délivrée par les services du Ministère de l'Intérieur sur présentation de pièces justificatives. Ce texte n'a pas été publié mais fait l'objet d'une communication orale aux intéressés (14).

Que faire de la culture ?

Depuis une quinzaine d'années, le régime soviétique se trouve déserté par la culture. C'est une situation relativement inédite pour lui car la culture a joué un rôle certes ambigu, mais réel dans l'édification du système et elle a été étroitement mêlée à l'entreprise khrouchtchévienne. Aujourd'hui, nombre de grands interprètes et écrivains, Lioubimov, Tarkovski sont à l'Ouest. A présent Gorbatchev, poursuivant d'ailleurs une politique déjà amorcée par ses prédécesseurs, aimerait bien en faire revenir quelques-uns. Dans le même but, il pourrait faire certaines concessions aux créateurs marginaux restés en U.R.S.S., par exemple autoriser la diffusion, dans des cercles restreints ou à l'étranger, de quelques œuvres sentant le fagot. Quant à la publication posthume d'écrivains interdits jusqu'alors, visant pareillement à combler le vide culturel, elle n'est pas nouvelle et s'entoure toujours des mêmes précautions : la biographie des auteurs est soigneusement limée, les textes sont expurgés, les plus explosifs ignorés, le tirage réduit et largement écoulé à l'étranger. Par quelques gestes fort limités, Gorbatchev cherche, à l'intérieur, à rallier l'intelligentsia et, à l'extérieur, à redorer son blason de "libéral".

On fait également grand cas de quelques pièces politiques actuellement jouées dans les théâtres soviétiques. Mais elles servent parfaitement Gorbatchev dans sa politique de dénonciation de l'équipe Brejnev. Quelle audace faut-il pour conspuer aujourd'hui sur scène le nom de Rachidov ?

Le dernier Congrès de l'Union des Ecrivains, réuni en juin 1986, a certes donné lieu à des débats d'une certaine franchise, mais dont il convient d'attendre les effets concrets.

En revanche, le profil du nouveau ministre de la culture, dont la désignation a été connue au mois d'août, rappelle, on ne peut plus clairement, le rôle imparti à la culture par l'idéologie officielle : il s'agit d'un permanent de l'appareil du Parti qui avait été nommé par Andropov directeur adjoint du département de la propagande au Comité Central. Là dessus, le Comité Central et le Conseil des Ministres ont adopté le 11 septembre une résolution visant au "renforcement du rôle des arts plastiques dans l'éducation communiste des travailleurs". Ce texte réaffirme les principes du "réalisme socialiste" et appelle à lutter contre les "conceptions esthétiques bourgeoises".

Enfin, lors du 27^e Congrès du Parti, en février 1986, le chef du K.G.B., Tchebrikov, n'a pas manqué de s'inquiéter de l'extension des cassettes vidéo, qui commencent à se répandre en U.R.S.S. On le voit, Tchebrikov, n'hésite pas, lui non plus, à regarder en face les problèmes de son

temps.

“Perestroïka”

Quels buts poursuit donc Gorbatchev ? Pour définir sa politique, il emploie un mot maintenant inlassablement répété par les média soviétiques : *Perestroïka* qui signifie *remaniement, réorganisation, refonte, adaptation*.

Mais qu'est-ce que cette mystérieuse *perestroïka* ? Gorbatchev a lui-même reconnu qu'elle laissait perplexes nombre de ses concitoyens. Comment ça se mange ? On est pour, mais on ne sait pas en quoi ça consiste, s'exclament-ils. Cependant, Gorbatchev n'a pas encore apporté de réponse très claire, bien qu'il en ait abondamment parlé lors de ses tournées à Vladivostok au mois de juillet et à Stavropol en septembre dernier. Visiblement, la *perestroïka* suppose un changement radical des mentalités exigeant une transformation interne de chaque individu, de sorte que tous les responsables, tous les travailleurs à tous les niveaux deviennent plus dynamiques, plus efficaces, plus entreprenants. Elle consiste à “révolutionner” les esprits, à les “computeriser”. Il s'agit, le mot a été lancé, d'une nouvelle “révolution culturelle” (*Pravda* du 23 septembre 1986). La *perestroïka* ne repose pas sur un programme de réformes institutionnelles. Elle apparait comme un sursaut volontariste pour transformer une réalité rebelle, dans la plus pure tradition marxiste-léniniste.

Gorbatchev ne cherche nullement à s'appuyer sur l'aspiration de la société à un minimum d'autonomie. Au contraire, il a décidé de s'attaquer à l'économie parallèle, seul domaine où, précisément, la société est parvenue à s'émanciper un tant soit peu de la tutelle de l'Etat et du Parti avec son idéologie.

La recette de Gorbatchev consiste à revitaliser le Parti pour que celui-ci exerce pleinement son rôle de force motrice de l'ensemble du système.

“Quand il était question de l'avenir du pays, qu'il fallait résoudre les questions importantes, vitales pour le présent et l'avenir, Lénine soulignait : “C'est le parti qui est responsable” (15).

Si Gorbatchev a décidé, à la différence de ses prédécesseurs, de ne pas cumuler, avec la fonction de Secrétaire Général du Parti, celle de chef de l'Etat, ce n'était pas sans doute seulement pour laisser un poste honorifique à Gromyko, mais aussi pour manifester symboliquement la suprématie du Parti.

Une certaine manière de diriger est proposée à l'imitation des responsables communistes : elle renoue avec l'image, répandue par la littérature et le cinéma, des meneurs bolchéviques purs et durs, exigeants envers les autres comme envers eux-mêmes, vivant à la spartiate, incorruptibles, infatigables, ayant l'œil à tout, présents partout. Tel veut apparaître Boris Eltsine, le nouveau secrétaire du Parti pour la ville de Moscou qui passe pour le “poulain” de Gorbatchev. Ainsi a-t-il révélé au cours d'une réunion de propagandistes du Parti qu'il dormait quatre heures par nuit et que ses chaussures lui

feraient usage pour toute la durée du plan quinquennal (16) !

La régénérescence du Parti exige son renouvellement. Cependant, la nouvelle direction s'est bien gardée de proposer des mesures d'ordre institutionnel propres à faciliter le roulement des responsables de l'appareil : limite d'âge, désignation aux fonctions importantes pour une durée limitée, etc... Non, elle veut garder les mains entièrement libres. Elle préfère la purge, dirigée et contrôlée d'en haut, selon le principe du “centralisme démocratique”. Certes, on hésite à employer le terme même de “purge”, on lui préfère celui de “purification”.

Qu'on ne s'y trompe pas. La purge ne se réduit pas à l'élimination de quelques responsables corrompus ou d'adversaires dans la lutte pour le pouvoir. Elle a une signification politique et sociale beaucoup plus profonde. Sous Brejnev, le Parti tendait à s'autoreproduire, à se transformer en une “nouvelle classe”. Or un tel processus entraînerait, à cours terme, l'instauration d'un compromis entre cette “nouvelle classe” et le reste de la société, donc impliquerait que cette dernière fût reconnue comme une entité autonome et favoriserait également, en fin de compte, son autonomie. Le régime commencerait à changer de nature. Gorbatchev vise apparemment à empêcher toute modification de la nature du système. Il poursuit en fait une politique non de réforme, mais plutôt de restauration.

Encore Staline

Plusieurs historiens qui ont quitté l'U.R.S.S. pour l'Occident ont trouvé plus d'une similitude entre les thèmes développés par Gorbatchev aujourd'hui et par Staline lors de la mise en œuvre du premier plan quinquennal. Nekritch a relevé, par exemple, un discours prononcé par Staline à un colloque de managers en 1931 (17). Déjà Staline dénonçait la mauvaise gestion des entreprises et la paperasserie, prônait l'innovation technique, réclamait une meilleure organisation du travail faisant la part plus grande à la responsabilité individuelle, affirmait la nécessité d'instaurer l'autonomie financière des entreprises. Il terminait en déclarant :

“Il faut travailler de manière nouvelle et diriger d'une manière nouvelle”.

On croirait entendre Gorbatchev.

Même si l'épuration du Parti entreprise par Gorbatchev n'a ni l'ampleur ni le caractère sanglant des purges stalinienne, elle n'en procède pas moins de la même logique.

Le décret sur la répression du travail noir s'inscrit dans la ligne de toute une série de lois, édictées sous Staline, recourant au Code pénal pour régler les problèmes économiques et criminalisant des activités économiques vitales.

Autre mesure bien stalinienne : la reconduction des peines des prisonniers comme l'aggravation des interdictions de séjour en vertu d'instructions secrètes.

On ne peut pas ne pas établir de rapprochement entre la multiplication de reniements de prisonniers d'opinion et les aveux des fameux procès.

La ville de Moscou va être "nettoyée", de même que, lors de la mise en œuvre du premier plan quinquennal, elle avait été débarrassée de tous ses "parasites".

Les références au stalinisme ne sont d'ailleurs pas cachées.

Par exemple, la *Pravda* a publié le 24 février 1986 un article particulièrement élogieux sur Jdanov, l'un des grands idéologues et inspirateurs de la politique culturelle de Staline : celui-là même qui s'était installé au piano pour montrer à Chostakovitch comment il fallait composer la musique !

Le vieux Molotov est réapparu récemment pour apporter sa caution à la politique de Gorbatchev. Or on se souvient que, dans *l'Archipel du Goulag*, Soljénitsyne en faisait le symbole de l'impunité de ces bourreaux staliniens, qui attendent toujours leur procès de Nuremberg (18).

De nouveau est exalté le rôle de Staline pendant la guerre. On le présente comme un chef résolu, efficace, qui s'attaquait aux problèmes dès qu'ils se présentaient, prenait immédiatement les décisions qui s'imposaient sans craindre de déranger les habitudes (19) : exactement le type de responsable communiste vanté par l'administration Gorbatchev.

Rappelons enfin ce passage de l'interview donnée à *l'Humanité* par Gorbatchev :

"Question : En Occident, dans des milieux très différents on pose souvent la question : toutes les traces de stalinisme ont-elles disparu ?

Réponse : le "stalinisme" est une notion inventée par les ennemis du socialisme" (20).

Entendons-nous bien : je ne cherche pas à démontrer que Gorbatchev est un nouveau Staline, mais j'ai le sentiment que, pour lui, la problématique de la déstalinisation est entièrement dépassée et qu'il assume sans complexe l'héritage de l'oncle Jo.

Je n'affirme pas non plus qu'il s'inspire directement de l'action de Staline. Seulement, dans la mesure où il paraît vouloir se démarquer aussi bien de Khrouchtchev que de Brejnev, il n'est pas étonnant qu'il puisse en venir dans une certaine mesure à des solutions déjà adoptées sous Staline.

En tout cas, on peut au moins en déduire que, dans l'état actuel de la question, il est pour le moins prématuré de conclure au "libéralisme" de Gorbatchev.

Désinformation

Il importe d'être d'autant plus prudent et vigilant que les services de désinformation soviétique se montrent particulièrement actifs en ce moment. On se souvient

comment, en quelques jours, voire en quelques heures, ils avaient réussi à faire d'Andropov (l'ancien chef du K.G.B.) un grand libéral, lui aussi, parlant anglais, amateur de jazz et de whisky, ami des Hongrois (il était ambassadeur à Budapest en 1956), hostile à l'invention soviétique en Afghanistan. Il ne se passe pas une rencontre internationale sans qu'ils ne lancent une fausse nouvelle à propos de Sakharov.

Ainsi, le 7 octobre 1985, au lendemain de la visite de Gorbatchev en France, *Le Matin* s'autorisait-il à titrer en gros caractères : "Sakharov : l'espoir". Il ajoutait en sous-titre : "Le prix Nobel de la paix et le mathématicien juif Chtcharanski seraient prochainement libérés selon *Der Spiegel*".

Chtcharanski a effectivement été libéré, mais Sakharov est pour l'instant toujours à Gorki. Qu'importe, la veille du voyage du Président de la République en U.R.S.S. en juillet 1986, on annonçait que Sakharov serait bientôt échangé contre Mandela.

Quant à Chtcharanski, un journal italien s'est laissé abuser en publiant peu après sa libération, en février 1986, une "interview" falsifiée du célèbre dissident : il en ressortait que les conditions de détention dans les camps soviétiques étaient, somme toute, très supportables.

Evidemment, avant Reykjavik, des rumeurs n'ont pas manqué de se répandre sur l'opposition des "durs" à la ligne Gorbatchev, sur l'hostilité des généraux à ses vues en matière de désarmement. Que la politique gorbatchévienne d'épuration rencontre des résistances et suscite des tensions à l'intérieur du Parti, c'est évident. Mais lorsque de semblables "révélation" sont subitement apportées juste à la veille d'un sommet international d'une importance capitale et alors que personne ne peut savoir ce qui se passe vraiment derrière les murailles du Kremlin, elles sont plus que suspectes. Vieux stratagème usé jusqu'à la corde : dès la fin de la guerre, certains dirigeants occidentaux étaient soucieux de ne pas mettre Staline en difficulté devant le Politburo !

On doit accueillir avec réserve ou méfiance tous les "documents" et "révélation" concernant l'existence, au sommet de l'appareil, d'un groupe partisan de réformes radicales sur lequel s'appuierait Gorbatchev.

Un régime pas comme les autres

Il convient de ne jamais perdre de vue la singularité du système soviétique. Système qui repose sur des principes propres et a sa logique interne, à laquelle les dirigeants de l'U.R.S.S. doivent évidemment se conformer. Et cette logique n'est pas la nôtre.

Nous pensons que devant les défauts du système les dirigeants soviétiques décideront de le transformer. Mais réalisons-nous bien ce que nous attendons d'eux ?

La mise en cause du système passe par celle de l'idéologie sur laquelle il est fondé, idéologie qui modèle la pensée des dirigeants, leur discours, leur action et les

légitime dans leur fonction. La mise à bas de l'idéologie les laisserait intellectuellement nus comme des vers, ils auraient tout à réapprendre. Et, par-dessus le marché, ils se retrouveraient en position d'usurpateurs.

Etant essentiellement des permanents du Parti (rappelons que Gorbatchev n'a jamais travaillé dans l'administration, ni dans l'entreprise, il est au service des organisations du Parti depuis sa sortie de l'Université), ils ont fait toute leur carrière dans et par un système qui concentre entre leurs mains un pouvoir dont aucun souverain n'avait sans doute jamais disposé auparavant dans l'histoire. Et connaît-on beaucoup de souverains qui aient pris d'eux-mêmes l'initiative de réformes limitant leur pouvoir ?

D'autre part, ils ont tout lieu d'être satisfaits de l'œuvre accomplie : le communisme s'est constitué en un immense empire et étend son influence à travers le monde entier.

Certes, toutes les promesses du socialisme ne se sont pas réalisées, mais peut-il en être autrement tant que la Révolution ne l'a pas emporté partout ?

Certes, le peuple vit mal, mais si jamais il venait à refuser de comprendre les nécessités des lois de l'histoire et manifestait des velléités de révolte, un solide appareil policier est là qui veille. A cet égard, l'exemple de la Pologne est réconfortant, où le Parti, au prix d'une simple opération de police, a réussi à se rétablir malgré l'hostilité avérée de presque tout le pays. Même lorsque survient une catastrophe de l'ampleur de celle de Tchernobyl, le pouvoir n'en est pas ébranlé. Les seules manifestations antinucléaires qu'elle ait provoquées se sont déroulées... en Allemagne.

Certes, l'économie ne marche pas très bien. Il serait souhaitable d'améliorer la production de biens de consommation et les services, mais ce n'est pas absolument vital.

Ce qui importe, c'est de ne pas prendre trop de retard dans les productions industrielles stratégiques (au sens large). Un certain nombre d'aménagements, l'espionnage scientifique, l'achat de matériels technologiques que les Occidentaux finiront bien par livrer permettront de parer à l'essentiel.

Pourquoi, dans ces conditions, prendre le risque de réformes touchant à la nature du système et susceptibles de déclencher un processus qu'il ne serait plus possible ensuite de contrôler ni d'arrêter ?

Seule une très grave secousse serait susceptible de pousser les dirigeants à des réformes de fond. La N.E.P. avait été décrétée à la suite des révoltes de Kronstadt et Tambov. Pour que voie le jour le fameux modèle hongrois (sur lequel on se fait, d'ailleurs, un certain nombre d'illusions, mais c'est une autre affaire), il a fallu les événements de 1956. Quant à l'entreprise khrouchtchévienne, elle a sans doute largement trouvé son impulsion initiale dans une réaction d'autodéfense. Les dirigeants voulaient assurer leur propre sécurité, ne plus avoir à

connaître la peur de l'arrestation nocturne. Un mécanisme analogue a pu jouer en Chine dans les choix opérés par Deng-Xiaoping qui a souffert personnellement de la révolution culturelle.

On ne doit, évidemment, exclure aucune éventualité et peut-être l'avenir nous réserve-t-il une divine surprise. En attendant, nous ne trouvons guère d'arguments importants justifiant l'espoir de libéralisation que certains semblent placer en Gorbatchev.

C'est pourquoi on comprendrait mal que les hommes politiques occidentaux puissent cautionner d'aussi fragiles spéculations. Ce faisant, ils prendraient le risque, en diffusant inconsidérément l'image rassurante d'un Gorbatchev réformateur, avant tout soucieux d'efficacité économique, de favoriser les grandes manœuvres de la diplomatie soviétique. Ils contribueraient également à nourrir des espoirs infondés et entretenir des illusions sur la réalité du système soviétique. Ils ont, au contraire, le devoir d'éclairer l'opinion publique, de lui rappeler inlassablement la spécificité de ce régime. Car de cette spécificité sont tributaires tout le système de relations internationales, toutes les orientations stratégiques de l'Occident. Une opinion publique bien informée, lucide et ferme, tel est le meilleur atout dont dispose l'Occident dans ses relations avec l'U.R.S.S.

Serge MICHEL

- (1) A. Chevchenko, *Rupture avec Moscou*, Payot, 1985, p. 174.
- (2) *Ibid*, p. 86.
- (3) Zdenek Mlynar, *Mon camarade Mikhaïl Gorbatchev*, in *L'autre Europe*, n° 7-8, 1985, p. 183. L'auteur brosse, par ailleurs, un portrait positif de Gorbatchev, mais en concluant avec précaution que son optimisme lui a souvent joué de vilains tours.
- (4) A. Chevchenko, *op. cit.*, p. 230.
- (5) *Sovetskaïa Kouloura*, 18/09/1984.
- (6) Zdenek Mlynar, *op. cit.*, pp. 181-182.
- (7) Pour plus de détails, cf. A. Avtorkhanov, *D'Andropov à Gorbatchev*, Paris, YMCA-Press, 1986, pp. 191-196 (en russe).
- (8) O. Vladimirov, *Le facteur principal du processus révolutionnaire mondial*, in *Pravda*, 21/06/1985. Pour l'analyse de cet article, cf. A. Nékritch, *Un cercle vicieux in Obozrenie*, Paris, n° 15, juillet 1985, pp. 2-3 (en russe).
- (9) *Discours de M. Gorbatchev devant le Comité Central au sujet du plan quinquennal*, *Pravda*, 17/06/1986.
- (10) *Pravda*, 28/05/1986.
- (11) I.A. *Après la catastrophe de Tchernobyl in La Pensée russe*, Paris, 20/06/1986, p. 2 (en russe).
- (12) *Les concombres sont-ils coupables ? Pravda*, 14/07/1986.
- (13) K. Kovatch, G. Slivkin, V. Sidorova, *La responsabilité pénale pour refus délibéré d'obéir aux ordres de l'administration d'un établissement de rééducation par le travail*, in *Sovetskaïa Ioustitsia*, n° 11, 1986, pp. 23-24.
- (14) Cf. Malva Landa, *Nouvelle loi sur l'accès à Moscou in Cahiers du Samizdat*, Bruxelles, n° 119, avril-mai 1986, pp. 42-47.
- (15) *Pravda*, 17/06/1986.
- (16) Cf. *Le Monde*, 16/07/1986. Texte russe intégral dans *La Pensée russe*, Paris, 25/07/1986.
- (17) A. Nékritch, *Peut-on surmonter la stagnation ? in Obozrenie*, Paris, n° 19, mars 1986, p. 3.
- (18) A. Soljénitsyne, *L'Archipel du Goulag*, tome I, 1^{ère} partie, fin du chapitre IV.
- (19) *C'est ainsi qu'est décrite l'action de Staline à la tête du Comité de Défense*, *Pravda*, 30/06/1986.
- (20) *Pravda*, 08/02/1986.

ENTRE CHIEN ET LOUP

ou les incertitudes de la conjoncture

par Charles DELAMARE

La situation économique de notre pays est beaucoup plus précaire qu'on ne se le représente généralement.

Au début de 1986, la France, par rapport à ses principaux partenaires avait pris un retard de plus en plus difficile à rattrapper. Elle est engagée sur la pente glissante du sous-développement. Il n'est que temps pour elle (et pour nous) de se resaisir.

Cette constatation paraîtra exagérée, légèrement hystérique même. D'autant plus que le pouvoir politique actuel, à sa prise de fonctions, n'a pas cru devoir alerter l'opinion publique sur l'ampleur du redressement à opérer. Il aurait été pourtant dans son intérêt de souligner les insuffisances de la gestion antérieure de crainte qu'elles ne lui soient rapidement imputées. De la mission d'étude confiée à un haut fonctionnaire il n'est résulté qu'une appréciation très nuancée et très partielle sur une situation léguée non seulement par le pouvoir socialiste mais, en allant plus loin et plus profondément, issue depuis des décades du "système français", mélange d'interventions bureaucratiques, d'autoritarisme bonapartiste et de sclérose mandarinesque.

TROIS SIGNAUX D'ALERTE

Pour s'en tenir à des critères simples établis sur des données aisément mesurables, l'infériorité de notre pays éclate dans trois domaines. La croissance tout d'abord. Elle n'a été en moyenne que de 0,6 % en 1983, de 1,5 % en 1984 et de 1,1 % en 1985. Ces mêmes années celle de nos principaux partenaires européens a atteint en moyenne : 1,4 %, 2,5 % et 2,6 %.

L'investissement révèle notre deuxième et, sans doute plus grave faiblesse. Au cours d'un colloque tenu à la fin de septembre à l'U.E.R. de Nanterre, M. Paul Dubois expert de l'INSEE a insisté sur l'évolution d'un facteur décisif : le stock de capital. Le taux de croissance de ce dernier est passé de 8,6 % par an entre 1969 et 1973 à 4,5 % entre 1979 et 1984. Dans l'industrie manufacturière le déclin est plus net encore ; de 8,8 % nous sommes tombés à 3,5 %. Il en résulte un vieillissement du parc des machines entraînant une régression de la productivité du capital : -2,3 % par an entre 1963 et 1973, -3,1 % entre 1973 et 1979, -3,6 % entre 1979 et 1984. Les entreprises françaises, malgré une certaine amélioration par rapport à 1985, investiront en 1986 environ 7 % de moins

qu'en 1979. Pendant le même temps, les Allemands et les Italiens auront enregistré un progrès de 19 %. L'amélioration de la productivité du travail doit remédier à cette déficience. C'est de plus en plus difficile. Il faut désormais procéder à des réformes de fond pour accroître le stock de capital et pour mieux l'utiliser : travail en continu, recherche, réorganisation de la production etc... c'est dur ! En attendant l'excédent industriel dans nos exportations se réduit comme peau de chagrin. Le troisième handicap pesant sur notre pays est celui de l'inflation. Vieux fléau dira-t-on ! Signe d'archaïsme, faut-il ajouter.

Entre 1981 et 1985, le déficit budgétaire a quintuplé. Les taux de prélèvements obligatoires malgré les engagements solennels dispensés au sommet de l'Etat sont passés de 42,5 % à 45,6 % du Produit Intérieur Brut.

Le nouveau gouvernement paraît s'être attaché en priorité à la médication de ce mal endémique. Il fait état du "grand succès" enregistré à la suite du réaménagement monétaire, qu'appuyait un plan d'accompagnement. Depuis avril l'accroissement des réserves de change a permis de procéder à des remboursements anticipés de la dette extérieure directe de l'Etat. Elle a été ramenée de 43 milliards à moins de dix milliards de francs. L'inflation s'est fortement ralentie et se tient à 2 % sur les douze derniers mois. En juillet et en août, l'indice des prix n'a augmenté que de 0,1 %. Le budget de 1987 comptera 27 milliards d'économies par rapport à celui de 1986, etc...

Sans méconnaître l'importance de ces résultats, l'objectivité, comme le remarque Jacques Valrègne (1), oblige à constater qu'ils ont été beaucoup plus le fait de l'environnement international, que de notre effort propre.

Ce qui nous a fait du bien en 1986 ne va-t-il pas nous faire souffrir en 1987 ?

LES MYSTERES DE L'OUEST

L'état de santé de l'économie mondiale se répercute d'autant plus facilement sur le nôtre que l'organisme du pays reste affaibli par les trois maux évoqués ci-dessus. Gare aux épidémies voyageant aujourd'hui à la vitesse de la lumière !

Les regards se tournent alors vers les Etats-Unis. Leur endettement, dépassant 2.000 milliards de dollars à l'intérieur, 200 milliards de dollars vis à vis de l'extérieur, fait peur. Pour réduire leur déficit commercial (160 milliards de dollars en rythme annuel) les Américains, se dit-on s'arrangeront pour diminuer encore la valeur de leur monnaie par rapport à celle de leurs principaux concurrents : yen et mark (avec des conséquences pernicieuses sur le système monétaire européen). Mais comme le Trésor des Etats-Unis emprunte massivement pour couvrir le déficit budgétaire (70 milliards de dollars à trouver rien que pour la fin de l'année 1986) il ne pourra pas à la fois maintenir de bas taux d'intérêts et recueillir l'épargne étrangère. La sortie de cette contra-

diction, pense-t-on généralement, s'effectuera à terme assez rapproché par une recrudescence de l'inflation.

Après une année de déflation, il est tentant de s'imaginer que l'on repartira dans le sens inverse par un effet de balançoire et de facilité.

Il n'est pas sûr que cette analyse soit fondée. Certes, des éléments annonciateurs fortifient cette conviction. Les matières premières, en particulier le pétrole, ne peuvent plus baisser. Vont-elles, en particulier le pétrole, remonter au niveau d'il y a deux ou trois ans ? Ce n'est pas évident. La répercussion de la hausse récente du baril peut représenter une pression de 0,50 % à 1 % sur le niveau général des prix. Mais cette conséquence étant acquise, il n'est pas certain qu'elle aura d'autres effets d'entraînement.

Le système Fédéral de Réserve, "le Fed", a relâché son contrôle sur la masse monétaire depuis six mois. Réussira-t-il grâce à cela à relancer la consommation et l'expansion ? La conjoncture aux Etats-Unis ne paraît pas, loin de là, aller dans ce sens. Les indicateurs économiques annoncent bien plutôt une récession pour le début de 1987. La nouvelle législation fiscale qui entre en vigueur au cours du prochain exercice budgétaire induira un nouveau dessèchement de l'économie. On sait que les impôts des particuliers vont être fortement réduits ce qui devrait relancer la consommation. Mais en contre partie les entreprises se verront supprimer toute une série d'exonérations puisque ce sont elles qui doivent apporter la contrepartie aux avantages recueillis par les particuliers. Les crédits d'impôts à l'investissement seront supprimés ainsi qu'un grand nombre de déductions : le coût du capital après l'impôt va augmenter. La demande d'investissement diminuera sensiblement. L'élargissement du seuil minimal d'imposition, la réduction de la taxe préférentielle sur les plus values, la suppression de la possibilité de déduire du revenu total certaines pertes d'investissement, tout cela pèsera sur la construction d'appartements et de locaux commerciaux. Les secteurs des services et de la vente au détail seront frappés également par la suppression de la déductibilité des prêts à la consommation.

Au total, les effets à court terme de la réforme fiscale paraissent devoir être triples.

— L'investissement baissera, entraînant une diminution des taux d'intérêts réels, ainsi qu'une dépréciation du dollar par rapport au yen et au mark.

— L'activité industrielle se ralentira, en raison de la baisse des achats de biens durables.

— Les mises en chantier chuteront fortement parce que les incitations fiscales à la construction ont été sévèrement limitées.

En contrepartie, le Système de Réserve Fédéral sera tenté de pratiquer une politique monétaire encore plus expansive, ne serait-ce que pour endiguer les hausses de taux qui commenceront à se manifester vers le milieu de l'année 1987, lorsque les effets négatifs de la réforme

fiscale tels qu'ils viennent d'être résumés auront été absorbés.

Si cette politique n'était pas correctement contrôlée elle pourrait contribuer à relancer l'inflation. Beaucoup anticipent une telle évolution. Cela se ressent sur le marché des actions et des obligations. Mais on ne peut pas décréter que le Système Fédéral de Réserve se laissera entraîner par un maelström monétaire. Il possède assez de clairvoyance et d'indépendance pour pouvoir résister aux pressions des politiques. Il faut plutôt se préoccuper de la langueur qui affectera l'économie américaine en 1987 et par conséquent le reste de l'économie mondiale. Car il n'est pas dit que les particuliers prendront le relais des investisseurs et que la consommation, en repartant, relancera le reste de la machine. La réforme électorale a au contraire pour objectif de commencer à remettre sur ses pieds un système de financement qui à force de mesures démagogiques est devenu fou. Les Américains n'épargnent plus : à peine 3 % des revenus des ménages. Les Français commencent à suivre leur exemple : de 16 % de leurs revenus en 1980, leur taux d'accumulation est tombé à 12 % en 1985. Les Japonais eux, continuent à mettre de côté environ 20 % des gains familiaux. L'espoir des autorités fédérales est que leurs concitoyens épargneront la totalité de ce que le fisc leur rend. Ils placeraient ces disponibilités soit dans leur économie, soit dans des Bons du trésor. Il serait possible de commencer à limiter la dépendance américaine à l'égard des investisseurs étrangers.

Mais la réforme fiscale, même si elle réussit pleinement, ne suffira pas à guérir les finances publiques des Etats-Unis. Celles-ci sont en pleine capilotade. Vivant d'emprunts le gouvernement de Washington a accumulé une dette représentant plus de 70 % du PNB à la fois en raison des déficits budgétaires des dernières années et de la hausse des taux servis aux prêteurs. Il n'est pas surprenant que des conversations se soient ouvertes entre M. Reagan et M. Gorbatchev. La course aux armements entre les deux grandes puissances laisse le champ libre au Japon, l'ancien vaincu qui a inscrit dans sa Constitution qu'il ne devrait pas consacrer plus de 1 % de son PNB aux dépenses militaires. On n'est pas surpris d'apprendre du FMI qu'au rythme actuel les Etats-Unis seront en 1991 débiteurs nets vis à vis de l'étranger de 800 milliards de dollars, soit 14 % de leur PNB. Leur principal bailleur de fonds sera le Japon dont les créances sur l'étranger passeront de 9 % du PNB à la fin de 1985 à près de 20 % dans cinq ans. D'ailleurs on nous annonce que l'Empire du Soleil Levant connaîtra un excédent de sa balance des paiements de plus de 80 milliards de dollars en 1986 et de 70 milliards en 1987.

Quant à l'Union Soviétique, la situation de ses finances publiques est encore plus mauvaise puisqu'elle n'obtient leur équilibre que par l'écrasement du niveau de vie de ses peuples. Tout cela pour se permettre de détruire la planète en se suicidant cinq ou six fois.

La sortie logique de cette impasse n'est donc pas l'inflation, mais la limitation des armements.

Cette solution n'est guère vraisemblable. Le système soviétique pourrait-il se maintenir s'il cessait d'exercer la pression que justifient les besoins de l'Armée Rouge ? Peut-il renoncer à sous-tendre son ambition idéologique de la certitude de la "ratio ultima regum".

Quant aux Etats-Unis leur rôle de protecteur à l'égard de cette menace leur permet d'imposer aux autres pays du monde libre les constructions monétaires les plus aberrantes. Le financement du suzerain comprend non seulement ses dépenses militaires mais aussi l'entretien du moral de ses sujets. Si les Soviétiques ne mettent pas un frein à leur boulimie militariste, sous la pression d'un Reagan inflexible, comment les Américains rétabliraient-ils leur équilibre budgétaire, clé du rétablissement de leur balance des paiements ? En augmentant la charge fiscale sur leurs citoyens et leurs entreprises ? C'est une gageure impossible à tenir dans une nation démocratique, qui, à la différence des populations soviétiques est libre de considérer qu'elle vit en temps de paix.

Il est donc vraisemblable que les données du problème posé par les finances américaines ne seront pas modifiées avant longtemps. Un coup d'arrêt pourra être donné aux excès actuels, mais il est vain de s'attendre, sauf événement quasi-miraculeux, à un assainissement profond et durable.

L'INEVITABLE REFORME

Dans ce contexte, ridiculement apocalyptique, il faut tenter de vivre ! Comment ? A la manière parallèle et pour certains biaisée, que le Général de Gaulle avait instituée : un stock d'armes stratégiques garant de notre indépendance tant à l'égard des adversaires que des alliés ? A la manière nippone, en s'abritant sous le parasol yankee pour cueillir tranquillement les fruits de son travail et de son épargne ? Il n'est pas possible aujourd'hui de changer la stratégie, mais il est recommandé d'en améliorer les fondements. Certains ont cru vers 1960 que le développement des armes atomiques allait peser lourdement sur nos équipements et notre niveau de vie. Il n'en a rien été. Le mérite en revient largement à nos ingénieurs d'armement et à nos militaires. Ils ont su forger un outil d'intimidation adapté à nos moyens et à nos besoins, sans le décalquer sur les lourdes organisations convenant à une puissance mondiale.

Nos lacunes proviennent d'ailleurs. La politique de prestige destinée à cautériser la plaie de l'indépendance algérienne et à soutenir l'ambition atomique de la Nation a souvent irrité, mais aussi ébloui les autres pays. Cet article d'exportation a eu l'inconvénient de trop briller chez nous et de conforter la suffisance interne. Notre système de production des élites et des biens industriels a été renforcé dans la certitude et la satisfaction d'être excellent, sinon incomparable. Seule la paysannerie confrontée à la concurrence mondiale, malgré la protection du Marché Commun, a procédé aux ajustements et aux bouleversements que la situation exigeait.

La prospérité qui a régné entre 1960 et 1973 a fait croire à nos responsables politiques qu'ils étaient les organisateurs d'un miracle dont les causes et les effets leur échappaient à peu près entièrement. La rupture de la guerre du Kippour a pris au dépourvu une société tellement satisfaite de son système d'économie mixte qu'elle se révéla incapable d'en élaborer un autre. Les socialistes en 1981 tentèrent de revenir aux recettes qui avaient réussi en 1950. Ils subirent en six mois un démenti des faits tellement cinglant que la leçon apprise par eux semble avoir été également assimilée par l'actuelle majorité. C'est ce qu'on appelle, à tort, le retour au libéralisme. A tort, parce qu'il ne s'agit pas d'une décision doctrinale, d'une conversion intellectuelle et morale, de la modification dans ses tréfonds des positions d'un parti et d'un groupe de penseurs. C'est la réalité des choses qui a contraint les uns et les autres à regarder notre réponse aux contraintes économiques d'un œil différent.

La mythologie de la planification souple "à la française", nous a fait longtemps croire que nous vivions dans un vaste aquarium dont nous pouvions filtrer l'eau à l'entrée et que nous pouvions orner d'algues rares. Les parois protectrices ont volé en éclats. Nous nageons dans les eaux polluées de l'Océan mondial. La liberté du requin de manger les petits poissons, pour paraphraser Lamennais, constitue désormais une des principales données de notre conscience collective. C'est de la même réflexion que part le libéralisme, non pas pour légitimer le droit du plus fort, mais pour le limiter en organisant des contrepoids efficaces.

Nous sommes ainsi ramenés à notre propos initial. L'équipe gouvernementale actuelle prend-elle les mesures les mieux adaptées pour rattraper les trois handicaps indiqués ? La dévaluation d'avril, le budget de 1987, la politique monétaire, tout cela paraît répondre aux préoccupations exprimées en tête de cet article. Est-ce suffisant ? Certainement pas. Mais les contraintes politiques ne permettent que rarement de réaliser d'un seul coup des réformes aboutissant à un changement radical d'orientation dans la vie d'un pays.

L'ETAT PRIVATISATEUR

Aussi faut-il prévoir la mise en œuvre d'un processus déroulant ses effets à plus long terme. Tel est le rôle que doit jouer la privatisation. Le scepticisme à ce sujet est de mise. Il a été exprimé de la manière la plus coupante par François Bloch-Lainé (2), qui renvoie dos à dos nationalisations et dénationalisations. Pour les premières, l'ironie s'exerce sur l'expérience toute fraîche : "on a rendu furieux, en les enrichissant, des banquiers moyens qui ne faisaient rien d'important". Voilà pour la troupe des établissements de crédit, collectivisés en 1981. Aux groupes industriels maintenant : "l'Etat Père Noël a fait le bonheur des actionnaires en leur donnant de bonnes obligations indemnitaires, en échange de leur titre mal gratifié depuis longtemps". L'auteur du célèbre rapport

sur "l'Héritage" se demande "que peut-on faire d'aussi bête en sens inverse ?". Il met en garde la nouvelle majorité contre la duperie que constitue à ses yeux la participation des employés. Il craint surtout que notre appareil financier et industriel soit le jouet de querelles politiques. On peut répondre que le mal est déjà fait, qu'il faut le guérir et que les hautes carrières dépendent aujourd'hui plus des options partisans que des mérites professionnels. C'est cela qu'il faut changer. Nous rejoignons François Bloch-Lainé quand il écrit "C'est le mode de promotion des dirigeants qui alarme, soulevant le problème qui, de tous, est le plus important, celui de la qualité efficace des grands entrepreneurs français. Un objectif devrait primer tous les autres : freiner notre déclin industriel et commercial relativement à nos voisins dans le déclin de l'Europe".

Mais il y a, c'est vrai, un paradoxe de la privatisation. Elle s'opère par la voie administrative, en suivant la filière hiérarchique et les usances qui font le charme suranné de nos différents corps de fonctionnaires.

Le Président de la République a nommé des chefs d'entreprises nouveaux, préalablement triés par la même direction du Trésor qui avait procédé cinq ans auparavant à la désignation de leurs prédécesseurs. Notre pays est tellement pétri de colbertisme qu'il n'éclate pas de rire lorsque l'opposition réclame et obtient que le "juste prix" (Saint Thomas d'Aquin veille sur nous) des sociétés "privatisables" soit fixé par le Conseil Constitutionnel. Si l'on parcourt la biographie des personnalités qui composent cette haute institution, on se prend à penser qu'un tel travail ne relève pas spécialement de leurs compétences.

Cette phase d'intervention étatique dans le but de désétatiser sera-t-elle vraiment terminée un jour ?

On peut certes en douter, on peut certes le redouter. Mais on peut aussi affirmer en sens inverse, et c'est notre opinion, que l'adaptation de notre pays aux conditions de la concurrence mondiale passe par la rupture d'adhérence entre le public et le privé, frères siamois balourds, bien peu aptes à se chamailler avec leurs petits camarades qui s'ébattent et se battent de par le globe. (3)

UNE RUPTURE PLUS LIBERATRICE QUE LIBERALE

La rupture s'opérera par le mouvement de capitaux qui là aussi doit-être amorcé par le Trésor.

Si celui-ci renonce à ramasser chaque année auprès des épargnants le quart de ce qu'il collecte au rythme actuel, c'est-à-dire une cinquantaine de milliards, il retrouvera la même somme dans la vente du capital des sociétés actuellement nationalisées.

Pour les finances publiques le résultat sera le même. Mais le passage du témoin public au témoin privé aura des répercussions considérables. Toute l'inspiration de notre vie économique en sera modifiée pour trois raisons principales. En premier lieu, le nombre des actionnaires

sera multiplié par deux ou par trois. Il n'est pas mauvais comme le fait François Bloch-Lainé de mettre en garde le personnel des différentes entreprises privatisables contre de trop grandes illusions. Mais les avantages d'une certaine distribution du capital parmi les employés sont évidents.

Les expériences encore trop limitées de participation montrent que la sensibilité à l'égard des problèmes d'une société s'accroît considérablement avec la propriété de ses actions. Il est essentiel dans l'industrie moderne que les collaborateurs d'une entreprise portent un intérêt raisonné aux performances de leur maison. Les Japonais ont réussi à développer ce patriotisme de firme en faisant appel aux ressources morales de leur peuple. En France, où le bonheur s'identifie encore à la petite propriété rurale, il est assuré qu'une meilleure adhésion à l'instrument de production passe par l'acquisition d'un lopin de pouvoir. De manière plus générale, le mouvement de réhabilitation des entreprises engagé depuis trois ans a besoin d'être soutenu par une répartition plus grande de leurs capitaux. La fluctuation des cours fera mieux comprendre, parfois douloureusement, les aléas auxquels les sociétés sont exposées.

Si les compagnies de navigation avaient réservé quelques pourcentages de leur capital à leurs marins, il est probable que ceux-ci n'auraient pas formulé les exigences irréalistes qui ont abouti à couler corps et biens notre marine marchande dans les abysses des déficits.

Les dirigeants devront certes, et ce ne sera pas un mal, répandre dans le public des informations plus précises ou plus exactes ou plus nombreuses qu'actuellement, ne serait-ce que pour se maintenir au pouvoir, par la persuasion plutôt que par la ruse.

La deuxième raison justifiant la privatisation tient dans le mode de désignation ou de révocation des chefs d'entreprise. Il est pénible pour un ancien Enarque d'entonner un chant funèbre sur notre mandarinat ! Et s'il n'y avait que l'ENA le mal serait bien bénin ! Mais notre pays est couvert d'un réseau dense de soi-disant "Grandes Ecoles" qui dans les plus modestes spécialités ont reconstitué le maillage étouffant des corporations. Des secrets de fabrication, bien plus souvent des manies à répétition, sont transmis avec des mines compassées à travers des rites d'initiation et d'exclusion qui font perdre des années à notre belle jeunesse.

Les responsables de l'industrie, de la finance ou des services sont sélectionnés en large partie sur des critères qui paraissent souvent le plus éloigné possible du réel et des problèmes concrets. Tout simplement parce que ceux-ci dissimulent leur véritable raison d'être : organiser la "répétition sociale" au profit des familles en place. A tel point que la graphologie a pris, comme une sorte de contre-poison, un rôle d'arbitre dans le recrutement des cadres. Et nous nous moquons des Romains qui se fiaient aux haruspices ! Dans la bataille économique mondiale on sait pourtant quelle est la matière, l'enjeu, la motivation et la récompense : l'argent. C'est pour-

quoi la raison voudrait que la sélection des dirigeants soit réalisée parmi ceux qui sont le mieux à même d'en gagner.

Nos adolescents ont été dressés à s'indigner contre le mot et encore plus contre la chose au nom de l'aristocratie de l'esprit ou du cœur. Une des conquêtes (pas encore achevée) du socialisme depuis 1981 a été de s'apercevoir que cette conception était fautive, coûteuse et qu'elle faisait obstacle à la plasticité sociale. La "béatification" de Bernard Tapie marque ce tournant. Il y a mille fois plus de propreté dans ce critère que dans les cérémonies initiatiques chargées de dissimuler le conservatisme social.

Les anciens élèves des "grandes écoles" ne sont pas tous radicalement inaptes aux affaires. Un Bouygues ou un Besse le prouvent. Il ne faut pas tomber dans la naïveté et nier la valeur des études et de l'effort intellectuel. Mais ce qui est devenu insupportable, c'est la masse compacte des anciens élèves qui entrecroisent leurs trop faibles compétences et leurs trop fortes connexions pour se maintenir coûte que coûte à la surface des entreprises en obstruant les possibilités d'éclosion ou d'ascension aux talents qu'ils étouffent au nom de la prédestination scolaire. L'économie du pays en est appauvrie plus qu'on n' imagine.

Cette obstruction des peaux d'âne constitue une des causes qui n'est pas mineure de l'état d'anémie dans lequel nous nous présentons face à nos redoutables compétiteurs.

La privatisation ne dissoudra pas d'un coup ce barage organique, mais elle dégagera des surfaces de liberté et de manœuvre au milieu de cette mer des Sargasses où nous sommes fourvoyés. On parlera moins de carrières, davantage d'initiatives et de créations.

Ce sont ces hommes nouveaux qui relanceront l'investissement, troisième raison pour procéder à la privatisation. On tourne en rond depuis deux ans à propos de l'aide qu'il faut apporter à l'investissement, manifestement insuffisante. Suivant la pente habituelle de nos réflexions le débat se localise autour des avantages fiscaux. Ceux-ci ne jouent certes pas un rôle négligeable. Mais il ne faut pas oublier les facteurs bien plus importants que représentent la demande du public et la volonté des entrepreneurs. La déception qui règne en cette fin d'été dans le monde occidental tient largement au fait que le bonus dû à la baisse des prix pétroliers (de l'ordre de 2 % du "PNB mondial") n'a pas été utilisé à la production et à la distribution de biens matériels. Il s'est dirigé vers les placements financiers ou la résorption des dettes. Dans le logement, la nourriture, la santé ou l'automobile les besoins à satisfaire, sans être négligeables, ne révèlent en aucune manière l'urgence et la violence de ceux existant dans les pays en voie de développement. Si cette manne était tombée sur l'Inde on peut imaginer le flux désordonné des commandes qui auraient plu sur ce pays et sur les fournisseurs étrangers. Les Occidentaux repus sont restés aussi tièdes devant la restitution de la rente pétrolière que les Français devant le rembourse-

ment de l'emprunt exceptionnel. La perspective de la privatisation, comme la réforme fiscale américaine, va peut-être dans un premier temps ajouter à cette atonie de la demande.

Mais sous l'impulsion de nouveaux dirigeants elle amènera assez vite une refonte des entreprises pour mieux les adapter à la concurrence. L'équipement et la modernisation sont les armes de combat économique qu'un responsable désireux de réussir ne manquera pas d'accumuler.

A ce détour surgit l'une des objections les plus graves contre la privatisation. Il n'est pas niable que les groupes nationalisés en 1981 (sans parler de ceux entrés plus tôt dans le giron de l'Etat) ont bénéficié directement ou indirectement de la capacité nouvelle de collecte de l'épargne, apportée par leur passage dans le secteur public. Les contribuables ont été beaucoup plus généreux, sans le vouloir, que les actionnaires.

Ici se situe le problème essentiel. Il est peu contestable (sauf par des doctrinaires chagrins) que l'impôt n'étant ni agréable, ni dynamisant, il serait bien préférable que les investissements soient réalisés grâce à la mobilisation volontaire de l'épargne (interne à l'entreprise, par autofinancement, ou externe par appel au marché financier). Cette constatation de bon sens est le socle du libéralisme. Les conséquences qu'il faut en tirer pour la traduire dans les faits déterminent la politique économique.

Depuis la deuxième guerre mondiale la pression du marxisme, alliée à celle du déficit budgétaire a réduit la Bourse de Paris à un rôle secondaire. Le circuit du Trésor l'a remplacée comme principal fournisseur de capitaux. Il n'est pas surprenant que le payeur soit devenu peu à peu le conseiller, puis le patron. Par ailleurs, la propension des oligarchies financières à conserver l'exclusivité du pouvoir pour elles-mêmes, fut-ce au détriment du développement des affaires qu'elles contrôlent, n'a guère contribué à la réanimation de ce qui a été longtemps le deuxième marché mondial des capitaux.

La rupture avec cette conception à la fois bolchevique et réactionnaire a été opérée le 12 juillet 1978 avec la Loi Monory. Les lecteurs de cette revue savent mieux que quiconque quelle a été l'inspiration de cette réforme. Il s'agissait de ramener des millions d'épargnants vers les placements en Bourse pour diffuser et généraliser l'appropriation privée des moyens de production. Les grands initiés ricanèrent à l'époque et prédirent l'échec de cette initiative. Aujourd'hui les SICAV Monory ont collecté une cinquantaine de milliards de francs. Le nombre des actionnaires a doublé.

Profitant de cet élan que les complications bureaucratiques du Compte d'Epargne en Actions (CEA) n'avaient pas réussi à briser, MM. Delors et Bérégovoy ont fait appel avec sagesse à la masse réveillée des petits épargnants pour soutenir par les certificats d'investissement et les titres participatifs l'effort d'équipement des groupes nationalisés. Il faut continuer dans cette voie.

En associant les employés à leur firme par la participation, en développant grâce à l'épargne-retraite de nouvelles couches d'actionnaires nous referons de Paris une grande place internationale dans le marché des capitaux. Là se trouvera une source abondante pour l'équipement de nos entreprises. La vente des titres des sociétés privatisées viendra alimenter, animer, vivifier ce marché qui autrefois, brillant et coloré, avait pris une allure aussi pimpante que celle d'un magasin dans un pays socialiste.

ENTRE CHIEN ET LOUP

N'attribuez-vous pas, rétorquera-t-on, des qualités magiques à la privatisation ? Vous la chargez de transmuter l'économie française, lourde d'ans et d'histoire, en une grande et alerte multinationale, issue de la Silicon Valley ! Ce ne serait pas exact. D'abord parce qu'il ne faut pas jeter tout notre actuel système de production aux orties. Ensuite, parce que la privatisation n'est pas un talisman de modernité. Elle n'est qu'une occasion, décisive, de prendre conscience des problèmes qui se posent à nous et des moyens de les résoudre, avant que ne sonne l'heure de l'an 2000. Il est dommage que les implications des choix réalisés dans ce sens au milieu de l'été ne puissent pas être placés en pleine lumière.

Parce que nous nous trouvons entre chien et loup. A l'intérieur de la France où la cohabitation oblige les "révolutionnaires", comme disait Nietzsche, à avancer sur des pattes de colombe. Mais aussi en raison de la situation internationale dont l'évolution plus que jamais dépend du sphinx américain.

Malgré les inquiétudes que l'on doit avoir à l'égard des Etats-Unis : reprise de l'inflation, débâcle monétaire, affaissement de la conjoncture, paralysie politique jusqu'aux présidentielles, il ne faut pas désespérer. Le dynamisme de l'Amérique a souvent surpris les pessimistes.

Et l'on peut se dire après tout que l'Europe existe... peut-être. Ce serait à elle de trouver la solution au problème que nous avons rencontré en cours de route : la reprise de la demande. Les données sont simples : les trois quarts de l'humanité sont prêts à absorber toute la force productrice du dernier quart. La demande est immense, elle n'est pas solvable dans l'immédiat. A quoi sert le prodigieux développement des techniques financières si nous ne savons pas les mettre au service de ce besoin fondamental ? Il faudra en reparler en pensant au dialogue entre chien et loup que nous a rapporté jadis le meilleur économiste de son temps : Jean de La Fontaine.

Charles DELAMARE

(1) "BUDGET 1987 : les raisons d'un espoir" - Jacques Valrègne La Presse Française (3 Octobre 1986).
(2) "Privatisation et nationalisation : des opérations vaines ou dangereuses" Revue politique et parlementaire Juillet-Août 1986.
(3) Cf. "Dénationaliser : pour quoi faire ?" - Ch. Delamare - France-Forum n° 223-224 - Déc. 1985.

La famille, il s'agit moins de la défendre que de la promouvoir en la délivrant de conceptions peureuses, timidement défensives, pour la reconnaître dans la vérité de son essence et de son mystère. Cette vérité n'est autre chose que l'amour.

FAMILLE ET AMOUR

par Etienne BORNE

Mon propos qui va se limiter à une réflexion sur "famille et amour" est de très modeste ambition. Je voudrais seulement essayer de montrer la nécessité, sur ces questions de la famille, qui nous tiennent si fortement à cœur, la nécessité d'une "approche" -comme on dit aujourd'hui- qui soit proprement philosophique. Nécessité de fait d'abord, car on ne peut parler de famille ou d'amour sans avoir le plus souvent implicite, une philosophie de la famille et de l'amour. Cette philosophie peut certes

prendre toutes les couleurs, être banale ou provocante, résignée ou agressive, bancale ou structurée, l'idée à laquelle on se réfère risquera de se révéler idéologique et falsificatrice du vrai. Il reste que, bonne ou mauvaise, cette philosophie existe, car les mœurs, quelles qu'elles soient, sont pensées en même temps que vécues, mais aussi nécessité de droit. On fait volontiers la psychologie de l'amour ou la sociologie de la famille : recherches utiles, indispensables, toujours ouvertes, mais qui se développeraient à l'aveugle, comme à tâtons, si elles

n'avaient d'abord une idée de l'objet de leur enquête, conception ou préconception lourde d'une philosophie virtuelle et qui, analysée, ne peut que mettre à jour les deux questions jumelles : que sont et que doivent être famille et amour, questions d'essence et questions de valeur, questions philosophiques par excellence. Psychologie ou sociologie posent un problème dont il est permis de se demander si elles pourront le résoudre par leurs ressources propres.

En de telles matières, la philosophie accompagne la recherche et la porte au-delà d'elle-même. L'enquête nourrit la réflexion sans pouvoir véritablement la satisfaire et ce moment de la réflexion est moment philosophique. Et de même que la psychologie et la sociologie suscitent une réflexion qui les dépasse, ainsi la réflexion philosophique elle-même, si elle met à jour des principes et des normes, en dehors desquelles le jugement se réduirait à des opinions vacillantes, ne peut par elle seule résoudre tous les problèmes qu'elle a posés. Nécessaire et insuffisante, telle est l'idée qu'en disciple de Maurice Blondel, je me fais de la philosophie. Mais j'anticipe sur mon propos et je voudrais d'abord assurer mon point de départ.

Nul, disais-je, ne peut, bonne ou mauvaise, se passer d'une philosophie de la famille et de l'amour. Soit par exemple le problème de la cohabitation juvénile ou plus généralement le laxisme qui règne aujourd'hui dans les choses du sexe. Qu'on ne nous parle pas seulement d'un conformisme du non-conformisme, qui se ramènerait à un pur déterminisme sociologique, ou d'un abandon passif et inconscient aux puissances de l'instinct comme l'avancerait une psychologie naturaliste. On manque ainsi deux fois l'objet qu'on prétend expliquer. Ne jamais oublier que l'homme est un être pensant et qui ne peut agir sans penser ce qu'il fait. Tout comportement humain est conduite et implique une pensée c'est-à-dire liée à un savoir, fût-il fugitif, et à un essai, au moins ébauché, de justification. Un jeune couple qui refuse le mariage ne saurait éluder la question "pourquoi?". Laquelle demande une réponse ; on évoquera la sincérité : "je sais ce que j'éprouve aujourd'hui, mais comment garantir que mon cœur n'aura pas changé dans six mois ou dans dix ans ?" Comment appeler alors amour ce qui risque de n'être un jour que souvenir et habitude. Ne parle-t-on pas, et ce langage est révélateur, des "liens du mariage" avec que l'engagement conjugal a quelque chose d'aliénant et qui met en question la liberté de l'amour.

Certes, vieille rengaine que le dilemme "amour libre" ou "mariage", mais qui devient une musique tentante dans le climat actuel et chez de nouvelles générations qui ont reçu l'empreinte de ces effervescences de mai 68, ces événements incertains entre le psycho-drame et la révolution. Alors se manifestait une révolte contre non seulement telle ou telle autorité ou telle ou telle institution, mais contre l'autorité en tant que telle et l'institution en tant que telle ; dans le mariage on ne voudra voir que

l'institution réduite au formalisme des cérémonies et des conventions. Toujours le spectre de l'aliénation, c'est-à-dire de la liberté confisquée et de l'amour falsifié par l'hypocrisie sociale.

Faisons un pas de plus dans l'analyse ; dans cette mentalité "soixante-huitarde", si individualiste, il y a aussi, lancinante, la peur d'être dupe, et même et surtout dans les intimités mêlées de la chair et du sentiment ; l'amour biologiquement ou naturellement considéré, a d'évidentes finalités procréatrices ; le plaisir n'est qu'un appât, une ruse de la vie ; comment accepter d'être instrument ou moyen au service d'une force qui poursuit ses propres buts et après usage vous rejette au rebut de la vieillesse et de la mort ? Un couple qui se choisit stérile se jouera à son tour de cette ruse puisqu'il est techniquement possible de goûter le plaisir de semer et de s'épargner le labeur et la douleur de la récolte. Manière ici encore de faire échec à l'aliénation.

De telles justifications, et on pourrait broder à l'indéfini sur ce thème, valent ce qu'elles valent. J'en retiens seulement cette lapalissade, que des justifications sont des justifications, car l'homme est l'être qui ne peut être et agir sans penser son existence et son action, et toute justification d'une conduite ou d'une attitude est de soi philosophique parce qu'elle fait signe à des normes et à des valeurs. De plus, les conduites laxistes et les attitudes libertaires sont un défi qui pose à une réflexion exigeante de vrais et difficiles problèmes. Par exemple, l'allégation de sincérité, car le mariage au carrefour d'un sentiment et d'une institution, a quelque chose de paradoxal, et on peut s'inquiéter à bon droit sur le tard, de lire "l'horreur du dévouement - dans des yeux qui longtemps furent des yeux fidèles". (Baudelaire). Ou encore le soupçon d'aliénation, car est présent dans l'amour le génie de l'espèce qui prend ses assurances contre la mort - "cette dure victoire de l'espèce sur l'individu". (Marx). "Vous créez pour mourir", disait le poète romantique. La cause me paraît donc entendue : sur amour et famille, il y a certes débat, mais ce débat ne peut se nouer qu'à un niveau philosophique, même si pour le résoudre vraiment, il est nécessaire de faire appel à des ressources supraphilosophiques.

Dérive des Sciences humaines

Or la philosophie en tant que telle se trouve aujourd'hui contestée par des avant-gardes dans lesquelles des talents corrosifs, clamant "la mort de la métaphysique" s'emploient à mettre la philosophie hors de la modernité. Seules les sciences humaines détiendraient le véritable savoir sur l'homme. Je lisais récemment ("Monde d'aujourd'hui", 17/11/85), un texte de l'historien Jean Delumeau traitant du problème que pose aux Eglises l'indifférence des hommes d'aujourd'hui, ou au moins d'une grande part de la jeunesse, cas particulier d'une anorexie spirituelle, inappétence aux raisons de vivre, qui ne seraient pas immanentes à la vie elle-même. Et l'auteur invitait les responsables des Eglises à réfléchir sur ce phénomène "avec le concours" disait-il, "des his-

toriens, des sociologues, des anthropologues". Dans cet appel aux compétences, les philosophes sont les grands oubliés, affaire sans doute de "scientificité", à moins que la philosophie ne passe en contrebande dans le bagage des anthropologues. Ce congé donné implicitement à la philosophie est d'autant plus surprenant que dans le même article, Jean Delumeau, s'il critique assez sévèrement les thèses du Cardinal Ratzinger, dans "Entretiens sur la foi", lui donne cependant raison sur un point important, la constatation d'un "certain flou doctrinal" dans l'Eglise post-conciliaire. Flou théologique, mais aussi flou philosophique. Et bien des indéterminations dans l'ordre de la pensée et de l'action pourraient s'expliquer par cette sorte d'incertitude.

Bien évidemment, et touchant cette question de la famille, les sciences humaines apportent des informations indispensables et dûment quantifiées. Les flux démographiques, naissances et décès, mariages, avortements, divorces peuvent être mis en graphiques et en chiffres. Encore faut-il que les enquêtes soient véritablement objectives et ne se trouvent pas faussées par l'a priori de philosophies douteuses. L'abus des sondages et le règne du pourcentage ne sont pas aussi sans effets pervers ; il n'y a pas de résultats bruts imposant une seule et unique interprétation ; et surtout, les méthodes des sciences humaines, dans leur souci d'objectivité, risquent de donner une fausse idée de l'humain, dans la mesure où l'essentiel en l'homme pourrait n'être pas objectivable.

La sociologie, par exemple, ne connaît que des structures, des forces, des courants et jamais des individus ou des personnes. Les cas individuels s'annulent les uns les autres, les originalités sont raturées au bénéfice des moyennes ; le véritable concret est déplacé au profit d'une impersonnalité abstraite. De plus un fait, chiffré, scientifiquement authentifié, prend vite figure de norme. Qu'un sondage révèle qu'un nombre important de catholiques ne se conforment pas aux disciplines sexuelles de leur Eglise, ce résultat ne peut pas ne pas entamer la valeur de la règle en tant que telle. Il faudrait une exigence philosophique assez rigoureuse pour s'empêcher de ne pas passer trop vite du fait au droit et ne pas confondre moyenne et norme. Autre aspect de la même inquiétude : l'assurance objective, la quantification systématique, l'explication dogmatique par les infrastructures donneront l'impression que "les faits humains" relèvent d'un déterminisme au même titre que les phénomènes naturels. Mais du déterminisme au fatalisme, le glissement est peu évitable. De ce que les mœurs sont ce qu'elles sont, on conclura sans s'apercevoir qu'on change d'ordre, et qu'on passe ici encore du fait au droit, qu'elles ne peuvent pas être autres qu'elles ne sont.

Pour déceler de telles extrapolations serait nécessaire une épistémologie assez philosophique pour délimiter le champ d'application des sciences humaines, lequel ne saurait être le tout de l'homme, à la manière dont le Kant de "la Critique de la raison pure" a établi la légitimité des sciences de la nature, tout en leur interdisant un dépasse-

ment dogmatique de leurs frontières. Or cette tâche critique est d'autant plus difficile à exercer que ces mêmes sciences humaines qui auraient besoin d'être philosophiquement "critiquées" entendent, si du moins on en croit certains de leurs praticiens, jouer le rôle qui était normalement dévolu à la philosophie.

L'exemple le plus significatif est celui des "théologies de la libération" qui cherchent une intelligence de la foi pour reprendre la définition augustinienne de la théologie, non plus dans la philosophie, mais dans les sciences humaines, qui par leur "scientificité" rendraient efficace une praxis politique et sociale. Mais ces concepts dits scientifiques étaient empruntés au marxisme et le marxisme étant plus une idéologie de filiation hégélienne qu'un savoir scientifique, la philosophie qu'on chassait par la porte est revenue par la fenêtre ; une philosophie qui ne dit pas son nom et se camoufle en science ne pourra être que philosophiquement suspecte.

Nous sommes donc en présence d'un impérialisme des sciences humaines qui paraissent pressées d'occuper la place qu'aurait laissée vide la philosophie - peut-être aussi parce que beaucoup de philosophes, qui doutent de la philosophie, ne défendent leur place que trop timidement. Mais on n'échappe pas à la philosophie, et dès qu'une science humaine tente de se substituer à la philosophie, elle se fait elle-même philosophie - à la manière dont la sociologie d'Auguste Comte et de Durkheim devenait sociologisme, de façon à assurer une compréhension globale de l'humain. Ce passé est maintenant présent et nous assistons à un retour en force de ces pionniers d'une sociologie considérée comme savoir englobant. On retrouve en effet leur thèse fondamentale qui, dans le langage d'aujourd'hui fait de la culture, la spécificité humaine par excellence, cette culture devenant elle-même, scientifiquement connaissable. L'homme, dit-on couramment (mais dès qu'on énonce une proposition dont le sujet est "l'homme", on entre bon gré mal gré, en philosophie) est nature d'une part, culture d'autre part. On entend aujourd'hui par nature (et c'est un singulier aplatissement de la notion de nature), tout ce qui dans l'homme est d'ordre instinctuel et donc biologique, l'intellectuel et le spirituel étant d'ordre culturel. L'homme sera donc ainsi deux fois objet de science : biologie d'un côté, sociologie de l'autre. D'où allégation valable de néo-scientisme. De plus le culturel étant social, donc impersonnel, la personne en l'homme risque d'être réduite à du général en ce qui concerne l'aspect culturel et à du générique en ce qui touche à l'aspect biologique.

Les sciences humaines, dans leur prétention à se substituer à la philosophie, s'exposent donc à dériver vers ce qu'il est commode d'appeler un culturalisme, qui devrait être au moins mal une philosophie parmi d'autres, et ne pas revendiquer le monopole de la connaissance de l'homme. Tout n'est pas négatif dans ce culturalisme. La distance qu'il établit entre nature et culture, est une heureuse reconnaissance de la dualité en l'homme du corps et de l'esprit, telle que l'ont établi un Platon ou un

Descartes. Ou, plus exactement, un témoignage pour ce paradoxe en l'homme d'une dualité et d'une unité qu'il faut prendre ensemble. Et les sciences humaines confirment cette insolite contrariété, qui est l'homme même, d'une unité duale ou d'une dualité une, en montrant comment la culture pénètre la nature et à quel point le biologique est imprégné de spirituel ; et il faut s'en souvenir pour bien saisir tout l'humain dans l'amour, si sexuel soit-il ; le désir se dit, il parle et échappe par là à un déterminisme seulement naturel au sens biologique du mot.

La psychanalyse telle qu'elle est sortie, dogmatiquement constituée, de la tête de Freud, est aussi un exemple de culturalisme avec ses deux aspects positif et négatif. Dans la mesure où elle cherche dans le mental la cause du mental, elle reconnaît la distance entre le psychique, conscient et inconscient et l'organique ou le somatique ; elle montre aussi que les pulsions d'origine corporelle ne sont pas de pures et simples poussées, qu'elles ont toujours un sens, retrouvant ainsi une idée philosophique majeure, celle de la finalité. Pour Freud aussi, tout dans l'homme est culturel ; même le rêve, loin d'être évasion gratuite et abstraite, traduit nos soucis, nos peurs, nos préoccupations ; il est littéralement un phénomène culturel. Je dors, mais mon cœur veille. Ici encore la culture est la spécificité humaine, et loin d'être une efflorescence de la nature, c'est la contradiction entre culture et nature qui introduit dans l'homme le drame, parfois le malheur en même temps que la dignité. L'ethnologie contemporaine a, sauf rares exceptions, fait sien la fameuse thèse de Freud sur l'inceste, interdit des interdits, et fondement de toute civilisation, en même temps que de la famille. Freud va même jusqu'à avancer que la prohibition de l'inceste est la mutilation la plus cruelle que la nature ait fait subir à l'instinct sexuel. D'où il suit que le défi de mai 68 : "il est interdit d'interdire" annoncerait, toujours selon Freud, le déclin de la culture et la fin de la civilisation. On voit bien comment le culturalisme ouvre la porte à une certaine transcendance de l'esprit par rapport à une nature seulement biologique. Ce qui est, je le disais, positif. Reste le négatif qui reste considérable.

Mettre en question l'idéologie culturaliste

Dans une perspective culturaliste, il n'est pas de sentiment qui ne participe, non pas accidentellement mais essentiellement, à une culture. Mais les cultures sont multiples et elles diffèrent les unes des autres dans l'espace et au long du temps. D'où une relativité indépassable ; famille et amour relèveront de modèles culturels et la référence à de tels modèles serait la manière ultime et exclusive de rendre intelligibles les structures familiales et les sentiments qui les animent et les sous-tendent. Nous touchons ici au point nodal du conflit entre la philosophie et les sciences humaines, ou plutôt l'idéologie culturaliste liée souvent au fait, et non pas en droit aux sciences humaines. Pour la philosophie, les questions : qu'est-ce que la famille ? qu'est-ce que l'amour ?

sont de vraies questions, lesquelles supposent qu'il y a essence de la famille et une essence de l'amour, même s'il faut effort et patience pour les découvrir et même si elles devaient rester partiellement voilées - alors que pour l'idéologie culturaliste, ces questions ne sont que des variables de la question : qu'est-ce que l'homme ?, fausse question, typiquement métaphysique, et l'impossible et introuvable essence, tant de l'homme que de la famille ou de l'amour, éclate en une suite de modèles culturels disparates et hétérogènes. Au nom de la pluralité des cultures, le culturalisme aura évacué l'idée même de nature ou de similitude humaines.

Certes nos sentiments portent la marque de la culture ou des cultures (car une culture n'est jamais monolithique) dans lesquelles nous baignons. L'auteur pascalien du "Discours sur les passions de l'amour" s'en étonnait : "c'est une chose étrange, écrivait-il, que la coutume se mêle si fort de nos passions". Et il est bien vrai que les manières d'aimer diffèrent lorsqu'on va de la cité antique à la chrétienté médiévale et à nos sociétés industrielles. Coutume et passions, le problème était bien posé par la pensée classique. Les coutumes passent mais demeurent un substrat, un socle qui n'est peut-être pas si mal nommé "passion". J'y reviendrai.

J'insiste encore sur le négatif : la réduction sociologique de la famille à des formes et des structures, comme la réduction, symétrique, de l'amour à des modèles culturels, me paraissent caractéristiques de ce qu'on appelle avec un rien de prétention "notre modernité". Les œuvres dans le vent, célébrées à "Apostrophes" et dans les hebdomadaires parisiens, paient leur tribut à cette modernité. Elisabeth Badinter, dans une recherche historique sur la maternité, conclut que l'instinct maternel est un mythe et qu'existent seulement des comportements maternels si divers et parfois si insolites qu'ils ne sauraient relever d'une idée commune de la maternité. Le féminisme de combat part en guerre contre la prétention abusive des hommes à imposer aux femmes une idée de la femme complètement fabriquée par les cerveaux masculins. Extrapolation à partir du marxisme vulgaire dont le thème est facile à résumer ; de même que dans une société la classe dominante produit une culture qui justifie sa domination et qu'elle impose à la classe dominée, ainsi les hommes ou plutôt les mâles, sexe dominant, manipulent le sexe dominé, afin que les femmes se conforment à des modèles qui peuvent être de contenu différent, depuis l'éternel féminin jusqu'à la femme, repos du guerrier, mais qui n'ont d'autre but que de satisfaire les besoins idéaux ou sensuels du sexe fort. "Le deuxième sexe" de Simone de Beauvoir a approvisionné le féminisme en formules aguichantes telles : "La femme est une invention de l'homme" ou "on ne naît pas femme, on le devient".

Soumis à un examen philosophique, ce féminisme culturaliste devra avouer une ambiguïté fondamentale. Car il appelle deux interprétations contradictoires. En mettant l'accent sur les modèles culturels qui façonnent l'être de la femme : les mauvais, ceux par lesquels

l'homme et une société aliénante asservissent la femme, et les bons, ceux qui feraient le bonheur de la femme dans une société désaliénée, on ne sort pas des conditionnements sociologiques qui, par leur déterminisme, ne laissent aucune chance aux libertés personnelles. Mais on peut entendre les formules féministes dans un sens diamétralement opposé, et qui est un décalque de la pensée sartrienne : la femme doit refuser de se laisser lier par un concept de nature ou de vocation féminine ; elle est provoquée à s'inventer elle-même dans l'absolu de sa liberté et sous sa totale et solitaire responsabilité, une certaine idée de la femme en général et d'elle-même en particulier. Deux systèmes incompatibles, soit en enchaînant la liberté, soit en la privant de finalité et en la désorientant complètement, par un refus a priori de toute nature autre que biologique, manquent la vérité de la femme et de sa relation avec l'homme.

Les discours que, dans ce climat culturaliste, on tient couramment sur l'homosexualité souffrent d'une équivoque similaire. Nous sommes invités à n'être pas dupes de normes qui, sous prétexte de distinguer nature et contre-nature, ne reflèteraient que des préjugés sociaux ; invités surtout à respecter le droit à la différence, notion vague et aventureuse, car une différence ne saurait avoir une valeur en tant que différence. La tolérance de l'homosexualité ne peut se passer de justifications ; mais ici encore, les justifications sont doubles et ne peuvent être tenues ensemble : ou bien l'homosexuel dira : "je suis fait comme ça, et je suis prédestiné à ce penchant que vous dites contre-nature par des gènes lesquels sont dans ma nature" ; ou bien il affirmera : "je me suis choisi comme homosexuel et j'ai droit au respect de ma liberté". J'ajoute que ces deux sortes de justification ont l'inconvénient de décourager d'avance non seulement toute tentative d'explication sur les origines et la genèse de l'homosexualité, mais aussi tout espoir d'une thérapeutique laquelle, qui sait ? pourrait être libératrice. Un déterminisme biologique est opaque et n'explique rien, pas plus qu'un choix qui se présente comme un absolu irrationnel, et l'intelligence tant théorique que pratique se trouve désarmée dans un cas comme dans l'autre.

Des remarques précédentes, je tirerai la simple conséquence que les sciences humaines n'ont pas aboli le questionnement philosophique. Si utiles que soient informations et enquêtes, ces recherches restent en deçà d'une interrogation sur l'essence et les fins, qui seules peuvent espérer résoudre les problèmes d'intelligibilité et de valeur que rencontre la réflexion sur la famille et l'amour ou, au moins, même si en ces matières la solution laisse toujours quelque chose en suspens, à poser ces problèmes en rigueur et probité. Et les sciences humaines ne sauraient affirmer que cette problématique est périmée qu'en se changeant en une idéologie culturaliste, dont nous avons assez dit qu'elle n'était nullement scientifique et qu'elle aboutit à une réduction d'aplatissement ou d'incertitude radicale en ce qui concerne l'homme et l'humain.

Essence paradoxale de la famille

Je ne me suis donc engagé qu'à déblayer le terrain et à montrer qu'une philosophie de la famille est à la fois nécessaire et possible. Mais c'est avec timidité et un certain sentiment d'insécurité que je m'aventurerai un peu au-delà de cette possibilité. Une essence de la famille, certes, mais de cette essence nous n'avons pas un concept clair et maniable, car l'être de la famille, non seulement est un nœud de problèmes et ne va pas sans un certain mystère. "Le mystère Frontenac" - titre d'un célèbre roman de Mauriac.

L'erreur serait de croire que nous savons d'avance ce qu'est la famille, une famille normale, équilibrée, paisible et qui servirait de norme et de repères par rapport à de multiples situations conflictuelles, dégradées, aberrantes. S'il y a déséquilibre et conflit au-dedans même de la famille, c'est que pour parler un langage philosophique, je dirais volontiers que l'idée de la famille est dialectique, et que son essence même est en équilibre instable, ce qui explique que l'existence familiale la plus authentique soit toujours et très normalement laborieuse et douloureuse. La question que je soulève ici est tout à fait indépendante du problème sociologique et historique de la diversité des structures et des mœurs familiales au long du temps et à travers l'espace. Car partout, on retrouverait ce que j'appelle un "être familial" si insolite qu'en puissent être les modes et les figures. Et cet "être familial" est un lieu de tensions qui ne sont nullement un signe de morbidité, mais autant de preuves de vitalité et de santé, pourvu que les contrariétés propres à "l'être familial" et qui sont toujours susceptibles de l'arracher aux habitudes, aux conformismes, aux inerties, ne dégénèrent pas en contradictions tragiques et dissociatrices.

La réflexion sur l'"être familial" devrait être un moment important dans une philosophie personnaliste et communautaire pour laquelle un approfondissement des problèmes familiaux serait à la fois une épreuve et un enrichissement. L'être familial est une communauté composée de personnes. Non pas grosse évidence allant de soi, pour peu qu'on ait compris ce qu'implique la notion de personne. La personne est cette part de l'homme qui, pour faire référence à nos analyses antérieures, échappe à l'emprise des sciences humaines, ce qui reste une fois qu'on a fait le bilan de tous ses conditionnements biologiques et culturels. Que de fois aurais-je cité ce trait de Hugo auteur pour lequel je confesse une admiration inconditionnelle ; je ne suis pas "le nœud des lois qui se croisent en moi", lois de la vie, déterminismes sociaux et historiques. Ce surplus, cette émergence, cet au-delà, peu importe le nom qu'on voudra donner à cet irréductible, se trouve aussi bien dans la personne qui ne se ramène pas à l'individualité biologique que dans la communauté sociale qui est autre chose qu'une institution ou un fait de culture. Et ces deux irréductibles se rejoignent, la famille étant une communauté de personnes. Dans et par la famille, selon l'itinéraire décrit par les maîtres du personnalisme, l'individu

devient de mieux en mieux personne et la société de mieux en mieux communauté. Ce qui n'arrange rien, la communauté ayant à assumer le défi de la personne et la personne le défi de la communauté. Dialectique vivante, dramatique même et qui montre bien que l'idée de la famille animale n'est qu'une illusion anthropomorphique ; et qu'il ne saurait y avoir de famille qu'humaine, que d'un mot la famille est un moment de l'homme.

Quelle famille ? Pas de réponse simple ; la dialectique familiale ne va pas sans dédoublement et on distinguera deux sortes de famille : la famille que l'on peut dire antérieure, celle d'où l'on sort comme fils ou fille, et la famille que l'on fonde ou que l'on a fondée, penchée vers l'avenir, et dans laquelle on est époux, père et mère. Ces deux familles ne sont pas ressenties et pensées de la même manière ; elles le sont même - toujours et encore la dialectique - de façon antagoniste. La première, dans une ambiguïté qui lui est propre est sécurisante ou (et) oppressive comme un destin. La seconde est contingente, dépend au départ, de l'accord toujours hasardeux entre deux libertés et a toujours quelque chose d'une aventure. On n'est pas fils et père de la même famille, et bien des problèmes familiaux viennent de la tension entre ces deux sortes de famille : par exemple, difficulté à rompre le lien ombilical entre l'une et l'autre, et nostalgie de la famille antérieure dans la famille ultérieure si bien que se trouve compromis ce commencement absolu et cet invitation à la nouveauté qu'est ce qu'on appelait dans le vieux et cher langage la fondation d'un foyer ; ou au contraire, volonté radicale de faire autrement, avec risque de jeter par dessus bord la famille elle-même. Donc entre les deux familles un rapport dialectique qui exclut aussi bien la plate continuité et la morne répétition que l'insurrection révolutionnaire d'aujourd'hui contre hier : mais pour reprendre le mot-clef de notre analyse, une tension vivante qui doit jouer comme un appel à l'invention dans la piété et la ferveur.

Peut-être cette idée d'une tension entre des aspects différents de l'être familial, contraires mêmes, et jamais vraiment complémentaires est-elle le fil d'Ariane qui nous permet de mettre en forme les paradoxes de l'existence familiale. Je relèverai deux de ces paradoxes bien propres à nous donner quelque intelligence de l'être familial et une approche de son mystère : l'un se développe à partir de l'union conjugale qui unit les contraires du secret et du public, l'autre tient à la nature de la famille, cette communauté de destin ou plutôt de destinée, et qui a son fondement originel dans un libre contrat.

Paradoxe d'un privé-public. Pas de mariage sans un secret d'amour, tout d'intimité, et qui ne peut être objectivité en tant que tel ; et en même temps, le mariage est déclaré et la famille est un fait social. Ce secret originaire du mariage est appelé à se diffuser dans l'étendue de la famille, où à l'amour conjugal s'ajouteront l'amour filial et l'amour fraternel, avec chaque fois, la même jonction de l'invisible et du visible. Ce paradoxe d'un privé-public exprime aussi une dualité qui tient à l'essence

même de l'amour, intériorité qui ne peut jamais complètement s'avouer et qui s'avoue cependant par l'aide mutuelle, le travail en commun, la solidarité dans la durée, la solidité d'une équipe.

Un contrat qui déborde ses propres limites et qui devient communauté, autre paradoxe de la famille. Le mariage est d'abord un contrat qui engage deux volontés libres ; mais en tant qu'acte fondateur de la famille, qui, même si les enfants souhaités ne viennent pas, ne peut trouver toute sa vérité dans le contrat. Un contrat se réfère à un "sic rebus stantibus", toutes choses restant égales, si bien que lorsque les situations changent, le contrat peut être révoqué ou au moins révisé. Rien de pareil dans le cas du mariage et de la famille où le juridique n'est pas seulement formel, passant ainsi d'un certain ordre qui est celui du droit à un autre ordre qui est celui de la vie. Rompre les liens du mariage pour en contracter, ce sera refaire sa vie. C'est donc qu'en l'affaire, il s'agit de vie en même temps que de droit, de vie qui ne serait pas à refaire si elle n'avait pas été faite. Ce n'est plus un contrat que l'on annule, c'est une communauté que l'on brise. Pour penser ce paradoxe d'un contrat-communauté ne suffisent ni une philosophie individualiste qui nierait la communauté, en la ramenant à un contrat sans cesse renouvelé, ni une pensée collectiviste qui sous prétexte de donner à la communauté son épaisseur de réalité, ne comprendrait pas que le lien du contrat demeure au-dedans de cette communauté et contribue à sa vitalité, en la maintenant libre.

Un contrat devenant communauté, ce paradoxe est aussi celui de la société politique, comme l'a mis admirablement en lumière le Rousseau du "Contrat social" : quelques réserves que l'on puisse faire sur bien des aspects de la pensée rousseauiste, il reste que l'auteur du "Contrat" a bien vu que les citoyens constituent la cité par la convergence de leurs adhésions conscientes et libres, et en ce sens le contrat social est un contrat fondateur de communauté. Des libertés ont ainsi créé de l'irréversible et de l'irrévocable.

Peut-être même peut-on pousser assez loin les relations d'analogie entre société familiale et société politique. Non pas que, comme l'ont affirmé des théoriciens traditionalistes, la famille soit pour la société politique un modèle normatif, le Roi des anciens régimes étant couramment représenté en "père de ses sujets" auxquels était par ailleurs recommandé le respect et une obéissance toute filiale. De telles métaphores ne sont pas innocentes, car leurs imageries faussement naïves empêchent d'entrer vraiment dans la vérité des deux sociétés familiale et politique. La prétendue paternité royale risque d'être le masque rassurant d'une tyrannie qui prévoit et pourvoit, infantilisant les gouvernés et les empêchant d'être véritablement des citoyens. Ces formes archaïques de la vie politique ont été souvent réactualisées dans les systèmes totalitaires ou les régimes autoritaires où apparaît le culte d'un chef qui ne peut qu'avoir toujours raison, par quoi fait naufrage un civisme démocratique. En réalité, ce n'est pas la famille en tant que telle qui a été

prise comme modèle - et les dictatures modernes en seraient encore plus éloignées que les monarchies traditionnelles ; mais c'est la notion de paternité, faussée, absolutisée et arrachée du contexte familial seul capable de lui donner sens qui se trouve abusivement utilisée. On en dirait autant de la notion de fraternité, extirpée du réseau des relations familiales, et qui elle aussi a été politiquement utilisée tantôt au bénéfice de la concorde civique tantôt au profit d'une effervescence révolutionnaire dans un tumulte contestataire de toute autorité.

Du paradoxe au mystère

Cet usage extra-familial des catégories familiales majeures n'est pas sans intérêt pour l'analyse des relations intra-familiales. Il semblerait d'abord que ces relations entre époux, entre père et mère, parents et enfants, frères et sœurs, répondent à autant de fonctions qui s'appellent et se complètent les unes les autres et dont le bon fonctionnement, facteur d'harmonie, pourrait apparaître comme exemplaire et être ainsi élargi à la société politique. Or les choses ne se passent pas d'une manière aussi heureusement idyllique et pas seulement parce qu'il n'est pas de famille qui ne soit inégale à son propre idéal ou à l'idéal familial en général ; le langage du fonctionnement et de la complémentarité est mauvais parce que les prétendues fonctions correspondent à des vocations différentes qui ne s'ajustent pas entre elles comme les pièces d'une machine, mais elles empiètent les unes sur les autres, la paternité tend à usurper sur la maternité ou la paternité sur la maternité ; et à être trop bon père ou trop bonne mère, des époux viennent à oublier ce qu'ils se doivent l'un à l'autre ; il y a au dedans de la famille un nœud de vertus et de devoirs, les uns et les autres spécifiques, mais qui sont en déséquilibre ou en tension les uns par rapport aux autres, et ce déséquilibre et cette tension ne sont pas des anomalies par rapport à une rectitude qui pourrait être définie a priori et ensuite pratiquée ; ils sont à la fois la vitalité et la normalité d'une famille. L'être familial dans sa vérité est dialectique, et reflétant cette dialectique l'existence familiale est tissée d'oppositions et d'antagonismes. Mais en l'être familial contrariétés, déséquilibres, tensions se rejoignent dans l'unité jamais appréhendée d'une essence cachée qui est proprement le mystère de la famille et auquel participe comme elle le peut, et tant bien que mal, l'existence familiale.

Mystère qui est constamment en danger d'être profané. De telles profanations font la fortune des romanciers et des dramaturges. La paternité devenue folle d'un père Goriot, dans Balzac, ou la maternité possessive et dévastatrice de la "Genitrix" de Mauriac introduisent dans la vie familiale pathologie et tragédie. Pas de fonction ou de vocation dans la famille qui ne soit exposée à grimacer ou à délirer. Ces sortes de désordre remplissent les littératures. Mais l'ordre ne peut consister qu'à gérer des tensions, car il n'y a jamais en matière d'amour et d'attention à autrui un juste milieu où se rencontreraient la vertu et le bonheur, mais c'est toujours ou le trop ou le

pas assez, et l'erreur risque à chaque instant de ne pouvoir être corrigée que par l'excès inverse. Je le disais bien, la famille est une aventure.

Les Anciens ont pressenti beaucoup de ce mystère familial en risque de profanation. L'extraordinaire personnage d'Oedipe qui, sans le savoir, commet les deux sacrilèges types, le meurtre du père et l'inceste avec la mère est le grand profanateur qui déchaîne la colère des dieux gardiens des mystères sacrés. Et la psychanalyse freudienne, qui veut nous persuader que chacun de nous a été un Oedipe en puissance, pourrait aussi nous aider à comprendre dans l'ambiguïté qu'il y a un mystère familial en permanent danger d'être profané. D'où l'alternative : ou les fonctions et vocations de l'existence familiale, en tension constante, en déséquilibre continué renvoient au mystère d'un être familial qui est réconciliation et absolution, ou bien ces fonctions et vocations se contredisent jusqu'à ruiner la famille en profanant son mystère.

J'ai déjà parlé de l'usage polémique et politique qui a pu être fait d'une contradiction entre paternité et fraternité. Le philosophe personnaliste Jean Lacroix a écrit sur ce sujet des pages décisives. Le thème du meurtre du père, condition de l'émancipation individuelle et même collective est devenu le lieu commun le plus couramment exploité de "notre modernité", pour reprendre le flatteur langage. On entendra même dire que le père qu'il faut se résoudre à tuer pour accéder à la totale libération, c'est tout simplement Dieu le Père. Jean Lacroix a réfuté ces formules provocantes en montrant notamment qu'une fraternité sans référence à une paternité, familiale ou religieuse, est une idée fautive et folle. Peut-être convient-il seulement d'ajouter que paternité et fraternité se détruisent certes si on les rend hostiles et irréconciliables, mais que les représentations que pères, mères, fils et filles ont de la famille ont toujours quelque chose de conflictuel. Toute différence entre les sexes et les générations est un principe d'opposition. Et à vouloir supprimer toute opposition, on écraserait des différences légitimes. Et j'ai assez dit que la tension était la plus vivante vie.

Parler de mystère familial, c'est se faire une idée religieuse de la famille. De ce sacré familial, je n'ai parlé qu'en philosophe, laissant hors de mon propos tout l'immense problème de l'insertion de ce sacré dans le sacré proprement chrétien. Le sacré familial peut être l'ébauche et le commencement d'une autre sorte de sacré, celle qui dans la fraternité du Christ nous fait adhérer au Père et à sa volonté. L'un et l'autre sacré sont l'objet d'un même et véhément refus qui montre bien leur profonde connivence. Un seul exemple : le même Hegel qui prenait le parti de Créon, héros de la rationalité politique, contre Antigone, martyre de sa fidélité aux rites et aux mystères nocturnes de la famille, avait dans un texte de jeunesse récusé le Dieu du "Pater", Dieu de la vie privée, Dieu anticivique et antipolitique car, concluait-il, le peuple qui prierait le "Pater" se suiciderait en tant que peuple.

La famille ne saurait apporter à elle seule une révélation complète du sacré ; mais elle est une amorce et une approche qu'on ne saurait raturer impunément. Seule une philosophie authentique, critique à l'égard des individualismes et des rationalismes, peut dévoiler la réalité dialectique, dramatique, sacrale, de la famille, en écartant aussi bien les mises en question profanatrices que les opinions rassurantes et bien-pensantes. De cette philosophie Maurice Blondel a proposé une esquisse dans la première "Action" où, à propos de l'apparition de l'enfant, il explique qu'une naissance fonde "l'indissoluble unité et révèle l'infirmité du lien familial". Une famille se fait pour éclater et se défaire. Non pas fermée sur elle-même, mais ouverte à la transcendance et ouverte à l'avenir, une famille n'est en elle-même ni tragédie inévitable, ni harmonie spontanée. Souffrante, militante, exaltante, la famille est passion au sens le plus vrai et le plus profond de ce mot.

Dans cette suite de remarques, qui, encore une fois ne sont que des approches et des préalables et ne sauraient tenir lieu d'une doctrine organisée et synthétique, je n'ai pas présenté une "défense de la famille", car la famille, il s'agit moins de la défendre que de la promouvoir en la délivrant de conceptions peureuses, timidement défensives pour la reconnaître dans la vérité de son essence et de son mystère. Cette vérité, essence et mystère, n'est autre chose que l'amour.

La passion qui sauve

N'intervetissons pas l'ordre des causes et des effets. C'est l'amour qui fait la famille, et lorsque l'amour faiblit ou s'affadit, la famille dépérit. Si nécessaire que soit une politique familiale qui fortifierait ses structures et lui apporterait les aides nécessaires dans un monde de plus en plus dur, qui la fait d'autant plus vulnérable, il est plus nécessaire encore que soient réveillées et suractivées les puissances de l'amour. Encore faut-il bien savoir ce qu'est et ce que peut l'amour.

L'amour est attention à autrui, et moins aux qualités de l'autre, si appréciables ou admirables soient-elles, qu'à son existence même. Aimer autrui, c'est d'abord croire qu'autrui existe. Et ce n'est pas si facile, tant les autres, mêmes les plus proches, nous apparaissent souvent comme des ombres sur un décor. La croyance à l'existence d'un autrui qui est substantiellement autre chose que la somme de ses actes et de ses paroles, croyance qui va non de l'individu à l'individu, mais de la personne à la personne et qui est proprement une foi puisqu'elle vise, au-delà des apparences et des phénomènes, un réel qui est si l'on veut un surnaturel. Ainsi l'amour s'enracine dans la foi.

L'amour est reconnaissance d'une existence et reconnaissance pour cette existence. Et cette gratitude est un inconditionnel qui touche ou plutôt présente un absolu. Aussi l'amour est-il un dialogue continu avec la mort. J'ai évoqué en commençant une prise de conscience de la sexualité comme assurance que prend la vie contre la

mort en piégeant les individus, qui en deviennent instruments et moyens, d'où la contre-ruse de la contraception. On n'aimerait donc, sexuellement parlant, que parce qu'on doit mourir. Ainsi se mêlent dans cette équivoque expérience, sens et non sens, mensonge et vérité. Car il est vrai qu'on n'aime que contre la mort. La mort de l'être aimé est la pensée la plus insupportable "Aimer quelqu'un" disait Gabriel Marcel, "c'est lui dire toi, tu ne mourras pas".

Cette parole n'est pas une illusion du sentiment, mais une vérité de foi révélée à l'amour lorsque celui-ci devient passion. Le plus grand ennemi de la famille dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas le relâchement des mœurs, ou le libertinage, si tristement dommageables pourtant, c'est une désolante absence de passion ; "pour la passion" disait Péguy, "tout le monde n'est pas bon" et, en effet, il y a beaucoup d'esprits frileux et de cœurs avarés. Rien de tel que la passion, exaltation saine du cœur pour délivrer des passions, tant des passions de sensualité, de frivolité, de divertissement que des passions sombres, délirantes et suicidaires. L'amour, s'il atteint à la passion est capable de découvrir l'absolu de l'engagement et d'une fidélité plus puissante que le temps, plus forte que la mort. L'esthétisme faussement héroïque de Nietzsche peut bien en fasciner quelques uns en parlant de la fin de l'amour et de la mort comme d'un "soleil couchant qui illumine ton bonheur". La passion qui est invulnérable au désespoir sait que ce soleil couchant est "d'un autre l'aurore", ou, "renaîtra rajeuni d'un gouffre interdit à nos sondes" pour opposer à Nietzsche, Lamartine et Baudelaire, aussi grands en poésie, mais meilleurs métaphysiciens. La passion, mieux que les discours édifiants, est capable de vaincre ou mieux de dissoudre les grandes hérésies du siècle, le scepticisme hédoniste qui voudrait épuiser en un instant et tout de suite le tout de la vie, et un rationalisme tantôt prométhéen, tantôt de prudente sécurité qui, donnant à l'homme la maîtrise de son existence entendrait programmer l'avenir et l'interdire ainsi à l'esprit qui souffle où il veut et se moque des clôtures. La passion est trop sensible au moindre souffle, maléfique ou divin, trop incapable de se cuirasser contre le mal, pour être présentée comme une garantie ou une sûre promesse de bonheur. La passion est inquiète parce que, insatisfaite de tout bonheur établi, elle est en état d'attente et se fait attention à ce don renouvelé, imprévu parce qu'imprévisible, qu'est l'existence. La jeunesse actuelle qui n'est pas sans générosité, n'est pas incapable de passion et de cette passion qui est susceptible de réinventer la famille. Qu'on ne demande donc pas à la famille de sauver l'homme de la passion, car il n'y a de salut de la famille que par la passion.

Etienne BORNE

Le texte publié ci-dessus est celui d'une conférence d'Etienne Borne à l'Académie d'Education et d'Etudes Sociales dont le président est Henri Guittou, membre de l'Institut, et le secrétaire général Robert Boudet.

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

LEURS SOUCIS

Ce n'est pas seulement pour passer de la "guerre froide" à la "paix froide" que Reagan et Gorbatchev se rencontrent en Islande. C'est aussi parce que, l'un et l'autre, ont des soucis économiques.

Reagan a, habilement, lancé son programme de défense spatiale (ce qu'on appelle aussi la "guerre des étoiles") pour faire monter les enchères. C'est-à-dire effrayer les Russes d'avoir à engloutir encore davantage d'argent dans les dépenses militaires qui constituent, depuis longtemps (avec l'agriculture) le gouffre financier de l'Union Soviétique. Mais le Président américain est, aussi, pris à son propre jeu et ne peut maintenir cette pression sur les Soviétiques que s'il met lui-même beaucoup d'argent dans cet armement de l'espace. Or il a un déficit budgétaire qui ne peut être financé qu'avec l'épargne que le reste du monde met complaisamment à la disposition des Américains. Cela peut ne pas durer. Et, de toute façon, le Congrès de Washington rogne de plus en plus sur les dépenses militaires.

La situation de Gorbatchev est encore plus inconfortable. Il arrive au pouvoir avec une génération d'hommes de cinquante ans humiliés par le retard de l'économie soviétique. Ce n'est pas du tout un "libéral" qui se cache ou un "tendre". Son sourire ne doit pas cacher que c'est un homme façonné par le régime soviétique. Mais avec des moyens limités et une population peu stimulée à bien travailler, il veut combler peu à peu son retard. Aussi, il voudrait pouvoir faire basculer une partie des moyens consacrés aujourd'hui à la défense, vers la modernisation de l'économie.

Ainsi les deux hommes ont des raisons précises de rogner sur les armements. Des raisons intérieures à leur pays. Ce qui ne les empêche pas de se méfier l'un de l'autre. A ce niveau, il y a rarement entente ; seulement des compromis bourrés d'arrière-pensées.

10/10/1986

BUDGET BALLADUR

Comment convaincre les Français qu'ils auront, en 1987, un bon budget, le jour même où l'on leur annonce un mauvais indice des prix (+ 0,3 à 0,4 % en septembre) ? C'est la difficulté du discours qu'Edouard Balladur prononce cet après-midi à l'Assemblée Nationale, en ouvrant le débat sur la loi de finances.

En réalité, il ne faut pas confondre un chiffre d'un mois, avec un budget qui se veut l'outil d'une nouvelle politique. Regardons la philosophie du budget. Edouard Balladur entend démontrer que cette philosophie n'est rien de moins que l'amorce de nouveaux rapports entre l'Etat, les entreprises et les Français. Le ministre est particulièrement fier de démontrer qu'on peut faire de la rigueur (freinage des dépenses et l'Etat), tout en libérant l'économie (moins de contrôle sur les changes, les prix et l'emploi). De même qu'on peut, simultanément, abaisser les impôts et le déficit.

Le Ministre de l'Economie est, toutefois, un homme suffisamment prudent pour ne pas en rajouter. Il sait mieux que quiconque qu'en pourcentage de la production nationale, le total des impôts plus les charges sociales, sera exactement aussi lourd l'an prochain que cette année.

Il sait aussi que sans les recettes exceptionnelles dues à la vente de certaines entreprises nationalisées, il n'aurait pas pu réaliser le petit miracle qui consiste à abaisser, simultanément, le déficit et certains impôts. Il sait encore que le sort de l'économie française en 1987 dépend plus de l'état de l'économie mondiale que des décisions du gouvernement français. Il sait, enfin, qu'on pouvait imaginer un autre budget, plus offensif économiquement, qui aurait concentré toutes les disponibilités sur l'incitation à investir et sur l'abaissement des coûts de la main d'œuvre en allégeant certaines charges. Mais nous sommes entre deux élections et dans l'inconfort de la cohabitation. Quand on n'a pas le pouvoir de faire tout ce qu'on veut, on se contente de vouloir tout ce qu'on peut.

14/10/1986

VIE CHÈRE ?

Est-ce le retour de la vie chère ? Après la publication de l'indice des prix provisoire de septembre (+ 0,4 %), l'opinion s'interroge et le gouvernement s'inquiète.

Pour Jacques Chirac, la perspective d'une déception sur les prix, l'an prochain, est évidemment préoccupante car il sait qu'il n'y aura pas de miracle sur l'emploi. A défaut d'une baisse du chômage, il lui faut donc des prix sages. L'indice de septembre montre que ce n'est pas gagné. Ce n'est pas perdu non plus.

Tout le monde savait que la baisse des prix de l'énergie ne se poursuivrait pas éternellement. N'oublions pas, non plus, que les derniers contrôles sont en train d'être levés sur les prix. Au moment où cela se produit, certains ajustements sont inévitables.

Mais les raisons pour lesquelles on peut espérer que l'inflation ne va pas redémarrer, en France, dans les prochains mois, n'en existent pas moins. La principale est la modération des salaires qui augmentent très lentement. Or dans les prix de revient, les salaires représentent la part la plus importante. Les matières premières restent également orientées à la baisse. En outre, elles sont souvent payables en dollars, lequel baisse également. Enfin, dans de nombreux secteurs, la concurrence est sévère et les entreprises ne peuvent pas faire valser les étiquettes à leur gré.

Pour toutes ces raisons - sauf accident international toujours possible - le coût de la vie ne devrait pas connaître de brusque accélération dans les prochains mois. Certes, on aura de moins bons indices au printemps prochain, pour des raisons techniques. Mais sur l'ensemble de cette année, la hausse moyenne sera inférieure à 2,5 %. Et elle ne devrait pas être beaucoup plus forte l'an prochain. Rappelons-nous que nous étions encore à 10 % il y a trois ans ! Certes, il faut être attentif (et surtout maintenir la pression de la concurrence), mais les grands dangers sont ailleurs : le chômage, l'investissement et les ventes à l'étranger. Allons, tout n'est pas sombre en même temps !

15/10/1986

LA CONQUÊTE DE L'EST

Moins de chômeurs. Plus de déficit extérieur. Ces deux informations sur l'économie française ne se compensent pas. La bonne n'efface pas la mauvaise.

Certes, on ne peut que se réjouir d'avoir 12.000 chômeurs de moins en septembre. Cela ne s'était pas produit depuis plusieurs mois. Mais cela risque de ne pas durer si la France se révèle décidément incapable de regagner des marchés à l'étranger. Il faut se rappeler qu'un salarié sur quatre, chez nous, travaille pour l'extérieur.

Or les chiffres de nos échanges avec l'étranger sont franchement mauvais en septembre. Notre déficit atteint

presque 3 milliards de francs. Sur les 9 premiers mois de l'année, nous avons un déficit global qui peut paraître léger (moins de 2 milliards de francs). En réalité, il est tout à fait anormal. N'oublions pas que notre facture énergétique a été divisée par deux du fait de la baisse du prix du pétrole et de celle du dollar. Cela représentera, cette année, un gain de l'ordre de 80 milliards de francs. Ce qui veut dire, si nos échanges extérieurs sont globalement équilibrés en fin d'année (ce qui n'est même pas le cas aujourd'hui), que dans les conditions des années antérieures nous aurions enregistré en 1986, un déficit de 80 milliards de francs, le plus lourd des dix dernières années, à l'exception de 1982. Très préoccupant !

Quand on regarde les chiffres de près, on observe que c'est la dégradation de nos échanges de produits industriels qui constitue la racine du mal. En septembre, ces échanges ont été tout juste équilibrés (800 millions de F. d'excédent). L'an passé, ils dégageaient un solde positif de 7 milliards de francs par mois. Les Français achètent de plus en plus de voitures, de machines, de téléviseurs, de magnétoscopes à l'étranger. Il n'est pas question de leur interdire. Mais ils ne peuvent le faire que s'ils exportent davantage. Le ministre du commerce extérieur, Michel Noir, entreprend une véritable croisade pour inciter nos industriels à vendre davantage en Allemagne. Il a raison. Mais il n'est que temps !

16/10/1986

UN MILLION DE CHÔMEURS EN MOINS ?

Un million de chômeurs en moins, chez nous, dans cinq ans, est-ce possible ? Aucun homme politique français n'a, aujourd'hui, la témérité de le promettre. Ils ont tous été échaudés.

Il existe pourtant une organisation internationale fort honorable - puisqu'il s'agit de la Commission des Communautés européennes - pour le dire très officiellement dans un rapport qui vient de paraître. Examinant les perspectives économiques dans la Communauté, la Commission affirme qu'il est possible de réduire le chômage dans les prochaines années. Elle prend le risque de chiffrer et de dater cette réduction. Le chômage frappe, aujourd'hui, 12 travailleurs sur 100 dans l'ensemble de la Communauté (10 sur 100 en France). Ce pourcentage pourrait revenir en 1990, c'est-à-dire dans moins de cinq ans, à 8 %. Soit quatre points de moins. Les mêmes proportions appliquées à la France voudraient dire qu'on reviendrait, chez nous, de 10 à 6 % de la population. Soit un million de chômeurs de moins : 1,5 million en 1990 au lieu de 2,5 millions aujourd'hui.

Seulement, cela ne se fera pas tout seul. La Commission de Bruxelles prêche pour une croissance plus rapide de la production, dans des pays qui harmoniseraient mieux leurs politiques et avec des groupes sociaux qui accepteraient une plus grande mobilité.

Concrètement, il faudrait pousser la croissance économique jusqu'à 3,5 % par an. Un point de plus qu'au-

jourd'hui. Et pas n'importe comment. La priorité devrait être donnée aux investissements des entreprises, à certains équipements publics (genre tunnel sous la Manche, trains à grande vitesse ou réseaux d'autoroutes), à des allègements d'impôts et à des baisses de cotisations sociales.

On voit bien le risque : plus de dépenses, moins de recettes, cela ferait plus de déficit. C'est possible dans certains pays, dit la Commission, pas dans tous : en Allemagne sûrement, peut-être en France et en Angleterre, plus tard en Espagne et aux Pays-Bas, certainement pas en Italie et en Belgique. La Commission de Bruxelles n'a peut-être pas raison. Mais, au moins, elle se mouille. C'est rare, par les temps qui courent.

17/10/1986

GREVES

Les grèves dans le secteur public, demain mardi, ne passeront pas inaperçues. D'abord parce que la plupart des syndicats sont dans le coup, même s'il n'y a pas de mots d'ordre unitaires. Ensuite parce que des services publics particulièrement "sensibles" vont être touchés, notamment les écoles, les postes, les transports et la télévision. Enfin parce que les grandes grèves sont devenues rares. Quand il y en a, ça se remarque.

Il n'est pas du tout sûr, pour autant, qu'on soit à la veille d'une période de fortes tensions sociales. Le chômage est toujours là et la plupart des agents du secteur public savent qu'ils bénéficient, sur ce point capital, d'un avantage par rapport aux autres salariés. Certes les pouvoirs publics ont serré les salaires - cela ne date pas du gouvernement Chirac ; c'était déjà vrai avec les socialistes. Mais le pouvoir d'achat est tout de même maintenu.

En outre, un sondage réalisé par IPSOS, pour le compte de la lettre d'information *Gestion Sociale*, révèle ce matin que l'opinion publique est très divisée sur ce genre de grève. Seule la population salariée a été interrogée (ce qui exclut les non salariés et les personnes sans activité professionnelle). Malgré cela 54 % des personnes interrogées désapprouvent ce genre de grèves contre 39 % qui l'approuvent.

Chiffres encore plus caractéristiques : chez les salariés des entreprises publiques elles-mêmes, directement intéressés, il y a 42 % d'opposants à la grève contre 54 % de personnes favorables. Faible majorité.

A l'évidence, même si l'on enregistre de fortes perturbations demain, le climat n'est pas - pour l'instant - aux grèves à répétition.

20/10/1986

MONDE NOUVEAU

En un quart de siècle, le monde a davantage changé qu'il ne changeait autrefois en un siècle. A l'occasion du

25^e anniversaire de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) qui regroupe les 24 pays les plus riches du monde non communiste - anniversaire célébré cette semaine - on mesure le chemin parcouru.

Malgré la crise des douze dernières années, la production de ces pays n'a pratiquement jamais cessé d'augmenter. En moyenne, sur la période, elle a progressé de 3,7 % par an. C'est-à-dire qu'elle est, aujourd'hui, deux fois et demie plus importante qu'au début des années 60, bien que son rythme ait diminué de moitié depuis 1973.

La France ne fait pas du tout mauvaise figure dans cet ensemble puisque sa production a augmenté davantage que la moyenne, avec 4,1 %. Parmi les grands pays, il n'y a que le Japon qui a fait nettement mieux que nous sur cette période.

Soyons encore plus concret. Français, savez-vous combien de foyers, parmi vous, disposaient simultanément d'une voiture, d'un réfrigérateur, d'une machine à laver et d'un téléviseur au début des années 60 ? Exactement 3 pour cent. La moitié des Français n'avait même aucune de ces merveilleuses machines. Eh bien, aujourd'hui, 25 ans plus tard, en une seule génération donc, on est passé de 3 % des foyers équipés à 2 foyers sur 3 (66 %). Quant aux familles complètement dépourvues de ces machines, c'est-à-dire qui n'ont ni voiture, ni téléviseur, ni réfrigérateur, ni machine à laver, elles ne sont plus que une sur cent.

Ce monde nouveau a ses soucis, nous le savons bien : 3,4 % des chômeurs dans les pays riches au début des années 60 ; 9 % aujourd'hui. Il a aussi basculé de l'Atlantique vers le Pacifique. Le Japon qui représentait moins de 4 % de la production de l'OCDE en 1960, en fait près de 12 % aujourd'hui. Pour la première fois dans l'Histoire, en 1984, on a échangé davantage de produits industriels à travers l'Océan Pacifique, qu'à travers l'Atlantique. Il y a 25 ans, on faisait près de 3 fois plus d'échanges sur l'Atlantique que dans le Pacifique. Ne pleurons pas. Cela signifie que la Terre ne penche plus d'un seul côté. Elle est, enfin, ronde !

21/10/1986

BLANC ET NOIR

Grèves dans le secteur public. Accord patronat-syndicats dans le secteur privé. On ne pouvait pas imaginer meilleur symbole de la diversité dans la situation sociale en France à l'heure actuelle.

Dans le secteur public les arrêts de travail ont été nombreux, comme prévu, puisque la plupart des syndicats avaient lancé des mots d'ordre de grève. Toutefois le mouvement n'a pas été le raz de marée que certains espéraient... ou redoutaient.

A vrai dire dans les états-majors syndicalistes on voulait essentiellement mesurer la combativité des personnels ; elle existe mais elle ne permettrait sans doute pas,

actuellement, des grèves de longue durée. On voulait aussi donner un coup de semonce au gouvernement. Rien ne prouve qu'il sera entendu car le pouvoir est trop incertain de l'évolution de la situation économique (franc, commerce extérieur et prix fragiles) pour prendre le risque de relancer la hausse des salaires.

Du côté du secteur privé, l'accord entre le CNPF et certains syndicats sur la manière de gérer les licenciements, maintenant qu'il n'y a plus d'autorisation préalable à demander à l'Etat, vise surtout à démontrer que la politique contractuelle n'est pas morte. Certes la CGT a violemment critiqué les signataires, en particulier la CFDT, ce qui ne facilitera pas l'unité d'action entre les deux centrales dans les autres secteurs. Mais de toute évidence, les syndicats sentent le risque d'être marginalisés, et ils préfèrent un compromis boiteux à une rupture franche.

De toute façon, entre le secteur public et le secteur privé, il y aura toujours une grande différence : le premier est beaucoup moins menacé par le chômage que le second. S'il y a eu grève contre l'Etat, c'est parce que les risques sur l'emploi sont limités de ce côté-là. S'il y a eu accord avec les patrons, c'est parce que les risques sur l'emploi sont grands de ce côté-ci.

22/10/1986

PRIORITE AUX AFRICAINS

Une centaine de Maliens reconduits à Bamako. Bokassa de retour en Centre-Afrique. La France, trente ans après la décolonisation, continue de vivre à l'heure africaine. Dans aucun autre pays occidental les vicissitudes de ce continent qui a bien du mal à prendre son essor, ne retiennent l'attention de l'opinion autant que chez nous.

Michel Aurillac, ministre de la Coopération, vient de rappeler aux députés en présentant son budget pour 1987 : "Parce que le sous-développement au Sud et le chômage au Nord sont deux facettes d'une même crise, et qu'aider l'Afrique c'est à terme nous aider nous-mêmes, la coopération est une priorité".

Tous les gouvernements français ont tenu un tel langage. Y ont-ils toujours cru ? L'Afrique n'a-t-elle pas été parfois qu'un moyen - le seul à notre disposition parce que les autres grandes puissances le négligent, ou parce que c'est le plus proche, ou parce qu'on y parle français - de jouer un rôle hors de nos frontières ? Personne n'ose donner une réponse ferme à cette question embarrassante... Le fait est qu'à force de nous fréquenter et parfois de nous combattre, nous sommes devenus cousins.

Mais ce continent est le plus en retard dans la course au développement. Sa démographie galope tandis que son économie se traîne. C'est le seul continent où de nombreux pays voient chaque année leur niveau de vie par tête diminuer. Michel Aurillac a eu raison de dire aux députés qu'il serait quelque peu hypocrite de faire de nouveaux prêts aux Africains puisque nous savons qu'ils

ne pourront pas les rembourser. Autant leur faire des dons à condition que cet argent serve à des projets rentables et non pas à embellir des ministères ou à construire des autoroutes sur lesquelles aucune voiture ne circule.

François Mitterrand avait fixé à la France l'objectif de consacrer à l'aide au développement 0,7 % de sa production nationale en 1988. Cet objectif n'a aucune chance d'être atteint. Péniblement nous allons passer de 0,52 % à 0,54 % en 1987. Comme l'a dit le ministre, la France ne peut pas tout. Alors priorité aux Africains.

24/10/1986

MORT D'UN PATRON

Il n'était pas au bout de ses peines et il le savait. Georges Besse avait entrepris pour redresser la Régie Renault (25 Milliards de pertes en deux ans, 65 Milliards de dettes) une œuvre de longue haleine. Rien ne l'aurait découragé car il n'était pas l'homme du découragement malgré une sensibilité dissimulée mais très réelle. Je peux en témoigner.

Il ne pouvait pas ignorer qu'il était exposé depuis longtemps car ses activités dans le nucléaire avant d'être chez Péchiney, puis chez Renault, avaient attiré l'attention des tueurs de l'extrémisme politique. Aujourd'hui, le voici victime du délire révolutionnaire manipulé par d'obscurs commanditaires.

C'était un homme obstiné, courageux, réaliste, habile lorsqu'il le fallait. Quand la gauche l'avait appelé à la direction de Renault à la dérive, il ne se faisait aucune illusion. Il savait que l'entreprise était virtuellement en faillite du fait des contraintes qu'on avait imposées à Renault (jamais de licenciement, St Bernard des entreprises en difficulté) et aussi du fait d'un certain triomphalisme auquel l'entreprise tricolore n'avait pas toujours résisté elle-même. Il avait entrepris avec méthode et détermination de réduire les coûts de production, de mesurer les ambitions, de se décharger des activités les moins rentables.

Tout cela ne pouvait pas se faire d'un seul coup. C'est la raison pour laquelle il n'avait annoncé aucun plan spectaculaire, ce qui n'aurait pu que compliquer sa tâche.

En quelques années, les effectifs devaient être réduits de 25 %. Il s'appretait à supprimer encore 7.000 emplois dans la branche automobile l'année prochaine. Comment faire autrement quand la concurrence fabrique davantage de voitures avec moins d'hommes ?... Le redressement commercial des derniers mois n'était pas suffisant pour remettre l'entreprise à flot.

Son successeur aura une rude tâche à accomplir. Non pas parce que Georges Besse a trainé. Mais parce que pour sauver une entreprise, il faut souvent dire non. Georges Besse savait dire non. Même dans le drame.

2 18/11/1986

LE RETOUR DE LA FRANCE

(ou voyage à travers quelques livres récents)

par René PUCHEU

La France est de retour. Dans les librairies et chez les beaux esprits "Livres (plus de quinze), colloques, débats, séminaires, congrès : tout converge soudain vers le retour à l'Histoire de France" remarquait Jean Daniel, quand l'automne fut venu (*Nouvel Obs 10-16/10/86*)

D'où vient cette résurgence du souci de la France ? Le phénomène ne concerne-t-il que quelques cénacles de l'intelligentsia ou a-t-il des prises ou des échos dans la "masse" française ? Il est utile de se demander cela afin de situer le phénomène et avant de tenter de discerner ce que les dernières recherches nous apprennent de la France. Du neuf ? Ou du déjà dit et redit ?

UN RETOUR INATTENDU MAIS NATUREL

Extraordinaire ? Ce retour de la France, l'est sous un biais. On avait voulu enterrer l'histoire, la revoilà ! Au cours de la seconde moitié des "trentes glorieuses", en contraste avec le discours gaulien hyper-historisant, l'histoire n'était pas dans le vent, ni dans les médias dominants, ni chez les décideurs. Les Grands Prêtres de la Prospective et leurs scribes modernisateurs, du type JJSS, la suspectaient d'entraver la croissance et, de ce fait, d'empêcher l'humanité d'entrer dans la société hautement technologisée et bienheureuse. Ils se couvraient de Paul Valéry qui a écrit : "Rien de plus sot que de parler des leçons de l'histoire". Ils se cachaient à eux-mêmes que Valéry a, aussi, écrit, presque le contraire. Dès lors, pour former les jeunes cadres dynamiques, l'histoire au musée et, même, à la trappe ! Eh quoi !

quand on est assuré de sortir du néolithique, à quoi bon la rétrospective ! Fernand Braudel a eu bien de la chance de ne pas mourir en cette saison là, il n'eut pas connu la gloire !

Naturel ? Ce retour l'est, sous un autre biais. Trois circonstances le suscitent.

● *Les besoins de l'actualité.* Depuis que le culte des saints n'est plus populaire, les médias ont un besoin pressant de commémorations. Précisément, en juillet prochain, on célébrera, avec tambours, trompettes et "Apostrophes" multiples, de rigueur, le millième anniversaire de l'accession au pouvoir royal du timide fils d'Hugues le Grand, Hugues Capet. De lui, de là sortit cette dynastie qui contribua, tant à "l'invention" de la France. Très vite après, à quelques mois de distance, avec encore davantage de tambours, de trompettes, d'"Apostrophes" orageuses, on célébrera la seconde fondation de la France : la Révolution de 1789. Ainsi que le commencement de la fin des Capets, précédemment honorés, persifleront les mauvais esprits ! Ainsi que l'inauguration du totalitarisme politique soupirent maints intellectuels, même de gauche. La cohabitation "à la française", c'est, aussi, ces anniversaires contraires ! Chercheurs, à vos plumes ! Les éditeurs piaffent d'impatience ! Le marché est là qui s'offre, qui s'ouvre !

● *Le besoin d'enracinement, d'identité.* Submergés par les mille et une productions d'une irrésistible et déferlante culture transnationale et américaine - avec ses jeans, son rock, et ses Dallas, Dynastie etc - comment ne pas éprouver l'envie de se retrouver chez soi ? De plus,

l'intensification des liens, des contacts entre voisins d'Europe fait monter l'interrogation : "Qu'est-ce qui fait qu'il reste lui ? que je reste moi ?" Enfin, vraisemblablement, le lancement d'une certaine décentralisation porte à s'inquiéter : "Hors l'Etat centralisé "à la française" la France peut-elle encore rester la France ?" Le nombre de fromages suffira-t-il à permettre la survie de la nation ?"

Il fut un moment où l'on a pu faire les forts. Laisser croire que l'important, c'était la planète. On commence à s'apercevoir que la mondialisation ne sera "humaine" et humanisante qu'à partir d'un enracinement dans un pré-carré, dans une culture. Que Fernand Braudel, après avoir surplombé les millénaires et navigué à travers les "économies-monde" conclut sa prodigieuse itinérance par un retour à la France, quel signe révélateur !.

● *Le poids de la tradition.* On n'échappe pas à sa force. Au fil des siècles, sans cesse, elle est allée, elle est venue cette question : "Qu'est-ce que la France ?" Ou celle-ci : "Un Français ? Qu'est-ce, donc ?". Elles ont couru, couru, ces questions les super-productions des historiens-géants : Jules Michelet, Taine - que l'on réédite -, Tocqueville - que réessuscita Raymond Aron -. Elles ont donné lieu à des milliers d'essais, passionnants à retrouver.

LA FRANCE, TOUJOURS RECOMMENCEE

Ah ! qu'il serait intéressant à décortiquer ce discours sur la France même en ses ornières et ses répétitions !

Il y a ceux qui aiment voir la France "une et indivisible" en essence. De Michelet : "L'Angleterre est un empire, l'Allemagne un pays, une race, la France est une personne". A Charles de Gaulle : "Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France".

Il y a ceux qui aiment la voir paradoxale : De du Bellay : "France, mère des Arts, des Armes et des Lois". A ce moins illustre E. Mentégut qui, en 1858, disait son embarras : "La France est le pays le plus facile à comprendre en apparence, le plus difficile à comprendre en réalité... La vérité est que la France (est) pays de contradictions". Mais il y a volupté française à être contradictoire !

Il y a ceux pour qui la France est, "soldat de l'idéal", tel le Clémenceau de 18, tel Guehenno de "Jeunesse de la France" (Grasset 1936) : "Comment le sentiment chrétien de la valeur infinie et égale est devenu le sentiment moderne de la dignité actuelle, infinie et égale de tous les hommes, c'est peut-être toute l'histoire de la France". Il y a ceux qui sont plus nuancés tel Brice Parain qui, en 1936, lui aussi, voilà tout juste cinquante ans, écrivait dans son "Retour à la France" (Grasset) : "La France n'est pas rationaliste ; il n'y a pas de peuple rationaliste. Elle n'est pas non plus, elle n'a jamais été tout à fait chrétienne ; elle a seulement failli l'être avant la Renaissance. Elle est catholique, elle a été croisée, mais n'a jamais été au bout de la tentation chrétienne..."

Saint-Louis, c'était le prud'homme qu'il plaçait le plus haut..." Et l'idéal de Descartes est le même, prétend Brice Parain. La France comme humanisme de la prudence ? Humanisme raisonnable, conscient des limites de l'homme !

Si cette quête de la France est, sauf de rares années, ininterrompu, il est des saisons où elle s'amplifie. Elle passe par des hauts et des bas et, parfois déborde les frontières. Des non-français y participent.

Dans les années 1930, la curiosité sur la France fut vive de la part des Allemands. Dans son "Analyse spectrale de l'Europe" (Stock 1930) Keyserling, F. Sieburg dans son fameux "Dieu est-il français ?" (Grasset 1930), Ernst Curtius dans son "Essai sur la France" (Grasset 1932) traquèrent l'originalité française. Du côté français parurent les essais de Wladimir d'Ormesson : "Qu'est-ce être français ? (Spes 1934)", les livres précités de Guehenno et Parain etc.

*Voyez la splendeur d'Avignon...
La France a-t-elle "raté" la voie rhodanienne ?*

Autre moment fort, les années 1955-65. "La France à l'heure de son clocher" de H. Luthy (Calmann-Lévy 1955) fit choc. "Ainsi va la France" de D. Schoenbrun (Calmann-Lévy 1957) et "Les Français et la République" de Charles Morazée (Armand Colin 1956) provoquèrent de nombreux commentaires. Ces essais furent prolongés par des numéros spéciaux de revues : "Esprit", "Réalités" etc. .

A ce moment, la méthode d'approche de la France fut

renouvelée. Des essayistes on passa aux sociologues. "Le phénomène bureaucratique" (Seuil 1963) de Michel Crozier en témoigne. En outre, dans les années 60, ce fut le regard américain qui fut le plus intense. "Un village du Vaucluse" (Gallimard 1964-68 ; il s'agit de Roussillon), "Chanzeaux, village d'Anjou" de Laurent Wylie, "A la recherche de la France" sous la direction de Stanley Hoffman (Seuil 1963) le montrent.

Pendant la décennie 1970, les Anglais, même s'intéressèrent à nous. Avec un pamphlet de R. Rudorff "Le mythe de la France" (Albin Michel 1971) et, surtout, la monumentale "Histoire des passions françaises (1972) de Théodore Zeldi (publiée depuis dans la coll. Points). En France, une certaine curiosité pour la France se maintint, notamment, dans *Le Point* et *l'Express*. Toutefois, pendant ces années foins de la France ! dans l'intelligentsia dominante. L'heure était aux pays et à la recherche de l'identité corse, bretonne, basque, occitane etc. La France, en tant qu'objet intellectuel, disparut. Ou presque. 1981 la ramèna.

Normal. Contrairement au technocrato-giscardisme, le socialisme miterrandien a le sens de l'histoire et le goût de l'héritage. Il veut inscrire la "rupture" dans une tradition, si paradoxal que cela paraisse. De là, l'essor des recherches sur la culture républicaine dont le beau et passionnant "Les lieux de mémoire. La république", réalisé sous la direction de Pierre Nora (Gallimard 1984) est l'une des premières expressions. Il n'est pas inutile de remarquer que le livre de Pierre Chaunu "La France" a été lui-même écrit sur l'incitation de Max Gallo.

Voilà pourquoi et comment la France est de retour. Dans les librairies.

DU NOUVEL OBS... AUX RIGORISTES, SANS LES DECALES

Oui mais... Ce retour de la France qui concerne-t-il ? Quelle est son ampleur et sa profondeur ? Qu'il atteigne *Le Nouvel Obs* est, assurément, remarquable. Cela indique que la HI (Haute Intelligentsia, pour dire comme Régis Debray) bouge ! Peut-être, entrainera-t-elle la BI (Basse Intelligentsia) si importante culturellement ? Reste que *le Nouvel Obs* et ses fans ne sont pas seuls, en France.

Pour aller plus loin dans le diagnostic peut-on se fier à "Francoscopie" (Larousse 1985) ce livre dans lequel Gérard Mermet a rassemblé de nombreuses statistiques, de multiples sondages, présente d'innombrables tableaux et graphiques, afin que nous puissions tout savoir sur qui sont les Français et où ils vont ? Incontestablement, ces 428 pages, divisées en six chapitres - L'individu, la famille, la société, le travail, l'argent, les loisirs - avec en prime "les 36 commandements de la nouvelle société" -se prend-t-on pour Moïse ! - fourmillent d'informations sur l'état de l'opinion - de la durée du sommeil à la religion -. Il faut, cependant les pratiquer avec circonspection. Bien qu'il annonce péremptoirement : "Ce livre n'a pas pour objet de prendre parti,

mais de présenter et d'analyser les faits" il serait dangereux de le croire sur parole.

En fait, cet ensemble est l'expression d'une "idéologie invisible", d'autant plus intéressante qu'elle est l'idéologie dominante des grands manitous de la publicité, du show-biz et du journalisme. Bref d'un des groupes les plus importants du "pouvoir culturel". Le bonheur par la permissivité, le progrès technologique et "l'égologie" telle est la trinité de valeurs porteuse de ces analyses. Donc, avant de s'en servir, se méfier ! A cette réserve, cette documentation est utile.

A la question que nous posons, "Francoscopie" ne nous donne pas une réponse unique. L'un de ses postulats de base est qu'il n'existe pas de "Français moyen". "La France est en miettes", écartelée en cinq grandes familles dites "mentalités", elles-mêmes divisées chacune en deux ou trois "socio-styles". Une vraie mosaïque !

Bien évidemment, cette perception d'une France à plusieurs mentalités ne constitue pas vraiment une grande découverte. Dès 1930, Wladimir d'Ormesson, notamment soulignait ce fait, voyant dans Poincaré Clémenceau et Briand, trois types de Français différents. Toutefois, rendons au CCA et à la COFREMCA ce qui leur revient, ils ont inventé des méthodes d'enquête et de traitement qui permettent de radioscopier de plus près ceux et celles qu'ils nomment les "matérialistes" (27 % de la population), les "égocentrés" (22,5 %), les "rigoristes" (20,1 %), les "décalés" (17 %) et les "activistes" (13,5 %). Au delà du clinquant des mots, d'une tendance à la catégorisation péremptoire et à un escatologisme du futur, ces méthodes d'analyses sont très stimulantes. En plus, elles sont tellement utilisées par les décideurs en publicité et en médias qu'il faut les connaître. Pour n'être pas manipulé, l'important est d'y voir clair sur les idées et la stratégie des manipulateurs !

Or, donc, à en croire "Francoscopie", il existe quatre "certaines idées de la France" chez les Françaises et les Français de 1985. Les "rigoristes" ont de la France "une vision mystique et incarnée dans le passé". Les "égocentrés" et les "matérialistes", sans avoir "le sens de la patrie" ne sont pas insensibles à un nationalisme "émotionnel" qui peut être agressif. Pour les "activistes", militants internationalistes ou "entreprenants" favorables au capitalisme des multinationales "l'idée de nation est dépassée". Pour les "décalés", la France est "une simple infrastructure, sans âme et sans passé ; une convention arbitraire".

Bref, tous comptes faits, la France signifierait encore quelque chose comme valeur sentimentale ou comme valeur sécurisante pour quelques 60 % de ses citoyens. Pas mal ! Certes, on objectera que l'avenir est aux "activistes" et aux "décalés" pour lesquels la France, c'est fini. Mais qui sait à qui est l'avenir ? Les mages des instituts de sondages et leurs théoriciens ne le savent pas plus que les autres !

La France n'est, peut-être pas de retour dans l'opinion. Du moins elle résiste. Pas morte ! Du coup, le

retour de la France dans l'intelligentsia, s'il se confirme, peut être un signe porteur d'avenir. Comment ne pas avoir envie de se demander : qu'est-ce la France ? Comment la voient, aujourd'hui, les chercheurs ?

LA FIEVRE TOMBE-T-ELLE ?

Michel Winock vient d'étudier de près l'une de ses caractéristiques les plus visibles. Ce qu'il appelle en titre de son livre "La Fièvre hexagonale" (Calmann-Lévy 1986) c'est-à-dire la propension à la crise. Phénomène évident. "En moins d'un siècle, la République a connu huit crises politiques insignes, huit poussées de fièvre publique au cours desquelles le système de gouvernement a été remis en cause". Ces "grandes perturbations" sont : la Commune de Paris, le 16 mai 1877, le boulangisme, l'affaire Dreyfus, le 6 février 1934, le 10 juillet 1940, le 13 mai 1958 et mai 1968.

Le récit de chacune de ces crises se lit aisément. D'autant que Michel Winock s'attache à souligner dans chaque crise le moment, (la décision, la déclaration etc.) qui a servi de "détonateur", transformant une chaude tension en grande perturbation. Cette insistance sur le côté accidentel des crises - y compris la Commune - est intéressante en elle-même. En plus, elle indique que les historiens n'en sont plus à concevoir les événements comme les irrésistibles "super-structures" de déterminismes plus ou moins cachés, sauf aux initiés. L'esprit historien a changé de mode !

Cependant ce livre n'a pas été conçu pour le plaisir de raconter une nouvelle fois les successives crises de la République. Trois questions implicites au long de ces 400 pages et explicites en conclusion esquissent une sorte de "crisologie" française : à quoi ont servi ces crises ? pour quoi cette place faite à la "crise" ? le temps de la "fièvre hexagonale" finit-il ?

Cette mise en perspective fait ressortir que la "crise", ce n'est pas si bête. En tous cas, ce n'est pas idiot. C'est un moyen comme un autre d'adapter les institutions politiques au temps qui court. A bien considérer, seule la Commune et 1940 ont d'autres caractéristiques. Mais Michel Winock tient la Commune pour une crise d'un autre âge, une crise qui termine le cycle 1789-1870, au cours duquel l'instabilité politique française fut particulièrement explosive. Encore que, même la Commune ait eu pour fonction - au moins en partie - d'adapter la République à la société française. Bref, la crise comme mode d'intégration républicaine.

Toutefois d'autres pays n'ayant pas pratiqué ce mode de "gouvernement à secousses", cette thérapie traumatisante, pourquoi donc, nous ? Deux causes pour Michel Winock. Un *conflit idéologique* ou, plus profondément, une guerre religieuse. "Une première clé des divisions françaises est à rechercher dans l'incompatibilité, l'antinomie et finalement l'affrontement de nos deux héritages culturels : le catholicisme et la Révolution française. "Entre l'esprit de la Révolution et le catholicisme, le compromis ne fut pas possible parce qu'"en face d'un

catholicisme emmuré dans sa tradition, verrouillé par les anathèmes des papes et fermé à la tolérance, l'idéologie révolutionnaire, sous sa forme républicaine a pris les formes intransigeantes que le positivisme et le scientisme lui ont inspirées". Mais comme Michel Winock tend à penser que le républicanisme intransigeant est fils du catholicisme intransigeant, on durcit à peine son diagnostic en le résumant ainsi : le catholicisme, voilà d'où nous est venu le mal, en tous cas, bien des malheurs ! Il y a du vrai dans cela. D'ailleurs, le diagnostic n'est guère nouveau. On eut aimé plus de nuances. Les catholiques et les Papes ont-ils toutes les responsabilités ? A lire Michel Winock rejoint ici Pierre Chaunu qui voit dans l'œcuménisme politique.

Seconde cause. Ce n'est pas la "lutte des classes", comme vous vous y attendiez, peut-être. M. Winock ne lui attribue qu'un rôle très secondaire dans sa "crisologie" française, la Commune exceptée. Plutôt, l'autre cause est "un des traits persistants des Français : leur individualisme, leur inaptitude à l'association". Déjà, Brice Parain avait remarqué que le très cartésien axiome "Chacun pour soi et Dieu pour tous" était une originalité française. M. Winock lui voit une cause sociologique : Dès la fin du Moyen-Age la France est devenue un pays de petits exploitants. Cette structure agraire... a été d'une grande portée sur les mentalités politiques. "Michel Winock rejoint ici Pierre Chaunu qui voit dans "l'explosion révolutionnaire du paysannat parcellaire" autour de 1100, un des "nœuds de la France".

Dernière question : le consensus qui n'était pas "un mot français" va-t-il le devenir ? Au calcul des fréquences, on le peut croire. Entre 1789 et 1870, l'instabilité fut plus vive et profonde que depuis lors. "Le rythme de fréquence sous la Troisième République est de 14 ans ; la Quatrième - de 1947 à 1958 - ne connaît qu'une grande crise, mais elle est mortelle ; quant à la Cinquième, elle n'a connu qu'une crise en 27 ans". Ainsi, il apparaît que "la crise constitutionnelle permanente, entamée en 1789, serait en passe de réglemment". Chute de tension incontestablement. Toutefois M. Winock reste prudent puisque il y a "l'importance des passions résiduelles, de la contingence et des impondérables..."

LES TROIS QUI FONT LA FRANCE

Avec "Les trois France" (Ed. Odile Jacob/Seuil 1986) d'Hervé Le Bras, on change de ton et de registre. A la phrase Sciences Po se substitue le foisonnement des cartes aux apparences "scientifiques". Des explications de premier niveau, on passe à la détection de causalités plus fondamentales. Celles et ceux qui ont lu "L'invention de la France" (Pluriel 1981) du même Hervé Le Bras et d'Emmanuel Todd, l'imaginent.

Dans ce livre, l'explication de la France était greffée sur des structures de grande profondeur : "L'Etat est fort, en France, parce qu'il doit assurer la survie d'un système anthropologique décentralisé. La France, elle n'est ni unitaire, ni bipolaire. L'opposition du Nord et du

Sud ne résume nullement la diversité de ses cultures régionales... Le Midi apparaît le plus souvent éclaté en quatre ou cinq composantes, le Nord "six ou huit". La variété des systèmes de parenté et les systèmes familiaux est la cause de cette diversité".

Hervé Le Bras reprend cette idée de puzzle français. Non sans y apporter plusieurs correctifs. Ce qui incite à ne pas trop suivre à la lettre le dernier cri de la recherche ! Fut-elle sur ordinateur ! Pas de précipitation ! Cette fois, le "puzzle français" devient trinitaire. Si l'on comprend bien ce livre mal aisé à lire, souvent tâtonnant mais excitant pour l'esprit car fourmillant d'hypothèses, la France est née et vit aux feux croisés de trois "modèles" qui sont comme le projet de trois "tempéraments", difficiles à nommer car, à l'exception de l'un d'eux, ils sont sans visage : la défense de l'autonomie locale, la résistance de certaines structures familiales, le centralisme parisien. A vrai dire, à lire Hervé Le Bras, on peut se demander s'il n'y a pas une quatrième force, le catholicisme. Mal isolable, il est vrai car l'auteur croit pouvoir affirmer - c'est intéressant et, vraisemblablement, juste - que le catholicisme n'est pas un facteur explicatif premier. Selon lui, on ne vote pas "à droite" parce que l'on est catholique mais parce que l'on a une certaine conception de l'organisation sociale qui ne vient pas, forcément, du catholicisme mais du type de famille ou du désir d'autonomie locale. Hypothèse qui offre l'avantage de sortir des stéréotypes bien reçus et de provoquer à d'autres recherches.

Prolongeant sa réflexion Hervé Le Bras croit que ces trois forces dont le jeu constitue la base souterraine de la vie française ont trouvé leur équilibre dans le "modèle" politique de 1789. Depuis, leurs stratégies auraient visé à protéger cet équilibre, en particulier par un des phénomènes les plus originaux de la France : l'écroulement précoce de la natalité dont l'une des conséquences majeures serait la "misère de l'industrie" :

"Chaque tempérament, directement impliqué dans le maintien d'une société stable, donc dans le contrôle de la reproduction sociale qu'il avait jusqu'alors assuré, a réagi avec vigueur à ces nouvelles conditions de la mortalité en abaissant la fécondité, chacun selon sa méthode spécifique. Dès lors, une mécanique impitoyable était enclenchée : sans enfants nombreux, pas de main d'œuvre industrielle abondante sur place, ni d'émigration massive vers de nouveaux centres économiques. Durant toute la III^e République, la population est littéralement figée. L'industrie ne se développe alors que dans les régions périphériques où elle rencontre plus facilement la main d'œuvre abondante des pays limitrophes."

Comme, en plus, les structures familiales du Sud étaient incompatibles avec l'industrie de masse, l'écart menaçait de se creuser entre le Sud et le Nord, en cas d'industrialisation : "Entre ce Sud et ce Nord, cela aurait pu être la guerre, la domination ou la désintégration. Cela a été la fusion progressive. L'Etat a imposé la régulation aux développements économiques inégaux. Il a redistribué la production du Nord au Sud en évitant

les distorsions importantes... L'économie est passée au second plan, derrière l'impératif politique. Au lieu d'apparaître comme la force qui transformait la société, l'industrie a été une gêne, dont l'Etat a atténué les conséquences."

L'originalité française serait-elle, ainsi, d'avoir préféré l'unité politique au développement économique ? La France serait-elle intrinsèquement une création politique ? Michel Winock pourrait bien avoir raison sous un biais plus grandiose qu'il ne le suppose : le catholicisme est passé par là - et çà la passion de l'unité c'est la grandeur du catholicisme !" -. Brice Parain, en 1936, avait raison : la France n'a jamais été chrétienne en profondeur mais elle a été catholique avec passion.

*L'impératif industriel a tant obsédé la France de Pompidou
que la culture en a épousé la forme.*

DE LA PREMIERE TOMBE A LA GRANDE ORDALIE

Politique d'abord ! Fut-ce au prix de la rétraction et du déclin. C'est une des conclusions que l'on retire du livre de Pierre Chaunu "La France. Histoire de la sensibilité des Français à la France" (R Laffont 1982 ; Pluriel 1985). "L'histoire de la France est d'abord l'histoire d'un vécu ensemble". Au commencement est la diversité. Et même l'hétérogénéité car Pierre Chaunu souscrit aux thèses de Le Bras et E. Todd sur l'hétérogénéité des structures familiales - à base d'au moins trois types de familles : famille nucléaire (sans cohabitation des générations), famille patriarcale (avec cohabitation de plusieurs enfants autour d'un ancien), famille souche (avec cohabitation de l'ancien et du seul héritier). A l'arrivée,

si j'ose écrire, "la France parfaite" - "la cohésion d'un peuple vraiment intégré, en dépit, de sa diversité et de ses querelles", la France de "la Grande Ordealie" : la guerre de 1914-1918.

Au long de ce livre passionné, car si l'historien y reste historien, le Français, avec "sa charge affective" y vibre à chaque page - il y a du Jules Michelet dans certains accents - Pierre Chaunu "parcourt" la France avant qu'elle soit, en évoquant cette "mémoire mythique... mémoire revendiquée, annexée francisée de la France d'avant la France,... mémoire des Francs, plurielle..." Puis, il fait le récit de ce "nœud du XIII^e siècle qui fait la France... pacte fondateur..." A partir de Bouvines, un certain dimanche, c'est parti. Bouvines, oui mais... le reste, aussi. Pages émouvantes :

"C'est au début du XIII^e siècle que se forme le royaume... que le sentiment vague de l'appartenance à un royaume de France apparaît. Et la France, c'est la paradoxale jonction, d'abord contrainte, de deux entités culturelles, issues de deux histoires profondément différentes, le Midi (Romanie, Languedoc, Narbonnaise/Aquitaine) et le cœur capétien du Regnum Francorum... Le vrai nœud de la France est là... En 1480, c'est chose bien faite. Ce possible un peu monstrueux a duré... La France existe... Elle constitue ce que nous appelons un système..." (p. 233)

Au delà de ce nœud de notre histoire, Pierre Chaunu "survole les siècles" éclairant les aventures de cette étrange conscience française "faite de temps forts et de factures, inséparables comme le yin et le yan dans la pensée chinoise" découvrant en 1870 que la France n'est plus la première. Hantée depuis par l'obsession d'un déclin que P. Chaunu date du commencement de la "fracture démographique" qui, selon lui apparaît en 1680. Singulière originalité française puis qu'après avoir été la première nation et le premier Etat en Europe, la France inaugure, de beaucoup avant les autres, la récession démographique.

Mais, qu'est-ce, vraiment, la France pour Pierre Chaunu ? Un système complexe :

"Trois éléments me paraissent entrer en ligne de compte pour tenter de comprendre le système France :

"Le premier, c'est la juxtaposition dans une étonnante marqueterie de systèmes anthropologiques si différents : la juxtaposition et la conservation. Pourquoi le mélange ne s'est pas fait ?

"Le second élément est le plus simple... Pourquoi un système unifié s'est-il imposé à cet ensemble hétérogène sans réduire en profondeur son hétérogénéité ?

"Le troisième élément du système France découle des deux premiers. Le fonctionnement d'un tel ensemble ne peut entraîner une gestion tranquille sinon facile. Le système de la France génère des fractures ; la France vit perpétuellement en "guerre civile" psycho-dramatique. Il lui faut donc mimer la guerre civile pour éviter de la faire, de même qu'il lui faut constamment projeter ses

fantasmes pour accepter la quotidienneté des jours et des heures..."

C'est bien compliqué la France ! A lire ces dernières lignes et les pages que Pierre Chaunu consacre à "l'ère des fractures" - fracture démographique, fractures religieuses, fractures intellectuelles - on se met à regretter que, jusqu'ici, la psychanalyse, ne soit pas devenue un instrument plus efficace de l'enquête ethnologique. Georges Devereux doit avoir raison. Il existe ce qu'il nomme un "inconscient ethnique" :

"L'inconscient ethnique d'un individu est cette part de son inconscient total qu'il possède en commun avec la plupart des membres de sa culture. Il est composé de tout ce que, conformément aux exigences fondamentales de la culture, chaque génération apprend à elle-même à refouler puis, à son tour, force la génération suivante à refouler" (in Essais d'ethnopsychiatrie générale).

C'est à ces profondeurs que l'on doit devenir Françaises et Français.

ET LA FRANCE NE PRIT PAS LA MER

Pas simple la France ? Avec Fernand Braudel, encore moins simple ! Avec ce maître historien, rien, vraiment rien, ne peut être simple puisque n'importe quel fait humain est le produit de plusieurs "temps" et se déploie sur plusieurs "niveaux".

"Comme si l'histoire n'allait pas jusqu'au fond des âges, comme si préhistoire et histoire ne constituaient pas un seul processus, comme si nos villages ne s'enracinaient pas dans notre sol, dès le III^e millénaire avant le Christ, comme si la Gaule n'esquissait pas à l'avance l'espace où la France allait grandir..." Pour Pierre Chaunu, le "nœud" de la France est aux XI^e - XIII^e siècles, pour Braudel, il recule dans les temps primordiaux. Vision fascinante. Mais, à la limite désespérante. Adam n'aurait-il pas été le seul homme libre ? Dans l'espace, c'est pareil. "L'espace français actuel, l'hexagone n'est pas la seule mesure à laquelle il faille se référer : au-dessous d'elle, il y a des infra-structures : régions, provinces, "pays", qui ont longtemps gardé, gardent encore une autonomie certaine ; au-dessus d'elle, il y a l'Europe, et au-dessus de l'Europe, le monde... "Je ne conçois l'hexagone, écrivait Paul Morand, qu'inscrit dans une sphère".

Conformément à cette méthode, Fernand Braudel commence sa quête sur "L'identité de la France" (dont seul le premier volume, intitulé "Espace et Histoire" a été achevé de son vivant (et publié chez Arthaud-Flammarion 1986) par un long cheminement à travers le local : villages, bourgs, villes. Trois chapitres d'égales dimensions dans ce livre : "Que la France se nomme diversité ; la cohésion du peuplement ; la géographie a-t-elle inventé la France ?" Et qu'elle est grande la volupté de Braudel : d'aller de Beaune à Vézelay, de décrire le Haut-Faucigny ou d'évoquer Espelette ! De parcourir Gondrecourt ou Laval etc. Soit avoué, ou en

confiance, ce luxe de précisions si pertinentes qu'elles soient confines, parfois, à l'ennui. Il n'en est supportable que parce que de cette exubérance tatillonne dans la description des micros-sociétés se dégage une sorte de poésie. On finit par s'imaginer que l'on pénètre dans l'épaisseur de la vie cachée de l'histoire sociale. Il y a un sortilège de l'écriture braudelienne !

Quant à la question qui titre le dernier chapitre, sa formulation ne peut être innocente. Braudel caresserait-il le rêve que l'Histoire fonctionne toute seule ? Qu'entre la Préhistoire et la Géographie, l'homme se trouve coincé ? Il s'en défend ! Oui mais... On s'égare ! Revenons à la France. Que nous en apprend Fernand Braudel ? Dans l'impossibilité de rendre compte de ses intéressants développements sur les circonstances qui firent que ni Lyon, ni Rouen notamment ne devinrent la capitale de la France, ni même Melun, risquons de réduire la réponse à deux traits :

— la France a été, à long terme, victime du Rhône. Plus précisément du fait que le "Rhône soit devenu, très tôt, dans l'Europe médiévale, une frontière". Car, de ce fait la France n'a pas été un "isthme". La faute, à qui ? A la géographie ? A l'Histoire et à son Traité de Verdun, à la sociologie qui ne dota pas la France d'un réseau de "villes-villes" ? Qui le peut le savoir ? Toujours est-il que :

"Tout bien pesé, la primauté de l'isthme allemand, d'une part, puis la mise en service, à la fin du XIII^e siècle et au début du XIV^e, d'une liaison régulière, par voie de mer, entre la Méditerranée et la Mer du Nord via Gibraltar, ont écarté la France du jeu actif des trafics et des apports d'un capitalisme moderne... La France n'a pas réussi à s'insérer dans la géographie - privilégiée du capitalisme européen. Est-ce sa faute ?... Ou bien le capitalisme européen... nous a-t-il négligé ?..."

— la France a fini par être "victime de son gigantisme", comme l'écrit Braudel dans le troisième volume de son histoire "Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme" et comme il le suggère dans les dernières pages de "L'identité de la France" : "La réalisation de l'unité française a exigé de nombreux fonctionnaires et une gigantesque armée. Dès lors, il n'y avait plus assez d'hommes pour être marins. La France a été condamnée par sa réussite même à être terrienne. Or, son territoire est moins en un centre qu'à des périphéries."

Voilà les révélations - ou les confirmations de Braudel dans ce premier volume. A suivre...

LE MYSTERE RESTE, LE SENS MANQUE

A l'évidence, dans les analyses ci-dessus, il n'a pas été possible de rendre compte de la totalité du contenu de chacun de ces livres, plus riches qu'il n'y paraît, ici. Malgré cette circonstance, risquons un bilan global. Dans ce "retour de la France" quoi de neuf ?

Pas tout. Car, malgré leur ardeur et leurs méthodes raffinées, voire sophistiquées les sciences humaines

n'ont pas tout chamboulé, ni tout éclairé, ni tout renouvelé. De Taine, Michelet et à Winock, Chaunu, Braudel en passant par Sieburg, Curtius que de permanences ! Il y a dans le discours sur la France du répétitif. Quelques choses nouvelles, toutefois.

● *Le climat.* L'approche de la France est, désormais, dédramatisée. D'une part cela vient d'une sorte de désacralisation. Il n'y a plus de tabous. La "Révolution" elle-même, sauf en quelques esprits plus polémistes que scientifiques n'a plus ces airs de révélation suprême qui obligeaient à considérer les siècles antérieurs comme la nuit. D'autre part, on assiste à une espèce de "dé-absurdification". Personne ne pense plus que la place faite à l'Etat, que la propension au déchirement verbal etc soient idiots. Tout s'explique et, partant, s'il reste du mystère, il n'y a plus d'absurde.

● *Une "complexification" de la "question France".* De par l'intervention de facteurs nouveaux. Parmi ceux-ci sont : la préhistoire, les structures familiales (Le Play les avait signalées mais Le Play n'avait pas été cru étant donné ses tendances politiques) et enfin le catholicisme. Celui-ci avait été exclu de la recherche. Il s'impose comme facteur décisif de l'explication de la France.

Peut-être même finira-t-on par découvrir que la plus spécifique des singularités françaises est le "modèle" religieux français. Retour à Brice Parain !

En définitive, si l'explication de la France ne progresse pas, l'intelligence grandit. C'est important. Insuffisant, bien sûr. Si l'histoire peut donner un enracinement fécond, elle ne donne pas de finalités. Une question reste en jachère : "La France, pour quoi faire ?" On attend Poète ou Prophète.

René PUCHEU

Bibliographie

● Outre les livres dont on vient de tenir compte :

Gérard MERMET "Francoscopie" (Larousse, 1985)

Michel WINOCK "La fièvre hexagonale - Les Grandes crises politiques 1871-1968 (Calmann-Lévy, 1986)

Hervé LE BRAS "Les trois France" (Odile Jacob, Seuil, 1986)

Pierre CHAUNU "La France - Histoire de la sensibilité des français à la France" (Pluriel, n° 8398).

Fernand BRAUDEL "L'identité de la France. Espace et Histoire" (Arthaud/Flammarion, 1986).

● Signalons l'intéressante "Initiation à l'histoire de France" de Pierre GOUBERT (Fayard/Tallandier, 1984) ; les études de A. FIERRO-DOMENECH : "Le Pré-carré, Géographie historique de la France" (Robert Laffont, 1986) ; Colette BEAUNE "Naissance de la nation France" (Gallimard, 1985) ; Charles TILLY "La France conteste" (Fayard, 1986).

● Rappelons que dans la collection "Bouquins" on trouve : Jules MICHELET "Le Moyen Age", "Renaissance et Réforme", "Histoire de la Révolution Française" ; A. de Tocqueville "La démocratie en Amérique" ; A. TAINÉ "Les Origines de la France contemporaine".

Enfin pour aller plus loin avec F. BRAUDEL, on peut lire "Une leçon d'Histoire" et le T. II d'"Identité de la France" qui vient de paraître.

GEORGES DUMÉZIL

par François FEJTO

Georges Dumézil, l'un des anthropologues français les plus brillants, est né à Paris en 1898 d'un père polytechnicien. Il s'intéresse tôt au grec ancien et au sanscrit. Après avoir passé l'agrégation, nommé professeur de lycée à Beauvais en 1920, il prépara deux thèses de doctorat, publiées en 1924, l'une consacrée au *Festin d'Immortalité*, est une mythologie comparée indo-européenne, l'autre, *Le crime des léniniens*, rites et légendes du monde égéen. Dans ses œuvres suivantes : *Problème des Centaures* (1929), *Dulano - Varuna* (1934), *Naissance d'Archanges* (1945), *L'héritage indo-européen à Rome* (1949), *L'idéologie tripartite des Indo-européens* (1958), *La Religion romaine archaïque* (1966), *Mythe et Epopée* (1958-1963), il développera, en perfectionnant sans cesse sa méthode comparative, ses idées fondamentales : l'existence d'une grande communauté culturelle archaïque indo-européenne, ramifiée et diversifiée depuis quelque quatre mille ans. Cette civilisation s'ordonnait, d'après lui, avant sa dispersion, selon trois fonctions : les fonctions sacerdotale, martiale, et productrice. Il poursuivit ses recherches dans le cadre d'une riche carrière universitaire : professeur d'histoire des religions à l'université d'Istanbul (1925-1931), puis à Uppsala (1931-1933) ; directeur de recherches à l'École pratique des hautes études (1935), titulaire de la chaire de la civilisation indo-européenne au Collège de France (1948). Durant toutes ces années il fit de nombreux voyages d'études, notamment au Pérou et en Turquie et enseigna fréquemment à Princeton, à Chicago et à Los Angeles. Il

fut internationalement reconnu comme un des plus grands spécialistes des mythologies et de l'histoire des religions. Les hommages qui viennent de lui être rendus à sa mort, le 11 octobre, en témoignent.

*
**

Georges Dumézil a dit un jour qu'il n'avait fait en quelque sorte que poursuivre et compléter l'élégant répertoire des rites et des légendes - *Les Fastes* - d'Ovide que celui-ci n'a pu achever. Mais si tel était le point de départ de Dumézil, s'il n'avait ambitionné à ses débuts que de reconstruire la théologie qui soutenait la religion romaine archaïque, cette religion qui s'adaptait avec souplesse aux circonstances périodiques et accidentelles, - sa curiosité, son imagination, sa rencontre en 1933 avec le grand sinologue Marcel Granet, sa familiarité avec les recherches linguistiques originales d'Antoine Maillet et de Joseph Vendryès, ses travaux parallèlement menés sur Rome, sur l'Inde védique et les Vikings, l'amenaient bientôt vers des rives bien plus lointaines. Ils le conduisirent à la découverte, que l'analyse patiente des mythes, des rites et de divers types d'organisation sociale, d'un domaine linguistique à l'autre, permettait de dégager l'évidence d'attitudes fondamentales communes et fournissait les clefs pour la compréhension en profondeur des mentalités des peuples.

Aussi, pour ne citer qu'un exemple, il réussit à éclairer

le mystère de l'Octobre - une des cérémonies martiennes de la Rome antique qui avaient marqué la fin de la saison guerrière par le sacrifice d'un cheval, - en retrouvant son homologue dans les rituels royaux de l'Inde védique.

Poursuivant sa démarche de pays en pays, de rite en rite, Georges Dumézil en arriva à postuler la thèse qu'il existait jadis une civilisation indo-européenne commune aux Hindous, aux Romains, aux Germains et Scandinaves, une civilisation complètement organisée dès avant sa dispersion. Cette civilisation avait pour cadre idéologique commun trois fonctions : celle du sacré, associé au pouvoir suprême, celle de la force physique et enfin celle de l'abondance et de la fécondité. La civilisation originaire des rois et des prêtres (demi-dieux), des guerriers et des cultivateurs-commerçants, avait pour garants les divinités suprêmes (Jupiter, Zeus, Mitra, Odin) et les divinités secondaires comme Mars, Indra, Tyr (pour les guerriers) et Quirinus, Nasatya, Njōndr (pour les laborieux).

Dans les civilisations archaïques, les mythes remplissaient, selon Dumézil, des fonctions décisives : ils exprimaient l'idéologie dont se nourrissait spirituellement la société, maintenaient la conscience des valeurs, dont celle-ci s'inspirait et des idéaux qu'elle poursuivait. Les mythes justifiaient en même temps les règles, les pratiques, sans lesquelles les sociétés se seraient désagrégées. Certains de ces mythes mettaient en scène des Dieux, des géants, des monstres, des démons ; d'autres, des hommes ordinaires. Chez les Romains, établit Dumézil, la mythologie privée de sa base théologique par l'idéologie républicaine, survivait et prospérait sous forme d'histoire. Mais l'essentiel de la conception archaïque était la croyance que *le monde et la société ne peuvent vivre que par la collaboration harmonieuse des trois fonctions majeures de souveraineté, de force, et de fécondité qui se faisaient parfois successivement valoir*. Ainsi, chez les Romains, l'histoire commence par le demi-dieu Romulus qui se débarrasse de son rival Rémus exactement comme un roi de la mythologie indienne, à l'imitation du Dieu souverain Varuna, qui a éliminé son rival par le sang, se débarrasse de son concurrent.

Il est intéressant de noter à ce propos que Dumézil a toujours opiniâtement refusé de faire appel dans ses explications à la psychanalyse et il a affronté à ce sujet avec quelque violence le disciple hongrois (d'origine huguenote) de Freud qu'était l'inventeur de l'éthnopsy-

chiatric, Georges Devereux. Lorsque celui-ci se réfèra à la légende rapportée par Plutarque selon laquelle le père de Romulus et de Rémus était un Phallus fantasmatique apparaissant dans un âtre (vagin), Dumézil n'a point tenu compte de cette trouvaille qui aurait troublé sa conception générale.

Les mythes ont la vie longue, grâce surtout aux fêtes qui ont pour la plupart un aspect politico-religieux. Ainsi la légende de la rivalité de Romulus et Rémus a été utilisée lors des *Iupercalia* par César et Marc Antoine pour leurs besoins personnels. Dumézil a d'ailleurs découvert que par delà les siècles de *libertas* et de *l'idéologie républicaine*, les rites et leurs commentaires par Ovide laissent entrevoir des fragments de l'idéologie tripartite archaïque qui se reflétait par ailleurs dans le domaine social (avec les classes ou castes auxquelles la théorie médiévale des Ordres a fit écho, tout comme les associations guerrières viriles du Moyen-Age étudiées par Stig Wikander et Andréa Alföldi).

Si chez Marx la religion et les idéologies sont des superstructures, chez Dumézil, au contraire, ce sont elles qui structurent, articulent, organisent tous les aspects de la vie sociale, voire même la vie du cosmos. La méthode comparative lui permettait de remonter à un prototype commun pré-historique et, par un mouvement inverse, de reconstituer les théologies attestées par ce prototype.

En remontant à ce prototype, grâce à des comparaisons entre textes et faits de cultures, Georges Dumézil a contribué - avec le regretté Mircea Eliade - à transformer l'histoire des religions. Il a reconstruit un héritage commun qui, à travers les Brahmanes, les Druides, les Collèges sacerdotaux romains, en traversant le Moyen-Age parvint jusqu'à nous. Les recherches patientes de Dumézil ont été animées par la passion de "traquer" le sacré dans toutes ses manifestations localisées et datées, relevant d'une "mentalité inaliénable, inaltérable". C'est précisément ce glissement des recherches concrètes vers une spéculation souvent nostalgique, la construction d'un système semblant accorder une exclusivité et une supériorité absolues à l'idéologie hiérarchique indo-européenne, qui ont suscité dans le monde scientifique certaines réserves à l'égard de la pensée par ailleurs admirable d'érudition et de finesse de Georges Dumézil - d'autant plus que d'aucuns ont abusé de ses recherches désintéressées pour la justification d'une idéologie néo-raciste complètement étrangère à son esprit généreux.

François FEJTO

SOCIOLOGIE DU PAYSAGE

par Bertrand ROSSERT

Est-il possible de tenter, à propos du paysage, de conclure une démarche proche de celle qu'E. Panofsky a utilisée pour la perspective et qui consiste à faire d'une simple notion, le point nodal d'évolutions esthétiques socialement déterminées ? La question de la nature étant devenue, comme le remarque S. Moscovici (1), la problématique essentielle de ce siècle, il faut bien en considérer la dimension esthétique. Mais la notion de paysage a-t-elle une force conceptuelle suffisante pour être le support d'une telle tentative ?

NAISSANCE DU PAYSAGE

Comme le remarquait l'ethnologue B. Malinowski, "l'institution du jardinage" est "universellement présente partout où le milieu est favorable à l'exploitation du sol, et le niveau social suffisamment haut pour lui permettre d'exister" (2). Pour des civilisations telles que la nôtre, ayant conquis l'ensemble de l'espace disponi-

ble, il est naturel d'étendre à la notion de paysage ce qui, dans les cultures limitées géographiquement par la forêt ou la savane qui les entoure, correspond à la notion de jardin ou d'enclos de jardinage.

Ainsi, le paysage est la définition culturelle de l'horizon ou la structure de tout ce qui existe entre l'œil qui regarde et l'horizon ; il est l'image sociale de l'espace naturel. Le paysage s'oppose à la ville ; il en est, en quelque sorte, le contraire. Et comme depuis Max Weber d'une part, l'école de Chicago d'autre part, la ville est un sujet de sociologie, on peut considérer que le paysage en est un.

Le paysage est le propre des "Grandes Sociétés". Ce n'est d'ailleurs qu'assez tard que l'homme a fait de l'espace un élément autonome de son environnement, comme en témoigne pendant des siècles, l'absence de sa représentation dans l'art. On le chercherait en vain dans les peintures rupestres. Un outil retrouvé dans la grotte de Chancelade, en Charente, est, à cet égard, très signifi-

catif ; il représente une scène de chasse, une battue : on y reconnaît les chasseurs, l'animal poursuivi... mais la forêt ne figure pas, comme oubliée dans une représentation qui se donne comme achevée. Le paysage apparaît, selon Berenson, chez les Assyriens, mais sans véritable postérité. "Il n'y a qu'en Chine qu'il semble qu'on ait cultivé le paysage à une date aussi ancienne que celle du premier millénaire, c'est-à-dire cinq siècles au moins avant que nous, Européens, nous eussions suivi la même voie" (3).

On peut faire l'hypothèse que le paysage apparaît à l'homme comme une réalité autonome lorsque son appropriation partielle devient possible, non pas, à la manière décrite par Rousseau, par "un coup de force" déterminant, mais plutôt, selon l'enseignement de Claude Lévi-Strauss dans "*La pensée sauvage*" par une lente maturation de l'univers symbolique de l'humain. L'appropriation par la magie n'a d'ailleurs cessé qu'au commencement d'une appropriation par l'esthétique. Encore convient-il de distinguer l'appropriation collective par un groupe organisé - c'est la notion de village - de l'appropriation individuelle qui donne naissance au jardin, lieu d'une intimité avec l'espace naturel (ce que rend la notion de "jardin secret") et en même temps, partie visible de l'intime, ce dont témoigne la répression moyennageuse des jardins trop féconds (4). On accusait de sorcellerie quiconque avait une récolte très supérieure à celle des voisins. Il nous reste de ces pratiques l'expression "regarder dans le jardin du voisin" et un certain refus de l'inégalité (5).

LE JARDIN

Le jardin, partie visible de l'intimité, permet le développement d'un totémisme moderne : chaque famille à travers son jardin, chaque ville à travers son "jardin public" affirme sa personnalité et ses composantes. On pourrait faire l'hypothèse qu'on doit au totémisme le développement des formes primitives d'allocation plus que d'appropriation active, où se marquent à la fois la séparation symbolique des zones de jardinage et l'appartenance de chaque individu à une zone. Parallèlement, (c'est la logique de la classification totémique) chaque individu est lié à une famille de plantes ou d'animaux. La rencontre des deux caractères conduit à une appropriation, phénomène qui dépasse ceux qui le font naître à mesure que la fonction magique de l'appropriation est contestée, que la possession cesse d'apparaître comme la forme la plus durable et constante du rituel.

Il en résulte encore aujourd'hui que le jardin est le lieu d'une double "culture" : d'une part, y apparaît la culture comme "technique", c'est-à-dire l'entretien des plantes et d'autre part, la culture comme fondement de la pratique sociale s'y révèle.

"S'approprier la "nature", oiseaux, fleurs, paysage, suppose une culture, privilège des gens aux racines anciennes remarque Pierre Bourdieu dans "*La distinction*" (6) car les "recettes de jardinage" par exemple,

sont "des compétences à la fois anciennes et longues à acquérir", et le temps passé à jardiner, incorporé dans le jardin, est un véritable symbole de richesse : "dépense pure, pour rien", que Pierre Bourdieu caractérise ainsi : "exhiber du temps gaspillé et une compétence qui ne peut s'acquérir que par une longue fréquentation des vieilles personnes et des vieilles choses cultivées, c'est-à-dire par l'appartenance à un groupe ancien, seul garant de la possession de toutes les propriétés qui sont dotées de la plus haute valeur distinctive parce qu'elles ne s'accumulent qu'à la longue du temps" (6).

D'où le côté "nouveau riche" de la "délégation du goût artistique", en matière de jardins comme ailleurs : ainsi s'explique pour une part la faible proportion de jardins privés conçus sur les conseils d'un paysagiste. D'autant plus qu'à l'intérieur de la classe dominante, il convient d'opposer le goût intellectuel "composé" et le goût bourgeois "intime et discret" qui ne nécessite pas de création, ni de délégation du goût artistique, mais un pur et simple respect de la tradition familiale.

Ainsi s'explique également le fait que la plupart des jardins privés sont élaborés avec un appel restreint aux ressources du pépiniériste et la pratique constante de dons ou d'échanges avec des parents ou des amis. La plante même a une valeur distinctive et la dichotomie signalée par Bourdieu entre la forme, préoccupation bourgeoise, et la substance, objet de l'attention populaire permet de fonder la distinction entre le jardin d'agrément bourgeois et le potager populaire. Le petit-bourgeois construit son jardin en fonction d'une préoccupation intermédiaire, d'un goût prononcé pour le "naturel" qui lui fait considérer son jardin d'une part comme un lieu où l'on s'oxygène et d'autre part comme un endroit "pur" où les légumes et les fruits "sont quand même meilleurs qu'au marché". Ce goût du pur, témoignage dans le domaine du jardinage de la tendance à l'hypercorrection qui caractérise la petite bourgeoisie, s'oppose au sentiment de "propreté" que doit donner le jardin populaire, bien que dans les deux cas, les attitudes décrites procèdent de l'intention de "se distinguer".

Le jardin populaire - les jardins ouvriers, par exemple - se caractérise par son ordre strict et l'utilisation fréquente du cordeau. "C'est Gramsci qui disait quelque part que l'ouvrier a tendance à transporter dans tous les domaines ses dispositions d'exécutant", remarque Pierre Bourdieu (6).

On peut dire pour résumer que, dans le paysage, il est possible de distinguer et de définir des "structures sociales incorporées". Il existe un "système des jardins" comme il existe un "système de la mode". C'est d'ailleurs Roland Barthes qui affirmait : "l'espace humain en général (et non seulement l'espace urbain) a toujours été signifiant" (7).

PRODUCTION DU PAYSAGE

Mais en tant qu'image sociale de la nature, le paysage ne se limite pas aux jardins. La forêt et les champs en

font également partie ; on peut grossièrement distinguer trois zones (souvent éclatées) : celle de la culture artisanale, généralement non marchande, celle de la culture extensive, fortement mécanisée, celle enfin de l'absence de cultures, c'est-à-dire les friches, les forêts, certaines chasses ou certaines montagnes. Entre elles, les règles sont fixées aujourd'hui par "l'aménagement du territoire", pratique étatique qui tend finalement à masquer les modes spontanés de production du paysage.

Le paysage agricole est essentiellement marqué aujourd'hui par l'introduction récente de la logique économique (sinon la logique d'entreprise) dans la pratique paysanne (8). Le remembrement tend à augmenter la productivité du travail. L'arbitrage public (Plans d'occupation des sols, interdiction des friches etc...) vise à compenser les privilèges accordés par la législation au mode d'existence bourgeoise, par l'instauration légale en faveur des ruraux de privilèges tout aussi exorbitants, souvent respectueux des règles culturelles et sociales (priorité d'installation aux fils d'agriculteurs).

Parce que le producteur isolé perd en frais de distribution l'essentiel du produit de son travail, se sont reconstituées sous des formes nouvelles et "modernes" des organes collectifs ("coopératifs") de vente. Ils ont un effet direct sur le paysage : la nécessaire organisation des marchés disqualifie les pratiques agricoles trop distinctives, conduisant à une homogénéité des cultures au sein d'une même zone géographique, c'est-à-dire à l'homogénéité du paysage cultivé. Qui plus est, le paysage est conditionné par la demande, déterminée au sein des villes. Le paysage agricole se détermine pour une large part en fonction des pôles urbains qui le délimitent.

Les zones incultes, la forêt par exemple, sont-elles déterminées négativement (elles ne sont ni des jardins, ni des terres agricoles) ou au contraire a priori ? A l'évidence on ne déplace pas la forêt au gré des habitudes du marché, mais l'exode rural, compensé en partie seulement sur le plan foncier, par le "retour à la nature" de la population des villes, l'aspiration à la "maison de campagne", aboutissement d'un profil de consommation, déterminent de nouvelles zones incultes, transformées en "parcs naturels" et autres compromis entre l'écologie, la pratique agricole moderne et la société de consommation.

Cependant, comme le note Philippe Saint-Marc (10), la logique productive est une logique destructive. "L'espace a en effet un *double rôle*. D'une part, il est source de richesses matérielles, fournit une production agricole et minière, sert d'assise à la construction, au transport, à la décharge ; d'autre part, il crée ces richesses immatérielles que sont les satisfactions biologiques, esthétiques et scientifiques données par la Nature de l'homme.

Cette dualité d'usage est généralement cause d'antagonisme..." "Cet écart toujours important - et souvent même considérable - entre le prix payé pour l'usage matériel de la Nature à des fins industrielles ou immobilières et le prix payé pour son usage immatériel à des fins

Cézanne : "Le Jas de Bouffan"

biologiques, artistiques ou scientifiques est la cause fondamentale de la destruction de la Nature". Il existe donc un décalage entre les aspirations collectives à l'amélioration de l'environnement et les conditions économiques du marché foncier.

PAYSAGE ET SCIENCES SOCIALES

C'est en effet une caractéristique récente de la formation du paysage de dépendre d'aspirations nouvelles, produits d'une sorte d'"anomie politique", que sont l'écologie ou la protection de la nature. Elles marquent la limite d'une analyse de la constitution du paysage en termes de production : il faut prendre en compte les contraintes symboliques de la politique, de la magie ou de l'esthétique dans la constitution du paysage, à l'aide, par exemple, de ce que Foucault appelle l'analyse "pré-conceptuelle" (9). Notons d'abord ce que la sociologie emprunte au paysage et en premier lieu la notion de champ, comme zone d'unité pré-conceptuelle, lieu de développement de conflits internes, véritable "pré-carré" des rapports sociaux où s'affrontent dominants et dominés, producteurs et consommateurs, émetteurs et récepteurs d'un message quelconque. Il faut introduire aussi la notion de "terrain", comme lieu d'enquête, prise directe avec la réalité, endroit privilégié où se féconde l'idée. Plus ancienne, mais fondamentale, la notion d'"arbre" joue, hors de la généalogie, un rôle essentiel dans les classifications d'objet (chimie) comme dans l'ordre des événements probables (arbre de décision). Là encore, en remontant de la racine aux branches les plus

ténues se produit une lente maturation, dont la fécondité se traduit par une présence autonome : la décision est le véritable fruit de la recherche. D'emblée la sociologie évite ce qui est "touffu", fuit les "zones d'ombre", recherche la clarté, bref défriche un territoire, et ne compare une société qu'à un paysage cultivé.

La magie ou la religion et le paysage ont aussi des liens précis, "Si, en un sens, écrit Claude Lévi-Strauss, on peut dire que la religion consiste en une *humanisation des lois naturelles* et la magie, en une *naturalisation des actions humaines* - traitement de certaines actions humaines *comme si* elles étaient une partie intégrante du déterminisme physique - il ne s'agit pas là des termes d'une alternative ou des étapes d'une évolution. L'anthropomorphisme de la nature (en quoi consiste la religion) et le physionomisme de l'homme (par quoi nous définissons la magie) forment deux composantes toujours données, et dont le dosage seulement varie" (4). Dans la religion chrétienne, les composantes du paysage occupent une place particulièrement importante. On peut citer trois exemples significatifs : la Genèse (et l'arbre du péché d'Adam), l'Ecclésiaste, l'Evangile selon Mathieu (XIII, XXI, 18-22, VI 25-34). Les deux derniers textes et le premier sont contradictoires. Si l'Ecclésiaste et l'Evangile invitent à respecter les analogies de comportement entre l'homme et la nature, la Genèse instaure entre eux une fracture définitive. La contradiction n'est qu'apparente puisque l'état idyllique était selon les débuts du premier texte, l'état d'harmonie avec la nature.

Il s'agit essentiellement de négations métaphoriques de l'intention démiurgique qui anime l'homme si fréquemment. Ce n'est donc pas une transposition du vocabulaire du paysage, mais un simple emprunt, qualifié à tout moment comme tel (ce qui est le fondement logique d'une parabole).

En revanche, le vocabulaire paysager est complètement absent du langage économique. Et la politique en annexe le minimum de mots, c'est-à-dire ceux qui sont nécessaires au vocabulaire juridique ("protection des sites") auxquels s'ajoutent les termes décrivant un itinéraire (chemin, fossé, route, voie, obstacle, mur) et celui de terrain (terrain d'entente, attirer sur son propre terrain etc...). Quelquefois, il est fait appel à la problématique de la fécondité (récoltes, fruits, semer etc...). Ainsi tout ce qui est absent de la langue politique est lié au concept de surface, voire d'espace. La politique se révèle ainsi unidimensionnelle, véhiculant constamment une idéologie du progrès, vers un but qui ne peut apparaître qu'unique. La simplification du langage politique se révèle dans sa langue même. La notion d'espace, liée le plus souvent à celle de liberté, est soigneusement écartée de la plupart des discours.

Que le vocabulaire du paysage soit absent du discours économique montre les difficultés qu'éprouve cette discipline à décrire les structures qu'elle observe autrement que par leur fonctionnement. Il existe cependant une exception : la théorie des externalités.

telle qu'elle est exposée par Meade. Selon cet auteur, si un apiculteur s'installe à côté d'un verger, il résultera un profit supplémentaire non seulement de la récolte de miel (parce que le pollen est près de la ruche) mais aussi de celle de pommes (parce que les arbres auront été butinés). Cette métaphore bucolique permet de montrer que le producteur n'est pas seul à influencer et choisir ses conditions de production. L'économie est toujours confondue avec l'étude des systèmes économiques. Mais la description des liaisons les plus stables, des constantes les plus pures pose visiblement problème. On peut citer, à cet égard, le caractère embryonnaire des modèles de la décision individuelle, fondés sur des "équations de comportement" qui postulent la rationalité et la constance des réactions humaines. En pêchant par excès de généralité, l'économie ne parvient qu'à décrire l'instable.

L'ESTHETIQUE DU PAYSAGE

En matière d'Esthétique, le problème est différent. Le paysage serait privé de jugements esthétiques si son vocabulaire servait, de manière systématique, à décrire, à élaborer une théorie du Beau. Or, déjà pour Hegel, l'art des jardins a une profonde signification esthétique, une place dans l'art et dans l'architecture en particulier (11).

Pierre Bourdieu, dans "La distinction" (6) semble s'opposer à toute recherche esthétique "pure", parce qu'elle sert une idéologie, parce que la définition du "goût pur", approprié par la classe dominante, conduit à faire de l'art même et de la distinction qui s'y attache une entreprise de domination de classe, situant les dominés du côté de la nature et réservant la culture à une élite auto-reproductive. Les jardins à la française ou les pelouses interdites témoignent effectivement, dans le paysage, de la volonté de se démarquer, de se séparer de la nature, au moins symboliquement (y compris au cœur du domaine naturel). Mais il n'est pas évident qu'il faille voir dans cet effort une tentative idéologique. Ce n'est pas parce que deux théories ont le même effet qu'elles ont forcément les mêmes causes idéologiques. C'est une limite essentielle, souvent mal respectée, de la critique marxiste de l'idéologie bourgeoise. Or, il semble possible de fonder l'esthétique-du paysage en dehors de toutes références idéologiques, même si, finalement, elle contribue à établir une distinction idéologiquement utile à la bourgeoisie. Envisageons-la comme une phénoménologie du paysage conçu à la fois comme œuvre d'art et comme image immédiatement visible de la nature.

Il faut partir de deux définitions de Heidegger et provoquer entre elles un rapprochement. La nature est, étymologiquement, "ce qui laisse provenir de soi" (12). Par ailleurs, "l'essence de l'art serait donc : le se-mettre-en-œuvre de la vérité de l'étant" (13). L'art des jardins, art des choses de la nature, est la manifestation esthétique la plus immédiate. Elle ne transige pas avec la matière inerte, mais confronte sa vision à l'image du

paysage tel qu'il existe. Il s'agit toujours de créer dans l'existant. Et il s'agit bien là d'un art car l'intervention sur le paysage met en œuvre "la vérité de l'étant". Prenons l'exemple de l'arbre. Le fait de placer cet arbre dans une haie lui assigne sa vérité : cet arbre est une limite. L'implantation d'un arbre fruitier dans un champ ou un potager lui assigne également sa vérité : cet arbre est le support de ses fruits. L'arbre isolé révèle, par sa verticalité, le conflit constamment affirmé avec le ciel et le soleil : faire de l'ombre est sa fonction ; il ne limite pas l'espace terrestre, mais affirme avec plus de netteté que l'horizon la séparation du ciel et de la terre. Cette typologie se poursuit avec l'arbre mort, arbre en devenir : révélation soudaine de l'inertie de sa matière, à la fois récit de sa chute et avènement d'une réalité nouvelle : le feu ou le pourrissement. Elle se conclut par l'arbre de la forêt ; il a sa "vérité" : rappel constant de la nature, symbole face auquel l'homme lui-même se sent isolé, c'est-à-dire étranger à l'espace : incapable de partager la même histoire.

Le "jardin" qui pousse sans attention à la fonction naturelle de ses composantes est dénié par le goût esthétique. Au contraire, le jardin conçu "dans les règles de l'Art", est précisément une œuvre d'art immédiate, moyen de mettre en œuvre la vérité de ce qui se dévoile spontanément, la nature. On n'acceptera l'idée d'une haie d'arbres fruitiers qu'en fonction de l'intention qui s'y attache : esthétique et "moderne" s'il s'agit de privilégier la forme de l'arbre (par le biais d'une fonction nouvelle : servir d'abri, de coupe-vent) sur sa fonction naturelle, la production de fruits. On refusera au contraire l'idée s'il ne faut y voir qu'une volonté de rentabilité, d'occupation productive de l'espace ou du sol. Ce qui différencie les deux, c'est le travail du concepteur, la médiation qu'il impose pour faire de la nature vierge, une œuvre d'art.

Le jardin peut s'imposer comme œuvre. "Sa sûre émergence rend ainsi visible l'espace invisible de l'air" (13). Et la conséquence en est la transformation de tout un espace, celui où, pourrait-on dire, l'œuvre *intervient*. "Quand l'œuvre d'art en elle-même se dresse, alors s'ouvre un *Monde*, dont elle maintient à demeure le règne (...) L'ouverture d'un monde donne aux choses leur mouvement et leur repos, leur éloignement et leur proximité, leur ampleur et leur étroitesse" (13). Aucune chose n'est plus là pour rien, chaque élément du monde se charge de signification et l'œuvre d'art ne se reconnaît plus de son environnement que par sa matière. L'originalité de l'art des jardins est de confondre la matière de son œuvre et celle du monde qui l'entoure : l'espace de l'œuvre se confond avec celui de son environnement. Le seul artifice, la seule médiation est le projet de l'artiste. Le jardin conçu est donc autant retour au monde (par la mise en œuvre du projet artistique) que "retrait" du monde (par identification du jardin comme œuvre, autonome). Ce que le jardin révèle, c'est l'essence de la nature, c'est-à-dire ce qui évolue autour de l'humain. En tant que manifestation artistique, le jardin

ou le paysage est, pour l'individu, l'expérience de ses limites en même temps que l'expérience des limites de l'humain. Il lui révèle, dans le monde, son territoire. "Ce vers quoi l'œuvre se retire, et qu'elle fait ressortir par ce retrait, nous l'avons nommé terre.. Elle est ce qui, ressortant, reprend en son sein. La terre est l'afflux infatigué et inlassable de ce qui est là pour rien. Sur la terre et en elle, l'homme historial fonde son séjour dans le monde. Installant un monde, l'œuvre fait venir la terre. Ce faire-venir doit être pensé en un sens rigoureux. L'œuvre porte et maintient la terre elle-même dans l'ouvert d'un monde. *L'œuvre libère la terre pour qu'elle soit une terre*" (13).

La définition ontologique du paysage est d'être la frontière entre nature et art conçus comme deux régions de l'étant. Le paysage révèle ainsi le conflit entre l'être et l'apparence, entre l'authentique et l'inauthentique - et c'est par là que s'introduit dans le paysage une préoccupation éthique dont la forme vulgaire est la confusion du "naturel" et du "pur".

UNE POLITIQUE DU PAYSAGE ?

Mais la lente domination entreprise au moins symboliquement sur la Nature introduit dans le paysage même la question du pouvoir, conçu comme acte à la fois historial et historique (acte aussi marquant, mais probablement différemment, pour les autres et pour soi). Il en résulte, pour le concept de paysage, un appauvrissement. L'intrusion du politique, en tant que forme organisée de pouvoir, fait du paysage une frontière séparant trois régions cette réalité qu'Heidegger appelle "l'étant" : la nature et l'histoire d'une part, la nature et le droit d'autre part. Le paysage devient produit historique de la "techne" (*) : "Savoir qui a à sa disposition la faculté de faire des plans et des aménagements et de maîtriser ces aménagements" (14). Il échappe à la "Physis" et ne permet plus de question sur l'être, mais seulement une interrogation historique, une "chronologie" du paysage, savoir passif délivré sans recherche, sans volonté de savoir. Pour conclure sur ce point, on peut dire que le paysage échappe à son destin pour peu que la politique cherche à l'influencer. Il devient alors un simple outil au service de l'homme et ne se caractérise que par ses dimensions. Le paysage hésite alors entre le statut d'"espace vert" et celui de décor pour cartes postales.

Une prise de conscience de la dégradation du milieu écologique s'est développée donnant naissance à une économie et une politique de l'environnement. Mais on en a négligé l'aspect visuel, autrement dit le paysage. On aurait pu concevoir que l'architecture s'adaptât aux données naturelles. En fait, c'est la nature qui le plus souvent s'adapte à l'architecture et le jardin sert de transition entre la réalité du milieu naturel et la volonté artistique de l'architecte.

Si l'économie est parvenue à s'adapter aux nouvelles

exigences écologiques (en incorporant des coûts de protection de l'environnement au prix de revient des produits), elle ne rend pas compte en revanche de l'amélioration ou de la dégradation de la "vue" sur un site particulier et encore moins pour une zone ou une région déterminée. Il faudrait pour y parvenir faire une synthèse de la théorie des externalités et de l'économie de l'art, deux domaines encore hétérodoxes et faiblement théorisés. Il semble, paradoxalement, que, devant la complexité du problème théorique posé, la solution ne soit pas économique mais artistique : l'intervention sur le paysage, quelle que soit sa forme, ne doit jamais être considérée comme une action isolée, portant sur un jardin, un parc ou une quelconque "propriété". La sauvegarde de l'harmonie du site devrait être une *contrainte éthique*, c'est-à-dire universelle, s'adressant autant au paysagiste qu'au jardinier du Dimanche, à l'architecte pensant son chef-d'œuvre qu'au designer industriel. Un jardin, une maison, un entrepôt, une usine doivent s'intégrer selon les mêmes modalités au paysage. Cependant, cette exigence collective est en contradiction avec la multiplicité des approches que peut connaître le paysage. Nous avons montré les déterminants sociaux de la réalisation de jardins. Comment espérer que les démarches différentes et parfois contradictoires, qui caractérisent la conception du paysage par telle ou telle classe sociale, conduisent finalement à un goût unique ou une idée unique, ou même un concept unique ? L'émergence d'un souci collectif de préservation du paysage ne peut se produire que par le biais d'une mode, affirmation explicite de caractéristiques et de contraintes sociales implicites. Cela suppose que la beauté du paysage ne soit plus seulement une aspiration romantique ou post-romantique, mais le cœur d'un débat de société.

Bertrand ROSSERT

(*) "La techne", mot grec, est employé par Heidegger pour signifier l'essence de la technique.

Bibliographie

- (1) S. Moscovici - *Essai sur l'histoire humaine de la Nature*
- (2) Cité par Claude Lévy-Strauss dans *"Anthropologie structurale"*, p. 24.
- (3) Cité par A. Roger in *"Nus et paysages"* - Aubier/Montaigne
- (4) Cf. Lévy-Strauss *"La pensée sauvage"* - Plon
- (5) J. Fourastié *"Le jardin du voisin"* - Hachette pluriel.
- (6) P. Bourdieu *"La distinction, critique sociale du jugement"* Ed. Minuit.
- (7) R. Barthes *"L'Aventure sémiologique"* - Seuil.
- (8) H. Mendras *"La fin des paysans"*
- (9) M. Foucault *"L'Archéologie du savoir"* - Gallimard
- (10) Ph. Saint-Marc *"Socialisation de la nature"* - Stock
- (11) GWF Hegel *"Esthétique t. 3"* - Champ Flammarion
- (12) M. Heidegger *"Ce qu'est et comment se détermine la Physis"* in *Question II* Gallimard.
- (13) M. Heidegger *"L'origine de l'œuvre d'art"* in *"Chemins qui ne mènent nulle part"* - Idées Gallimard
- (14) M. Heidegger *"Introduction à la métaphysique"* - Gallimard.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Le centenaire d'Alain Fournier - Un choix de lettres de Jean Paulhan - Le Journal de la drôle de guerre de Raymond Queneau - La correspondance de Chateaubriand - Jean d'Ormesson : Tous les hommes en sont fous - Une biographie de la princesse Bibesco - Les romans de la rentrée : Pascal Quignard, Jean-Denis Bredin, Patrick Modiano, Max Gallo, Didier Van Cauwelaert, Eric Neuhoff.

Le tam-tam de la grande entreprise publicitaire des *media* a battu pour l'année Colette, l'année Hugo. Alain Fournier, le jeune homme élégant et discret, Alain Fournier, "insupportablement correct" disait ses amis, n'aurait pas souffert qu'il battît aussi indécemment pour lui. Le centenaire de sa naissance, le 6 novembre 1886, a été marqué pudiquement par des manifestations littéraires de bon aloi, la réédition du *Grand Meaulnes* (1), la publication par M. Alain Rivière des *Lettres à sa famille* et des *Lettres au petit B.* (2)

Les *Lettres au petit B.* comprennent une trentaine de lettres d'Alain Fournier dont la moitié a déjà été publiée par Isabelle Rivière en 1930. S'y ajoutent de nombreuses

lettres échangées entre le petit B., André Lhôte et Jacques Rivière. Le petit B., c'est René Bichet, le jeune homme qui, plus heureux que Jacques Rivière et Alain Fournier, ses camarades de la khâgne de Lakanal, est entré à l'École et a donné entre 1905 et 1912 des textes prometteurs à la *Nouvelle revue française*, avant de mourir stupidement, par simple curiosité, d'une piqûre de morphine à la fin d'une nuit de fête. C'est lui dont Péguy a porté la pensée, sur les blés moissonnés, aux pieds de Notre Dame de Chartres. "Nous venons vous prier pour ce pauvre garçon - Qui mourut comme un sot au cours de cette année - Il n'était pas le pire du troupeau...". René Bichet ne fut pas auprès d'Alain Fournier, le "frère" dont Isabelle Rivière réserve la place à Jacques seul, mais il fut celui que la sœur vigilante

appelle le "brave petit compagnon, le témoin affectueux des peines et des joies". C'est à Bichet, enveloppé frileusement dans ses timidités et ses silences, à Bichet, le fils honteux des paysans de Pithiviers, qu'Alain Fournier adressa la confiance la plus intime, la plus riche pour la compréhension de son œuvre, lorsqu'il évoque dans sa lettre du 3 septembre 1906 sa rencontre "extraordinairement mystérieuse" avec Yvonne de Galais, l'à quoi bon déchirant de la jeune femme, l'adieu sur le pont des Invalides un dimanche matin de juin.

Alain Fournier, dans ses *Lettres à sa famille*, nous ouvre sa maison ; il nous présente "le coin de terre où le monde a tenu pour moi" ; après nous avoir entraîné à travers la "Sologne inutile, taciturne et profonde" vers le château enchanté, à la lisière du bois fatal où, de toute éternité, demeurait l'âme dont il n'a jamais cessé de poursuivre la trace, il nous ramène par les chemins du village natal, vers la cour d'école de M. Seurel, là même où, sans doute, le jour de la Résurrection des corps, il retrouvera, ô Peguy ! "et tous ceux de son âge et tous ceux de son banc - et la chaire et le maître et l'auguste parole". Alain Fournier nous apparaît, dans ces *Lettres* familiales, loin du milieu un peu pédant et "pompiers" des jeunes amitiés intellectuelles de la khâgne de Lakanal, simple au milieu des siens. Un jour, il avoue à sa mère dont l'esprit de réalisme et de sagesse a découragé souvent ses épanchements, mais qui est celle qui "arrangé tout, et répare tout, et console" : "il y a encore trop d'insatisfaction en moi, d'orgueil, et peut-être que mon âme tient trop de place pour jamais endurer auprès d'elle une compagne", mais les confidences intimes sont rares dans ces *Lettres* et l'on n'en trouvera pas de comparable pour leur importance à celle qu'il a osé faire au petit Bichet. Il écrit à Isabelle qu'il ne lui envoie pas les lettres de ses amis pour la raison qu'elles "sont consacrées à moi, à mon avenir et cela ne regarde encore personne"

Son avenir, nous le verrons apparaître en filigrane des *Lettres à sa famille*, dans les dernières, celles qu'il écrit, soldat, caporal, élève-officier, sous-lieutenant, de la caserne de Vincennes, du camp de Mailly, au hasard des bivouacs de grandes manœuvres, de Laval, de Mirande où ses garnisons l'entraînent. "Voilà Fournier qui s'est fait homme, ce n'est plus l'enfant qui nous est venu au mois d'octobre" s'exclame son capitaine après deux mois de service. Alain Fournier a mué. Dans la colonne qui s'avance derrière ses tambours et ses clairons, par les longs vallonnements de la campagne française, d'un clocher à l'autre, "dépouillé dit-il, de tout luxe, de toute pensée, de toute affectation", il n'est plus, corps déjà glorieux en marche vers sa résurrection, qu'habité par "un désiressentiel", qui n'a pas de nom et qui le fait s'approcher d'"un monde inconnu", l'autre monde, le pays sans nom, l'autre pays, à la découverte duquel Augustin Meaulnes l'a conduit et qu'il n'a jamais renoncé à retrouver. Il y entrainera à son tour ses camarades, les élèves-officiers. Il a le pressentiment, un jour proche, de la transformation spirituelle de tous ces hommes bas et grossiers. "Il faudra revoir tout cela quand poussés en avant par leur section, ils feront dans le feu le

premier bond en avant... La chair ignoble ne sera plus qu'une loque frémissante. C'est alors que les âmes à nu se reconnaîtront". Dans cette lettre écrite de Mirande le 10 juin 1909, Alain Fournier a eu la vision de son avenir.

Le 4 août 1914, dans l'atmosphère retrouvée des veilles de grandes manœuvres, parmi les réservistes affluant de toutes parts en chantant, il s'écrie : "Belle et grande et juste guerre...". Le 11 septembre, il adresse ces derniers mots à sa sœur Isabelle : "J'ai grande confiance. Priez Dieu pour nous". Le 22 septembre, il sera frappé mortellement au front à la lisière du bois fatal, le même que celui au bord duquel il a vu se dresser son château enchanté. Vingt jours avant sa mort, il avait écrit à Henri Massis, pour dénoncer l'influence pernicieuse de Gide, "le ver dans le fruit" dont parlait Péguy : "Il n'y a d'homme que celui qui choisit, qui décide de son choix. On ne fait quelque chose de bon qu'à ce prix, en traçant brutalement au besoin une ligne bien droite dans le jardin des hésitations". C'est cette ligne bien droite, c'est cette route nationale, qu'on peut suivre, à travers la jeune vie sacrifiée d'Alain Fournier, dans ces *Lettres à sa famille*.

*
**

Mme Dominique Aury se lance dans une grande aventure en entreprenant la publication des *Lettres de Jean Paulhan*. Elle n'en livre qu'un choix. Le premier volume paru : *1917-1936, la littérature en fête (3)* sera suivi de deux autres : *1937-1947, Traité des jours sombres* et *1948-1966, Le Clair et l'Obscur*. Mme Aury, en faisant ce choix, a du renoncer à plus de la moitié du texte prévu. Laissera-t-elle à d'autres le soin de publier une *Correspondance générale* de Paulhan, d'édifier ce monument du XX^e siècle ? Déjà, l'on a pu lire les lettres à Guillaume de Tarde à Jean Grenier, à Etiemble. Parait en même temps que le Choix de Mme Aury, la *Correspondance* avec Francis Ponge annotée par Mme Claire Boaretto (4). On annonce la correspondance avec Valéry Larbaud. Mme Dominique Aury aura, avec son *Choix de lettres*, posé la pierre d'angle du monument à venir.

"As-tu remarqué, écrit Jean Paulhan à son frère Pierre, que les gens qui deviennent de nos jours de grands écrivains, ce sont ceux qui n'ont pas particulièrement cherché à être écrivains et chez qui la littérature a été un hasard, une sorte d'accident. Leur préoccupation essentielle était ailleurs : la foi pour Claudel, les mathématiques pour Valéry et Benda, la musique pour Romain Rolland, la morale et la botanique pour Gide". La préoccupation essentielle de Paulhan n'aurait-elle pas été la biologie, la zoologie ? Il se passionne pour l'activité sexuelle des héminoptères et nous conseille, pour apprivoiser les hérissons, de leur donner à boire, chaque matin, un petit verre de calvados. Cette préoccupation n'a pas empêché Paulhan de devenir un grand écrivain que personne, d'ailleurs, ne connaissait car il n'écrivait pas, ou très peu, et son premier grand livre, *Les*

Fleurs de Tarbes, n'a paru qu'après la guerre, mais il a tenu à la tête de la N.R.F. le rôle d'une "éminence grise" de la littérature et il a orienté, de son bureau de la rue Sébastien Bottin, tout un courant de pensée esthétique (et éclectique) qui, sorti, dès avant la Grande Guerre, du côté de chez Gide, Copeau, Schlumberger etc... s'élargira entre les deux guerres jusqu'à former un immense delta baignant et brassant les terres les plus diverses. Mon bon maître Pompidou recommandait à ceux de ses élèves du lycée de Marseille qui manifestaient le désir de "faire de la littérature" de ne pas perdre leur temps dans une voie moyenne entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche. "Pour réussir vite et bien, disait-il, n'y a que l'Action Française et le Parti communiste... Voyez Brassillach, voyez Nizan !". Entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, Paulhan avait choisi de constituer à la N.R.F. ce qu'il appelait un *extrême milieu*. C'est dans cette zone que le delta du Rhône de ce Nîmois s'est étalé et a fait prospérer tout un fertile terroir littéraire.

De la Correspondance publiée par Mme Dominique Aury, il se dégage une réflexion qui ne peut être que d'ordre mystique. Jean Paulhan écrit à Roland de Renévillle le 12 juin 1932 : "Une suite de réflexions sur les Lettres, le Théâtre ou la Poésie nous a conduits à la connaissance d'une vérité hors de laquelle toute opération proprement littéraire ou toute réflexion sur les lettres (de l'ordre de la critique littéraire par exemple) nous paraît misérable". Cette réflexion est assortie, à l'étage de la liturgie, soutien nécessaire de toute mystique (chez Paulhan, la liturgie s'appelle rhétorique), d'une tentative de ritualisation du langage. Elle débouchera dans *les Fleurs de Tarbes*. Mais la "mystique" ne détourne pas Jean Paulhan de la "critique", en particulier de celle qu'il exerce quotidiennement dans le contact professionnel avec les écrivains, par une manière qui n'est qu'à lui, extrêmement courtoise et flatteuse, feutrée d'ironie, toujours pertinente, de donner des conseils. Sous les compliments adressés à ceux dont il refuse les manuscrits, sous les éloges hyperboliques adressés aux auteurs qu'il publie, apparaît le clin d'œil du méridional malicieux qui ne se sent jamais complètement lié par ce qu'il dit et accorde à son interlocuteur un crédit d'intelligence en lui laissant le soin de le comprendre. Ainsi, ce qui compte dans la critique de Paulhan, c'est une certaine intonation, c'est l'*accent*.

Les Lettres révèlent à qui les sert avec religion l'ordre de l'homme et du monde, pensait Paulhan. Il est naturellement conduit dans sa Correspondance d'une réflexion sur les Lettres à une réflexion sur la Politique. Le Front populaire fournit à l'homme de gauche qu'est Paulhan l'occasion d'assez étonnants propos. Il écrit le 31 juillet 1936 à Marcel Jouhandeau : "Il y a une féodalité de l'argent, des grandes sociétés, des mines. Cela d'où part le Front populaire me semble évident. Avec les vices, avec l'ignominie de toutes les féodalités. Cela dit, je ne crois pas qu'en démocratie, la Chambre, l'opinion publique, le gouvernement même puissent lutter contre une féodalité. Il y faut autre chose de plus *constant*, de moins facile à tromper, de moins aisé à acheter". C'est

Paulhan qui souligne, mais sans appuyer, d'un trait léger, la pensée, là aussi, toujours en retrait sur l'expression. Il se découvre davantage dans une lettre du 9 novembre 1936 à Etienneble : "Je crois que Blum qui se montre aujourd'hui lamentablement faible et sera écrasé, s'il ne l'est par les communistes, par les puissances d'argent, serait fort, étayé à un roi ou à n'importe quelle autre puissance qui échappât à l'argent. Mais quelle autre ? Je ne vois guère que l'hérédité".

*
**

Nous avons déjà lu le "Journal de la drôle de guerre" de Sartre. Il y mettait à profit l'isolement auquel il était condamné dans un cantonnement alsacien pour "se regarder vivre" et "se mettre au net". Le *Journal de la drôle de guerre* de Raymond Queneau (5) pose la même question. Est-ce que la paix de l'esprit est conciliable avec l'état de guerre ? "Il est plus facile de vivre authentique et propre dans la guerre que dans la paix" écrivait Sartre qui entendait dresser à la faveur de l'événement un "portrait total" de lui-même. Queneau est moins ambitieux. "Ce journal, dit-il, est une épreuve de mon individualité médiocre, changeante et périssable..." Mais, comme Sartre, il souligne les circonstances extérieures favorables à son projet : détachement des biens de ce monde, séparation brutale des habitudes agréables, fin des espoirs. "On est, dit-il, comme mort".

Queneau donne à l'épreuve un caractère mystique. Dans le cantonnement vendéen, où *il fait la guerre*, il vit "bestialement" au milieu de spécimens bien triés de "barbarie". "La civilisation occidentale est une pure illusion". Il se soumet à toutes les corvées : balayage, soupe, vaisselle, chiottes. Il s'abandonne à la Providence divine. Il assiste à la messe. "Jamais vu ça : un prêtre traduit en français le texte sacré. On se croirait dans un temple protestant. Je suis dégoûté." Il préfère lire seul l'Evangile en latin. "Mais, seul, que peut-on devenir autre que protestant ?". Il récite régulièrement chaque matin et chaque soir le Pater. Il regarde les étoiles, il élimine la rêverie, il fait de la géométrie. *Pax profunda*, note-t-il. A la fin, il observe que Dieu l'a abandonné, et sans qu'il s'en attriste. "Je ne crois pas en Dieu. Je laisse passer l'événement avec un grand calme et dans une grande paix intérieure". La *nuît obscure* de Queneau débouche sur un petit matin pâle où éclate le coup de tonnerre du 10 mai 1940.

Il s'indigne, ce matin-là, que Prévert se dise "démoralisé". Lui qui a écrit *Crosse en l'air* ! "Pauvre bougre !". La guerre, quand elle a cessé d'être drôle, offre à Queneau l'occasion de faire quelques pas de plus dans la voie de la sagesse. "Je regarde autour de moi. Je suis heureux. Il fait beau. Je dors bien. Je bois bien. Je mange bien. Je lis Hugo, Goethe, Montaigne. Je me fous de pas mal de choses". Autour de lui, il ne voit que "désordre, racaille, immoralité", des officiers ivrognes et fuyards, des soldats se débandant en criant qu'ils ont été "trahis". Jules César note que c'est au cri de *trahison ! trahison !* que les Gaulois fuyaient devant ses légions. Queneau termine

son Journal sur ces mots : "La France est heureuse d'être vaincue".

En 1936, il avait publié le roman qui avait commencé d'assurer sa notoriété, *Les Derniers jours*. Ce roman exprimait avec causticité un pessimisme tranquille. "Le pessimisme, y écrivait Queneau, est la seule conception acceptable de la vie et la seule conforme à la réalité". Son journal des années 39-40 est un chapitre ajouté aux *Derniers Jours*. Queneau y assiste, au milieu de l'indifférence, de la veulerie et de la franche rigolade, à la fin d'un temps et à la fin d'une civilisation. Détaché d'un monde de masses qui le dégoûte, le cœur sec, mais l'esprit extraordinairement ouvert aux appels d'un autre monde, il note, d'un air intéressé, les progrès de la décomposition dont il est, nouveau Diogène, le témoin.

*
**

Le Tome V de la Correspondance générale de Chateaubriand (6) met en scène entre le 1^{er} avril et le 31 décembre 1822 dans le décor de l'ambassade de France à Londres et dans celui du congrès de Vérone un petit acte mélangé de comédie politique et de vaudeville domestique extrêmement savoureux. L'illustre vicomte y fait son entrée en ambassadeur de Sa Majesté très chrétienne au milieu de ses équipages en livrée rouge, en évoquant le temps de sa jeunesse quand, au même endroit, il dormait, pauvre émigré, dans un galetas sous l'habit râpé qui lui tenait lieu de couverture. Mais il avait alors "le temps d'attendre" et, maintenant, il va jouer en six mois sa destinée d'homme public "à croix ou pile". Il n'a d'entrée de jeu qu'un but, une idée fixe : le "congrès". La scène où il joue sa petite comédie avec, pour protagonistes, Mme de Duras et Mme Récamier, invisibles dans les coulisses, mais qu'il charge de messages à l'intention des Puissants, et qui ne lui répondent que par des répliques qui l'irritent, lui manifestant mauvaise humeur et bouderies, ou par des recommandations terre-à-terre sur la gestion de son budget de panier percé, la scène où il n'a qu'une crainte, celle de voir surgir sa femme inopinément du bateau de Douvres, n'est pour lui que la première marche du grand théâtre où, à Vérone, Florence ou Vienne, il rencontrera dans un congrès européen les rois et les empereurs et où il pourra enfin par les moyens de la paix régler le sort du monde comme Bonaparte l'a fait par ceux de la guerre. Certes, à Londres où il est pour le moment, il joue dans son ambassade à faire l'important, il déclare qu'il est "accablé de travail", il ne sait où donner de la tête, le roi le prie à dîner, le convie dans sa loge au théâtre, le lord-maire le promène sur la Tamise, les journaux célèbrent la magnificence de sa maison ; mais Victor de Broglie survenant à l'improviste y trouve "le dîner froid et triste, le faste mesquin et fort au-dessous de la maison la plus ordinaire de Londres", et les jeunes attachés écrivent à Paris que "M. de Chateaubriand ne passe son temps qu'à faire des visites et à se promener". "Il règne dans l'ambassade, dit Armand Bertin, un air pestilentiel d'oisiveté". Chateaubriand, à Londres, n'a d'yeux que pour la scène politique européenne. Ira-t-il au "congrès" ? Y prendra-t-il la place de

Mathieu de Montmorency, son ministre, ou devra-t-il s'y contenter du second rang ? Restera-t-il à se morfondre dans le Londres de l'été où il n'y a plus personne et où l'herbe pousse dans les rues ? Donnera-t-il sa démission, quitte à "ébranler tout le système royaliste" ? "J'attends en paix mon sort", écrit-il. Mais il ne cesse de presser Mme Récamier et Mme de Duras d'intervenir auprès de Montmorency et de Villèle, il les bombarde eux-mêmes de projets et de plans pour faire avancer sa cause. Il joue Villèle contre Montmorency, il tire sournoisement dans les jambes de ses concurrents au congrès, le duc de Laval, La Ferronays, Caraman. Quand il désespère, il menace. "Quels amis ! Quelle politique !". Il ne souffrira pas qu'on se moque de lui. N'y tenant plus, à la fin, il dépêche à Paris l'un de ses secrétaires, le comte de Marcellus. Huit jours après, Marcellus revient. Il réveille en pleine nuit Chateaubriand qui ne dort guère. Il rapporte la scène : "Eh bien, ils s'obstinent à me refuser !". "Préparez-vous à partir sous huit jours. Vous êtes nommé plénipotentiaire à Vérone". Mais c'est alors que, coup de théâtre ! ayant obtenu ce qu'il désirait ardemment, Chateaubriand ne veut plus partir et c'est en s'y faisant pousser qu'il montera sur le théâtre où il aspirait à jouer le premier rôle. Il est vrai qu'il n'y aura que le second dans l'ombre de Montmorency. "On s'ennuie beaucoup ici", écrira-t-il de Vérone à ses correspondantes ; on ne voit ni princes, ni empereurs... Je fais quelques visites, je me promène seul, je dîne avec mes jeunes gens. A neuf heures on se couche, s'il n'y a pas congrès chez Monsieur de Metternich". Et encore, Metternich n'entretient-il les congressistes que de la meilleure manière de faire les macaronis. Chateaubriand avait rêvé d'achever au Congrès son éducation politique, d'y traiter avec les rois, d'y refaire l'Europe en épinglant la cocarde blanche au drapeau de Napoléon. Il écrit : "Je vois ce que valent les rois et ce que je suis".

Qui est-il ? Pozzo di Borgo, bon critique de la pièce de théâtre qu'il nous a donnée a, pour le juger, ce mot terrible : "Un enfant de cinquante ans qui balbutie de la politique". Mais lui-même est-il dupe du rôle qu'il s'est assigné et de l'habit dont, pour le tenir, il s'est vêtu ? M. Pierre Riberette rappelle dans l'avant-propos du présent volume de la Correspondance qu'inlassablement depuis des années il trie, rassemble, commente, la parole de Chateaubriand à ses jeunes attachés : "Prétendez-vous me faire prendre au sérieux cette mascarade ? Pensez-vous que je sois assez bête pour me croire changé de nature parce que j'ai changé d'habit ?."

*
**

M. Jean d'Ormesson a préparé dans le *Vent du soir* (7), en malaxant le Temps et l'Espace, la rencontre des quatre frères Romero et des quatre sœurs O'Shaugnessy. Cette rencontre a lieu dans *Tous les Hommes en sont fous* (8). M. Jean d'Ormesson nous avait dit que le Temps était le personnage principal de son roman. Je pressentais que le personnage principal en serait le Narrateur qui, sur la terrasse de sa maison de San Miniato,

écrit l'histoire de la famille Romero et de la famille O'Shaugnessy, d'après des souvenirs personnels et des documents hérités ou confiés et qui est apparu sous les traits d'un charmant petit page en habit Louis XV aux premières pages du *Vent du soir*, dans la cour d'honneur du château de Plessis-les-Vaudreuil bien connu des lecteurs de *Au Plaisir de Dieu*. Le Narrateur du *Vent du soir* est devenu l'un des acteurs de *Tous les hommes en sont fous* et il va jouer désormais un rôle dans l'histoire qu'il raconte. "Amoureux en bloc des quatre sœurs O'Shaugnessy", se proclamant leur "saint-bernard", il les suit à la trace entre les deux guerres de 1914 et de 1939 dans leurs aventures à travers le monde, il s'institue jusque dans leur lit où il lui arrive de se glisser leur directeur de conscience, il est l'indispensable Mentor de leurs éducations sentimentales. Il ne se contente même plus de se promener avec les frères Romero et les sœurs O'Shaugnessy à Venise, en Grèce, à Hollywood, à Londres, à Rome, à Paris, en Espagne, dans tous les lieux du monde un peu fréquentés, de les regarder vivre en émerveillant du spectacle que lui offre ces jeunes gens remarquables par le Destin. C'est de ses propres étonnements devant les changements de la planète où ses héros entremêlent leurs entrechats compliqués que, nouveau Candide, il s'émerveille. La crise économique, le triomphe du fascisme, l'agonie de la République de Weimar, le Six-Février, la guerre d'Espagne forment le décor d'une Histoire où il s'avance en tirant, chef d'orchestre clandestin, de dissonances violentes, de tendres et mélancoliques harmonies. En nous révélant son projet romanesque dans le *Vent du soir*, M. d'Ormesson avait laissé croire qu'il voulait continuer le *Discours sur l'Histoire universelle* de Bossuet où qu'il se lançait à la suite de Jules Romains dans une nouvelle aventure unanimiste. Il nous a dit dans *Au revoir et merci* qu'il avait été ébloui à vingt ans par *Notre avant-guerre* de Brasillach, et que, comme tant d'autres jeunes gens de sa génération, il en avait su des pages par cœur. Je me suis souvent demandé comment aurait vieilli l'auteur de *Comme le temps passe*. *Tous les hommes en sont fous* (et ce n'est pas seulement des sœurs O'Shaugnessy qu'ils sont fous, nous confie *mezzo voce* M. d'Ormesson, mais de la Politique) est le miroir même que Robert Brasillach, exagénéraire, académicien, décoré, vedette du Tout-Paris, aurait tendu aux nostalgies de sa jeunesse.

*
**

La vie de Marthe Bibesco née de princes byzantins, écrivain français, grande dame européenne, est un roman cosmopolite et aristocratique. Il aurait pu être écrit par Abel Hermant. L'héroïne de ce roman l'a écrit elle-même en tenant un Journal encore inédit qu'elle a comparé à une "machine à imprimer la vie" et dont M. Ghislain de Diesbach a tiré, en notaire du Gotha, une biographie où une existence d'une extraordinaire richesse est, jusque dans le détail, scrupuleusement reproduite (9). Intelligente, fortunée, belle, alliant le savoir et la grâce, Marthe Bibesco a conquis tous les cœurs et soumis tous les esprits. Elle a été l'amie du

Kronprinz, d'Alphonse XIII, de Ramsay Mac Donald, d'Henry de Jouvenel. Tous les hommes, comme dirait M. d'Ormesson, en ont été fous. En voulant écrire son histoire et celle de sa famille dans un ouvrage intitulé symboliquement *la Nymphé Europe*, elle a écrit l'histoire d'un temps, d'une civilisation, d'un monde auxquels on doit reconnaître aujourd'hui selon la formule barrésienne "la qualité exquise des choses périssables". M. Ghislain de Diesbach a tracé autour de la figure de Marthe Bibesco le portrait d'une Europe fabuleuse où l'Internationale n'était pas un vain mot, mais c'était celle des rois et des grandes familles aristocratiques. La Princesse Bibesco a pu dire en 1914, comme le prince de Ligne en 1789, qu'elle avait "quatre ou cinq patries", Roumanie, France, Angleterre, Allemagne... C'est pourquoi, elle a ressenti la Grande Guerre, dans son cœur déchiré, comme une brouille de famille. Elle a offert à la fin de sa vie, dans son salon crépusculaire du quai de Bourbon, à la poupe de l'Île Saint Louis, l'image douloureuse de l'écartèlement de l'Europe. Le livre de M. Ghislain de Diesbach a le parfum de celle qui y est nommée "la dernière orchidée" ; il baigne dans une odeur, tout à fait insupportable pour une âme sensible, d'agonie et de mort.

*
**

Le roman de M. Pascal Quignard, *Le salon du Wurtemberg* (10), ne doit pas passer inaperçu, ni inentendu. M. Quignard y fait donner de la voix à un musicien pour raconter sa vie. De la chambre de l'enfance retrouvée où il écrit, où il essaye d'"accomplir des actions vaguement ébauchées jadis, achever des phrases inachevées, mettre un terme à des émotions insuffisamment éprouvées", où il recompose dans le rêve une vie que le temps a détruite et dont le souvenir même est "sans matière", il s'élève une musique qui est un enchantement. Mais il y a dans cet enchantement, dans ce pur cristal, une brisure. Le personnage auquel M. Pascal Quignard prête vie est né d'un père allemand du sud animé d'une vieille haine anti-prussienne et anti-parpaillote et d'une mère française qui l'a abandonné. "Où étais-je ancré ? demande-t-il. Etais-je allemand ? Etais-je français ? Maman nous avait laissé le choix entre l'Allemagne et elle ? En quoi consistait notre faute ?". Le français est sa langue maternelle, mais lié à l'image de la mère. Le narrateur de l'histoire, s'il écrit en français, un français, dit-il "obsessionnel, scrupuleux, mélancolique, douloureux", rêve en allemand. Il ne peut trouver la paix et l'unité de son être déchiré que dans un langage indépendant de sa langue maternelle et de sa langue paternelle, celui de la musique du temps heureux où l'Allemagne chère à son père a vécu sa Renaissance et son classicisme sous le signe de la France. Le roman de M. Pascal Quignard est fait d'échos et de reflets dans une harmonie de son et de lumière, où se compose une réalité immatérielle. On y effectue entre la France et l'Allemagne, de Coutances, de Saint Germain en Laye, du Quai de la Tournelle au Bergheim de la vallée du Neckar, une remontée vers des sources transparentes où tout, à

peine apparu, s'est déjà englouti dans l'oubli. "Étranges rêves que nos souvenirs, étranges fleuves que nos oublis et nos vies, étranges naufrageurs que les livres..." écrit M. Pascal Quignard. *Le salon du Wurtemberg* est une opération de sauvetage parfaitement réussie.

*
* *

L'Absence de Jean-Denis Bredin (11) aurait pu s'appeler *la Mort à Venise*. Un fils entraîne sa mère moribonde dans un voyage au bord de la lagune, mais, sous le couvert d'une agonie décrite avec une précision de clinicien, c'est l'histoire d'un beau voyage de noces que M. Bredin raconte, et *L'Absence* n'est que le roman d'amour d'un fils et d'une mère. Le héros de ce roman se bat avec la mort, mais dans un corps-à-corps où il enlace, où il étreint, où il essaye d'emporter sa mère dans une sorte d'assomption au-dessus de la terre, au sein d'un monde où il l'a rêvée telle qu'elle n'a jamais été. "Elle n'avait jamais rencontré la vie, écrit M. Bredin, lui non plus. La mort leur convenait, elle les berçait". La dernière image de leur combat désespéré, et encore plus jaloux, c'est le fils couché à côté du cadavre de la mère sur un lit fétide, le prenant dans ses bras, le caressant. "Ils étaient côte à côte comme dans un rêve". Puis le fils disparaît sans laisser de traces, comme s'il s'était dissipé dans l'azur noir où il ne fait qu'un avec sa mère. Et c'est cette disparition qui donne son vrai titre au livre. M. Jean-Denis Bredin nous a conduit par les chemins d'une écriture rapide, haletante, toute zébrée d'éclairs aux limites de l'hallucination et de la folie. Mais une lumière grise et mélancolique, éclaire, comme montant de la terre, ce ciel d'orage vénitien et dans cette lumière, à l'arrière-plan de la lutte épique entre le Fils et l'Ange, dont la mère est, à son insu, l'enjeu, apparaissent d'autres figures, celle de la sœur, celle du père, témoins douloureux et muets du long malheur familial ; la femme a des amants, la mère traverse le soir, tard, la chambre des enfants pour leur donner une caresse, le père s'est retiré dans son chagrin au milieu de ses livres, il veille seul dans les interminables soirées sur le repos du petit garçon et de la petite fille. Ces moments, ces images, ces évocations composent le fond d'humanité tendre et triste sur lequel M. Bredin a peint, en pourpre et or, sa dramatique *Mort à Venise*.

*
* *

Patrick Modiano tire une fois de plus dans *Dimanches d'août* (12) quelques fantômes du passé, saisit quelques silhouettes, noue entre elles des fils ténus, tisse autour de vagues ombres toute une tapisserie d'événements sur un canevas d'où, toujours, les mêmes figures se détachent ; elles appartiennent à un monde cosmopolite de déracinés, d'exilés, de réfugiés ; on y recherche des identités perdues, on y trafique de passeports interchangeables, on s'y livre à une sorte de marché noir de la vie, et, toujours, l'on en revient à évoquer le même arrière-fond trouble du temps de l'occupation, avec ses règlements de comptes, et, ici, c'est l'acteur Aimos, le héros faubourien des films de bords de Marne

de 1936 qui, furtivement, apparaît, au détour d'une page, sur une barricade de la Libération. M. Modiano nous entraîne de la Varenne où l'on aperçoit Jimmy Gaillard, Albert Préjean, les Fratellini, où plus tard viendra habiter Charles Trenet, dans un Nice rose et bleu de carte postale fanée, à travers des décors de bal musette et d'opérette, le long de couloirs sombres où brille l'éclat d'un bijou maudit. *Dimanches d'août* est un roman d'amour et de police, mais, tout, dit M. Modiano, s'y déroule "en douceur", sans coups au cœur ni coups de feu, comme dans une soirée de brume où les contours, les distances perdent leur réalité et où ne perce que le halo ouaté, estompé, impalpable d'une lumière légèrement angoissante, d'un feu s'éparpillant en cendres, celui-là même auquel tente de se réchauffer d'un roman à l'autre l'angoisse de vivre de l'auteur.

*
* *

M. Max Gallo a écrit dans *Belle époque* (13) l'histoire d'un couple fraternel uni dans la même révolte et la même haine. Orphelins recueillis par le chatelain du village, le garçon s'enfuit dans les bois, ivre de liberté, il fait carrière dans la revendication et l'anarchie, il mourra innocent du crime dont on l'accuse sur la guillotine, la fille élevée dans le luxe, le ressentiment au fond du cœur, l'invective sur le bord des lèvres, fera carrière, elle, dans la semi-galanterie et le journalisme à travers les scandales de la III^{ème} République. Ce couple infernal pousse le même cri à la face du ciel : Vengeance ! M. Max Gallo vient d'écrire une lettre ouverte à Robespierre (14) pour dénoncer, à la veille de la célébration de la Révolution française, le complot des professeurs d'histoire, maîtres de la Sorbonne d'Aulard et de Seignobos. *Belle époque*, roman violent et éloquent, est fait pour ranimer les passions révolutionnaires, pour raviver sous 89 les cendres de 93. Il apporte sa contribution à la guerre des chaumières contre les châteaux. M. Gallo promène sur le champ de bataille où M. Pierre Mauroy lançait naguère des apostrophes lyriques une torche incendiaire. Il écrit à sa sinistre lueur quelques belles pages de sang, de haine et de mort. Sous Barrès, perce Zola.

*
* *

M. Didier Van Caulewaert a obtenu pour son premier roman le prix Roger Nimier. Cela le classe d'emblée d'un certain côté de la République des Lettres. On ne pense pas en lisant son nouveau roman, *Les Vacances du fantôme* (15), à Roger Nimier, plutôt à Marcel Aymé et Antoine Blondin. Un garçon boucher se réveille un beau matin dans le lit d'une dame qu'il ne reconnaît pas, il court se regarder dans une glace et il constate qu'il a changé de figure, il habite un appartement où il n'a jamais mis les pieds, il apprend en prenant son petit déjeuner qu'il a deux enfants, il découvre qu'il est un grand avocat d'assises. Le garçon boucher doit assumer cette nouvelle personnalité ; la difficulté est qu'il doit aussi surmonter la duplicité fondamentale de sa condi-

tion : sous l'avocat qui agit, c'est toujours le garçon boucher qui pense et qui parle. Le problème psychométaphysique posé par M. Van Caulewaert se complique du fait que, dans le même temps que le garçon boucher s'est installé dans le corps de l'avocat, celui-ci a opéré un transfert parallèle dans le corps du garçon boucher. Il résulte de cet embrouillamini une succession de *gags* où le talent de l'auteur fait visiblement pour le théâtre de Boulevard M. Van Caulewaert nous conduit en outre au Théâtre Guignol. Son avocat est un politicien socialiste ami du président de la République ; son garçon boucher serait plutôt "Front national". M. Van Caulewaert déroule une désopilante aventure politique sur un fonds de chronique satirique avec force coups de bâton. Le Guignol n'est pas loin, avec apparition de terroristes, du Grand Guignol. Quand, à la faveur de la "cohabitation", le garçon boucher devient ministre, la réussite de son héros grise un peu M. Van Caulewaert. Rien ne borne plus son invention. Parti pour écrire une fantasmagorie à *la Passe Muraille*, il s'est mis, entraîné par sa verve, à écrire un roman-feuilleton dans le style des Pieds Nickelés. On pourrait, aussi bien, en tirer une bonne B.D.

*
* *

M. Eric Neuhoff a trente ans, l'âge où Brasillach écrivait son testament et où Nimier s'apprêtait à dispa-

raître. M. Neuhoff a écrit un roman, un recueil de chroniques, un pamphlet. Il publie *Des gens impossibles* (16), un récit impatient, piaffant, écrit avec des petites phrases sèches et pressées, plein de résolutions. "Paul décida d'aimer sa fiancée". "Agnès décida qu'il était temps de prendre un amant". M. Neuhoff se regarde avec des mouvements de menton dans un miroir où il essaye de ressembler à Roger Nimier, et le miroir lui renvoie le visage de Stendhal, mais sans la bouffissure qui faisait le désespoir de celui-ci. En écrivant dans *Des gens impossibles* une chronique de son temps, M. Neuhoff doit constater que ce qui manque le plus aux jeunes gens qu'il promène à travers des bars chics, c'est l'énergie. Ils bouclent leurs *bagages pour Vancouver* à l'imitation de M. Michel Déon, mais ils ne partent pas. *Des gens impossibles* est au milieu de piaffements et de tous les signes de l'impatience, une chronique nonchalante du temps perdu à ne rien faire. Sous un air de vivacité, c'est un récit très lent et très paresseux bien séduisant.

Philippe SENART

- (1) (2) Fayard
(3) (4) (5) (6) (10) (11) (12) Gallimard
(7) (8) J. Cl. Lattès
(9) Perrin
(13) (14) Albin Michel
(15) Le Seuil
(16) La Table Ronde.

LES CHORÉGIES D'ORANGE OU L'HISTOIRE D'UN FESTIVAL

par Jean-Louis DUTRONC

L'anecdote est savoureuse. En 1902 un millionnaire texan, séjournant à Orange, s'enquit du prix que pourrait coûter une réplique du Théâtre antique. Paul Mariéton, qui présidait alors aux destinées des Chorégies, lui répondit du tac au tac : "Deux mille ans". Ainsi tout était dit.

On ne refera pas Orange. Même Zenatello, le génial ténor italien, en s'emparant des Arènes de Vérone en 1913 ne réussit qu'à obtenir un gain de places (vingt-cinq mille contre dix mille à Orange), sans parvenir à réinventer le Mur.

Célèbre pour son acoustique, le Mur du Théâtre antique s'impose tel un décor fabuleux, majestueux dès que l'on commence à gravir les gradins. Ou plus exactement ce qu'il en reste. Car, à l'origine, vers 120 de l'ère chrétienne, l'hémicycle pouvait accueillir quarante mille spectateurs !

L'envahisseur romain avait le culte de la tragédie grecque. On y jouait donc certainement Eschyle, Euripide et Sophocle. Ce qui fera dire un jour au poète Frédéric Mistral "C'est une erreur de croire que sans les représentations d'Orange Eschyle serait enterré. C'est bien plutôt Orange qui le serait sans Eschyle !" Le masque et le cothurne, éléments traditionnels de la tragédie grecque, ont aujourd'hui disparu, mais le chœur, omniprésent chez les Grecs avait déjà une fonction musicale. Timide préfiguration de nos opéras qui allaient s'approprier la scène gigantesque du Théâtre antique, encore que Mounet-Sully eut le temps d'y interpréter *Oedipe-Roi* de Sophocle en 1888. Mais déjà en 1869, à l'occasion de la foire agricole annuelle, on avait chanté devant le Mur *Joseph* de Méhul. On cherche encore le rapport entre les deux manifestations !

Il serait fastidieux d'énumérer les œuvres lyriques affichées durant plus d'un siècle. Retenons que Gluck, en raison de ses références helléniques, fut le plus souvent représenté avec *Orphée*, *Alceste* et *Iphigénie en Tauride*. Et déjà les gloires parisiennes - Alice Raveau, Félicia Litvinne - en étaient les interprètes.

Dans les années 30 Orange était devenu en quelque sorte une succursale de l'Opéra de Paris. José de Trevi y chantait Tannhäuser, John Brownlee Athanaël de

Thaïs, Suzanne Balguerie Isolde. Georges Thill, Ninon Vallin et André Pernet se retrouvaient dans *la Damnation de Faust*, José Luccioni et Germaine Hoerner reprenaient *Aïda*, André Burdino adoptait la version ténor d'*Orphée* et Paul Paray dirigeait une éblouissante *Walkyrie* qui regroupait René Maison, Marjorie Lawrence, André Pernet, Germaine Hoerner et Henri Médus. Mais oui, en 1937, l'Opéra était capable de s'offrir de tels plateaux !

La décennie s'achevait. La guerre allait tout bouleverser. Au faste succéderait l'indigence de l'Occupation. Il fallut attendre 1946 pour qu'André Audoli et son Association des Concerts Classiques de Marseille fassent de nouveau appel aux jeunes recrues du Palais Garnier : Georges Noré, Adine Yosif, Michel Dens, Suzanne Juyol, Janine Micheau, Suzanne Lefort, Huc-Santana.

Dans les années 50 l'Opéra reprit régulièrement la route du Vaucluse. Pour *Samson et Dalila* avec José Luccioni, Hélène Bouvier, René Bianco et Henri Médus. Pour *Aïda* avec Berthe Monmart, Vasco Campagnona, Rita Gorr et René Bianco. Pour *Lohengrin* avec Jobin, Monmart, Juyol et Bianco. Pour *Faust* avec Romagnoni, Boué, Depraz et Blanc. Pour *la Damnation* avec Finel, Sarroca et Savignol. Pour *Faust*, derechef, chanté cette fois par Albert Lance, Jacqueline Brumaire, Georges Vaillant et Robert Massard. C'était l'époque où la France était encore fière de ses chanteurs. Les choses se gâteraient au cours des années 60. En 1971 le Ministère de la Culture chargerait Jacques Bourgeois et Jean Darnel d'opérer une nouvelle politique artistique assez proche de celle - oh combien prestigieuse ! - que Rolf Liebermann allait entreprendre au Palais Garnier. Ce fut le point de départ des grands plateaux internationaux, du rajeunissement du public, du star-system, du renouvellement du répertoire, mais aussi du déchirant déclin de l'école de chant française.

A Orange débutait alors la cantatrice espagnole Montserrat Caballé qui, après un récital inaugural, y chanterait successivement *le Trouvère*, *Norma*, *la Force du destin*, *la Gioconda*, *Don Carlos* et *Simon Boccanegra*. Autant de triomphes pour la diva la plus adulée des habitués des Nouvelles Chorégies.

Bumbry, la Lucia de Cristina Deutekom, le Lohengrin de James King, le Samson de Placido Domingo, le Rigolotto de Renato Bruson, et on en passe...

Jacques Bourgeois avait un principe *Prima la musica*. Il savait choisir ses chanteurs, voire même ses chefs, mais affichait un invraisemblable mépris pour toute mise en scène inventive. La soirée de *Tristan et Isolde* resterait l'exception qui confirme la règle, encore que le dispositif scénique et la conception lumineuse de Heinz Mack aient été considérablement trahis lors de la retransmission télévisée. Significativement, ni Strehler, ni Ronconi, ni Béjart, ni Chéreau, ni Lavelli, ni même le sage Menotti ne seront jamais invités pour animer ces spectacles des Chorégies qui, sur le plan scénique, étaient indignes d'une grande scène internationale.

Raymond Duffaut succédant au tandem Bourgeois-Darnel, n'accomplirait pas plus de miracle en ce domaine, mais on lui doit une soirée inouïe, suffocante : le *Don Carlos* de 1984. A l'heure des bals et des lampions d'un banal 14 juillet, Orange offrait un festin pour l'oreille, fosse et plateau confondus. L'Orchestre National de France comme étreint par la présence du jeune chef Thomas Fulton, se surpassait, et là-haut, sur l'immense scène reconstituée, Giacomo Aragall, Montserrat Caballé, Simon Estes, Renato Bruson, Grace Bumbry et Luigi Roni se hissaient au mât de leur génie. Rarement plateau fut à ce point équilibré. Ce soir-là Orange défiait Salzbourg et infligeait un camouflet à Vérone, incapable aujourd'hui d'offrir - fut-ce une seule nuit - une telle distribution.

Cet été, avouons-le, aucun miracle de cette veine avec *Tannhäuser*. Un ténor inconnu au bord de l'asphyxie contaminait ses compagnons, y compris le baryton Bernd Weikl, jadis superbe dans Wolfram à Bayreuth. Seules les deux cantatrices justifiaient le déplacement. Léonie Rysanek en Elisabeth, Grace Bumbry en Vénus ont une fois encore stupéfié un public désormais blasé. La transparence, le charisme de la première rivalisaient avec la fierté, l'agressivité de la seconde. Avec elles toutes les gammes de l'art du chant étaient soigneusement explorées. Et les pierres millénaires s'en trouvaient soudain réhabilitées tout comme la politique artistique des Chorégies en sortait réhabilitée.

Jean-Louis DUTRONC

N.B. : Cette étude veut avant tout souligner la prépondérance que le théâtre lyrique a prise peu à peu sur le théâtre dramatique au point de l'occulter entièrement ces vingt dernières années. Mais le plus souvent, en marge des opéras, les Chorégies d'Orange maintiendront à leur affiche tragédies ou comédies, les Grecs bien sûr (Sophocle avec *Oedipe-Roi* et *Antigone* à plusieurs reprises ; Euripide plus rarement - les *Phéniciennes*, *Iphigénie à Aulis* - et Eschyle une seule fois avec *Oreste* en 1930), mais surtout nos grands classiques français, Corneille (*Horace*, *Polyeucte*, *Cinna*, *Rodogune*, *le Cid*) et Racine (*Phèdre*, *Britannicus*, *Andromaque*, *Iphigénie*, *Athalie*, *Bérénice*) ; enfin Shakespeare avec *Jules César*, *Antoine et Cléopâtre*, *Hamlet*, *Coriolan*, *Henry IV*, *le Marchand de Venise*, *le Songe d'une nuit d'été*. Ce sont d'ailleurs *Richard III* et *la Tempête* qui mettront un point final à l'aventure purement théâtrale des Chorégies, en 1967.

J.-L. D.

*Grace Brumbry et Erwin Stephan
dans Tannhäuser en 1986*

En 1973 Jacques Bourgeois réussit un coup de maître si l'on ose dire - en décidant le vétéran Karl Böhm à venir diriger au Théâtre antique *Tristan et Isolde*. Böhm avait alors 79 ans et se faisait tirer l'oreille. Le codirecteur artistique aime à raconter comment il s'y prit pour vaincre pareille réticence : "J'ai dit à Böhm que j'avais Vickers et Nilsson, à Vickers que j'avais Böhm et Nilsson, à Nilsson que j'avais Vickers et Böhm". Malin comme un singe, Bourgeois ! Ainsi put se dérouler une représentation historique devant une immense voile tendue le long du Mur et symbolisant la nef sur laquelle Tristan et Isolde boivent sans le savoir le philtre d'amour.

En 1977, autre aventure. Pierre Jourdan filme *Fidélio* avec Gundula Janowitz en Léonore et Jon Vickers en Florestan. Le film commercialisé sera projeté sur les écrans parisiens durant des années.

Désormais on allait à Orange comme jadis à Bayreuth, à Salzbourg ou Vérone. Les retardataires avaient recours à des pancartes improvisées pour tenter d'acheter une place vacante au début du spectacle. Il fallait à tout prix entendre la Salomé de Léonie Rysanek, la Norma de Montserrat Caballé, l'Otello de Jon Vickers, le Wotan de Théo Adam, l'Amnérís de Grace

MARAIS ET CULTURE

par Yvan CHRIST

Une restauration très attendue depuis de longues années : celle, dans le Marais, du petit hôtel de Donon, rare témoin, endormi s'il en est, de la fin de la Renaissance parisienne. Les travaux commenceront l'an prochain. Tout serait terminé à l'automne de 1988 pour qu'y soit transféré le musée Cognacq-Jay.

La Ville de Paris, à laquelle il appartient, ne savait trop que faire de ce pauvre hôtel délabré, situé entre la rue Elzévir et la rue Payenne, à proximité du Centre culturel suédois, du musée Carnavalet, de la Bibliothèque historique de la Ville et du nouveau musée Picasso. A l'hôtel de Vigny, rue du Parc-Royal, l'Etat vient déjà d'installer la direction de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. Elle voisinera bientôt avec les archives et la bibliothèque des Monuments historiques, qui, du Palais Royal, seront transportées à l'hôtel de Croisilles. Non loin de là, rue des Francs-Bourgeois, se poursuit la restauration de l'hôtel d'Albret, futur siège de la direction des Affaires culturelles de Paris.

*
**

Qu'on le déplore ou que l'on s'en félicite, le Marais tourne, quasi exclusivement, à la culture. Nouvelle "mutation" qui, dans ses excès manifestes, n'est pas peu alarmante...

Balzac, analyste du Marais, constatait que "*la fabrique et ses dépôts, le commerce et ses comptoirs remplacent l'aristocratie, la vieille bourgeoisie, la finance et la*

robe partout où elles avaient étalé leurs splendeurs". La petite industrie avait durement martyrisé le quartier en condamnant les plus brillantes de ses demeures à la pire anarchie : depuis un demi-siècle, c'était l'idée fixe de tous les adversaires du vandalisme. Leurs campagnes permanentes ont, au bout du compte, porté leurs fruits.

Sont-ce des fruits amers ? N'a-t-on pas, avec un imprudent systématisme, chassé les artisans d'un Marais qu'ils avaient, certes, saccagé dans l'indifférence générale des pouvoirs publics, mais dont ils avaient contribué à assurer, bon an, mal an, la survie ? "Réhabilité", restauré suivant des règles que n'aurait pas répudié un Viollet-le-Duc, reconstitué avec une minutie quasi archéologique, le Marais devient un quartier strictement culturel ou richement résidentiel d'où toute vie populaire et familière tend à s'estomper. Il n'est, pour s'en persuader, que de parcourir ses rues et ruelles qui sont désertées dès la nuit tombante. Seul son festival annuel lui prête quelque vie - mais ce n'est là qu'un bel artifice.

Est-il encore temps de mener une politique plus mesurée et plus humaine ? Rien n'est moins sûr...

*
**

L'hôtel de Donon va donc subir le nouveau sort commun des "chefs-d'œuvre en péril" de ce quartier naguère insalubre. Un musée de plus y sera logé. De la Madeleine, il émigrera au Marais.

A la vérité, les collections d'Ernest Cognacq, fondateur, en 1869, de la "Samaritaine", n'étaient pas à leur

place dans un gros et banal immeuble du boulevard des Capucines où, sur trois étages, il fut installé en 1928. Deux mille visiteurs seulement, chaque année ! Le musée Cognacq-Jay était en léthargie, malgré la qualité des œuvres qu'il abrite et du charme de sa présentation. Des boiseries authentiques du XVIII^e siècle ont, en effet, été disposées, qui accompagnent les meubles, les tableaux, les statues et statuettes, les bibelots de toute nature. Quelques-uns des plus grands noms français du XVIII^e siècle de la douceur de vivre" sont ici réunis : Fragonard, La Tour, Perronneau, Nattier, Boucher, Greuze sans oublier une série de dessins parmi lesquels Watteau s'emporte. Voilà ce qui sera regroupé dans l'hôtel de Donon.

sont percées à la naissance d'un haut comble pyramidal. De L'Orme était mort depuis cinq ans lors de l'édification de l'hôtel : le style de sa propre maison a pu inspirer un architecte tel que Jean Bullant, dont Médéric de Donon contrôlait alors les ouvrages pour le service du roi.

Hôtel méconnu, hôtel invisible. Rue Payenne, un garage a été bâti à l'emplacement de son jardin, qui sera reconstitué après la suppression de cette impudente ver-rue. Les travaux amorcés lentement depuis plusieurs années, reprendront en 1987. Ils seront conduits par Bernard Fonquernie, inspecteur général et architecte en chef des Monuments historiques, et par l'architecte Reoven Vardi, chargé de l'aménagement muséologique. Les quelques vestiges du décor intérieur de l'hôtel seront conservés et mis en valeur : tel est le cas d'un escalier et d'un plafond peint, sans oublier la puissante charpente du grand comble.

L'aménagement ne sera pas chose aisée. Les proportions des salles de l'hôtel de Donon sont tout à fait différentes de celles des petites pièces de l'actuel musée, conçues en fonction des tableaux et des objets d'art de médiocre dimension qu'appréciait Ernest Cognacq. "*La hauteur des salons du boulevard des Capucines n'excède pas 2 m 80. Celle de l'hôtel de Donon dépasse les 4 mètres. Il faudra trouver un moyen (d') ajuster les boiseries à leur nouvelle demeure sans les défigurer*" (1). Sans ces boiseries - déjà remaniées - le musée Cognacq-Jay perdrait une part essentielle de son caractère intimiste. Faire cohabiter Henri III et Louis XV ! Tel est le problème. Il sera moins difficile à résoudre dans les corps de bâtiment plus tardifs qui accompagnent le logis principal. Dans celui-ci, ce sera un tour de force.

Ah ! si le bon Monsieur Cognacq, il y a une soixantaine d'années, avait jeté son dévolu sur un des hôtels du Marais pour y résider et pour y présenter ses collections ! Alors les troisième et quatrième arrondissements n'avaient pas encore été conquis par la mode. Petit garçon, je ne connaissais la rue de Turenne ou la rue des Francs-Bourgeois que pour aller, avec ma mère, à la Noël, faire des emplettes chez des amis "marchands de gros" qui, tels M. Gerbault ou l'aimable patron du "Roi d'Yvetot", débitaient des joujoux ou des bonbons - autant de profondes et fabuleuses cavernes d'Ali Baba dont les noms, qui ne vous disent rien, étaient, pour moi, des sésames et qui, les années passant, sont toujours présents à ma mémoire. Ils me faisaient, à six ans, follement rêver...

Les promoteurs et les mécènes rêvaient, en ce temps-là, à d'autres lieux. C'est que les richards auraient vivement répugné à voisiner avec les pauvres. Seuls les "beaux quartiers" avaient leurs complaisances - qu'ils s'appelaient Nissim de Camondo, Edouard André et Nélie Jacquemart ou Paul Marmottan. Le XIX^e siècle finissant se survivait dans le XX^e siècle naissant. Les uns et les autres, et tous ceux qui leur ressemblaient, n'avaient de cesse de transporter à l'ouest les débris de l'est parisien - portails d'hôtels, boiseries, cheminées en

L'Hôtel de Donon en rénovation

Contemporaine d'Henri III, cette demeure est en léthargie plus complète encore que le musée qui, demain, la réveillera. Elle fut construite vers 1575 pour Médéric de Donon, contrôleur général des Bâtiments du Roi et le gendre du sculpteur italien Girolamo della Robbia. Son seul corps principal date du XVI^e siècle. Les ailes qui encadrent la cour, la façade qui borde la rue Elzévir sont des adjonctions du siècle suivant.

Jean-Pierre Babelon, inspecteur général des Archives de France, a formulé plusieurs hypothèses quant à l'auteur de l'hôtel. Sans conteste, par la composition de sa façade sur cour, il s'apparente à la maison, aujourd'hui disparue, que Philibert De L'Orme avait construite pour lui-même, rue de la Cerisaie. Ainsi en va-t-il de sa sobre corniche à modillons comme du dessin de ses lucarnes cintrées, jumelées sous un fronton triangulaire, et qui

Une des salles du Musée Cognacq-Jay avec une toile de Boucher

marbre ou plafonds peints, pour les sauver, disaient-ils, du vandalisme ambiant, mais au détriment d'un univers déchu, dont en bonne conscience, ils contribuaient à accentuer la déchéance. Le Marais, voué à la lèpre, condamné à l'oubli, s'enlisait dans ses vieilles eaux troubles.

Nous sommes passés d'un extrême à l'autre depuis les lendemains de la dernière guerre. Je me sens, avec tous mes confrères historiens et critiques d'art, un peu responsable d'une telle évolution. Il reste que, comme mes amis du Festival du Marais, à commencer par Michel Raude, son fondateur et son président, je n'ai jamais laissé dès le lancement des opérations officielles de "réhabilitation",

d'exprimer les plus instantes réserves. Faire revivre un quartier moribond, ce n'est pas le condamner à une nouvelle mort, fût-elle d'essence culturelle.

Tel est pourtant le destin du Marais. Matériellement, il sera, au fil des ans, sauvé. J'aurais tant aimé - candide utopie ! - qu'il revécût de sa vie séculaire et naturelle ! Les passéistes conscients et organisés, dont je suis, sont gens compliqués et toujours insatisfaits...

Yvan CHRIST

(2) Emmanuel de Roux, *Les habits neufs de M. Cognacq*, in "Le Monde", 22 mai 1986.

A PROPOS DE L'EXPOSITION ROLAND BARTHES

par François FEJTO

L'exposition "Roland Barthes" réalisée par le jeune philosophe Jérôme Serri sous les auspices de la Ville de Paris, au nouveau Pavillon des Arts des Halles, a été une révélation même pour ceux qui comme l'auteur de ces lignes, ont bien connu Barthes et apprécié dès ses débuts la subtilité de son esprit et la finesse de son écriture. Elle révèle en effet, par la confrontation des textes et des images, des réflexions esthétiques et de leurs objets, ce que maintenant, sans hésitation, j'appelle le génie de Barthes, vu la sûreté de ses intuitions, la précision de ses définitions, la sensibilité littéraire, artistique, sociologique, linguistique pure et multiple. En voyant comme dans une rétrospective tout le chemin parcouru durant sa vie tragiquement écourtée, la diversité de ses intérêts - ne fut-il pas à la fois critique littéraire et d'art, sociologue, sémiologue, - sa curiosité toujours en éveil, il est difficile de lui dénier le statut du plus grand essayiste de sa génération. Impossible de ne pas admirer son style qui, tout en s'alimentant aux sources classiques, gidiennes et platoniciennes, s'adaptait avec souplesse aux thèmes avant-gardistes souvent *plates*. Chez Barthes, le plaisir de pénétrer l'objet de son regard s'allie toujours à la rigueur dans l'expression. On l'a cru léger, il se révèle profond ; fanatisé, un tantinet mystificateur : on le découvre posant sérieusement la question : "et si l'on mettait à penser sur Racine ? sur des propos de Pougade ? sur les grands mariages et les soucoupes volantes ?" Tout est matière à penser, le visage de Garbo et les frites, le niveau d'Einstein, la tour Eiffel et le Tour de France. Barthes n'était pas du tout bohème, mais un grand travailleur. De neuf heures et demi jusqu'à treize heures chaque jour de la semaine, il avoue organiser sa vie pour un timing qui est régulier d'un fonctionnaire de l'écriture. On ne comprend vraiment pas l'acharnement avec lequel il y a une vingtaine d'années seulement, Raymond Picard (qui était par ailleurs un historien classiciste de la littérature estimable) et d'autres écrivains traditionnalistes, mettaient en question sa méthodologie, son apport à la nouvelle critique qui consistait à commenter

tout ce qui se passe, sachant que rien de ce qui se passe et nous arrive n'est sans signification et comme il a dit dans sa "Mythologie", "le discours écrit mais aussi la photographie, le cinéma, le reportage, le sport, le spectacle, tout cela peut servir de support à la parole mythique". Il nous a appris que rien ne manque d'intérêt, qu'il n'y a rien qui ne puisse être rendu significatif par notre regard réfléchi.

Pas une page dans ces textes, brefs ou longs, préfaces à des catalogues d'expositions organisées à l'étranger, articles de revue ou interviews, où l'on ne serait pas frappé par une trouvaille. Prenons le cas d'Arcimboldo (XVI^{ème} siècle) ou de Gentileschi (XVII^{ème}) : Serri a raison de dire que leurs œuvres semblent avoir dû attendre quelques siècles pour trouver enfin une parole qui sache dire leur valeur avec justesse. Qu'il parle de Cy Twombly (1954-1977), des affiches anglaises de la fin du siècle qui lui servent à démontrer que la morphologie du corps humain est soumise à l'histoire, il surprend, il choque, il convainc. Ses textes et leurs objets renvoient au regard de Barthes, qui a su prendre plaisir aux apparences et voir au-delà des apparences, comprenant comme Goethe que "alles Vergänglichliche ist nur ein Gleichnis", tout ce qui apparaît n'est qu'un signe, une métaphore, un message, un mythe à déchiffrer.

Le temps à déchiffrer Barthes lui-même semble être arrivé. Deux livres à lui consacrés sortent de librairie : l'un de Vincent Jouve, : *La littérature selon Roland Barthes*, l'autre de Philippe Roger, *Roland Barthes, roman*. Plusieurs volumes de ses œuvres éparées ont paru successivement aux Editions du Seuil : "L'obvie et l'obtus", - "Le bruissement et la langue", et tout récemment "L'aventure sémiologique" pour ne point parler du petit chef d'œuvre de goût et de dévouement qu'est le luxueux catalogue de l'exposition inaugurée le 5 mai où l'on trouve beaucoup de ses textes inédits.

Voici donc l'ancien collaborateur de notre juvénile et subversif *Arguments* (1) sur le point de devenir - après avoir déjà franchi le seuil du Collège de France - un

n'a pu échapper à son regard, toujours à la recherche de ce qui est en marge de l'art pour devenir un art consacré. Ses pages sur quelques "Photogrammes" d'Eisenstein sont un morceau d'anthologie que j'aimerais citer toute entière. Comme ses méditations sur la magie grotesque d'Arcimboldo et le Judith et Holofern d'Artemisia Gentileschi, dont il dit avec un humour macabre : "Si les deux femmes devaient violer le général, elles ne s'y prendraient guère autrement". Et qui a mieux défini le Pop'art dont il disait que "c'est un théâtre, où d'une part la culture populaire du temps est présent comme une force révolutionnaire qui conteste l'art mais cependant l'art y est présent comme une force très ancienne qui fait retour irrésistiblement dans l'économie des sociétés. Il a deux voix, comme dans une fugue - l'une dit : ceci n'est pas de l'Art, l'autre dit en même temps : Je suis Art".

Une autre facette de Barthes est celle du sociologue structuraliste, soucieux de placer - s'il le faut en recourant à Marx - les faits et événements artistiques dans leur contexte social. Ainsi il tient à nous rappeler "l'origine mercantile de notre écriture". C'est le prototype du Scribe syrien qui a fabriqué en quelque sorte notre alphabet. Mais en même temps Barthes tenait à larguer l'écriture loin de ses fonctions économiques et communicatives. Son esthétique, il n'a pas eu le temps ou le désir de systématiser, implique que "le point d'insertion de nos recherches doivent être plutôt les zones où les fonctions sont débordées par des désirs ou pulsions ou par des transformations qui les dépassent."

On ne peut lire sans émotion le "Barthes sur Barthes" où il se réécrivait en quelque sorte, et ses "Fragment d'un discours amoureux" où le scientifique cède au poète qu'il a été peut-être en premier lieu.

Même inachevée, l'œuvre de Barthes reste riche en stimulation et d'une fraîcheur inaltérée. On sait que c'était la mort de sa mère qu'il aimait avant tout qui fut le traumatisme qui le frappa comme dit Morin, à la source de sa raison de vivre. Mais il aimait vivre et sa vitalité, sa sensualité, sa curiosité paraissent surmonter son immense chagrin. Et pourtant l'accident stupide qui provoqua sa mort, n'était peut-être pas un hasard. En écrivant ces lignes je sens sur moi son beau regard attentif et réservé et me souviens avec nostalgie des gaietés des soirées d'*Arguments* où le jeune auteur des mythologies déjà complètement guéri de la maladie infantile marxiste de sa génération, disait sa détermination "de vivre pleinement les contradictions de notre temps". Il y a réussi. Et s'il a dit un jour avec hauteur que le drame se sublimait mais la tragédie se mérite comme tout ce qui est grand, alors sa disparition précoce mérite d'être nommée tragique.

François FEJTO

(1) "Arguments", revue publiée de 1957 à 1962, était dirigée par Edgar Morin, Kosta Axelos, Jean Duvignaud, Colette Audry, François Fejtó et Pierre Fougeyrollas, lequel est passé depuis cette époque au trotskysme, à travers le gaullisme et le tiers-mondisme, désavouant ses textes d'alors.

Giuseppe Arcimboldo : "L'Été"

classique qui apprendra à des générations à aimer ce qu'il a aimé : Pollock et Twombly (Palmiro), les photos d'Abidon et de Kertész, les "Lettres d'Enté", et aussi Schumann et la musique romantique qui lui ont inspiré des textes d'une poésie exquise, l'art de vie courtois et raffiné du Japon.

Pourtant Morin avait sans doute raison de dire que ce qui nous étonnait en Barthes, c'était "la présence dans la distance". S'il aimait le théâtre de Brecht, ce n'était guère par adhésion au théâtre politique mais parce que Brecht avait prôné la distanciation de l'acteur face à son rôle. Barthes était aussi écrivain "au second degré", écrivain écrivant sur l'écrivain, sur le peintre, sur le tout de la vie. On le qualifiait de critique. Or ce n'est pas la valeur qu'il cherchait à établir, d'un poème, d'un drame, d'une peinture, mais leur avènement, leur milieu de genèse, leur répercussion. Il visait l'objectif par un excès de subjectivité. Il était un découvreur à la recherche de l'inconnu, ainsi son peintre flamand préféré était l'obscur et paradoxal Saenredam, si différent du Vermeer de Delft dont il a dit avec audace "qu'il n'a cessé d'approcher la qualité la plus superficielle de la matière : la luisance". Il a écrit des sortes de variations brillantes et provoquantes sur d'Harcourt photographe des stars, sur les planches de l'Encyclopédie dans les images desquelles il a su faire voir "l'enchantement d'un monde sans peur".

Il est évident que l'importance culturelle du cinéma

DISQUES

● **LISZT** : concertos pour piano n° 1 et 2 - Trois études de concert (C. ARRAU, piano - Orchestre Symphonique de Londres - Direction C. DAVIS - Philips 416.461.2)

La réédition en disque compact des deux concertos pour piano de Franz Liszt par Claudio Arrau et l'Orchestre Symphonique de Londres dirigé par Sir Colin Davis est un des plus beaux disques de l'Année Liszt. Les interprétations de qualité de ces concertos sont nombreuses : nous disposons des versions de Cziffra, de Samson François (EMI), de Berman et Giulini (Deutsche Grammophon), de Brendel et Haitink (Philips). Deux autres bonnes interprétations sont disponibles en disque compact, celle de Duchable (Erato) et surtout Richter (Philips). Ce sont trois faces de microsillon qui ont été gravées sur un compact puisque l'éditeur nous offre en complément de programme les trois études de concert pour piano seul, écrites en 1848.

Les deux concertos de Liszt ont été écrits entre 1840 et 1850. Bien qu'innovant tous les deux en créant des rapports plus libres entre le piano et l'orchestre, seul le second possède une construction réellement nouvelle en son seul mouvement.

Cinq ans avant leur récent et formidable enregistrement du concerto "de l'Empereur" (Philips 416 - 215), Arrau et Colin David nous offraient la plus pure et la plus fidèle des interprétations de ces concertos. Les démonstrations de virtuosité ne sont jamais exagérées ; ces œuvres sont pourtant parmi les plus difficiles à jouer du répertoire pianistique. Le romantisme est constamment présent sans emphase superflue.

Les trois études de concert, parfois appelées Caprices poétiques, ont été enregistrées en 1976. Mais, de même que dans l'enregistrement des concertos, la prise de son analogique est de bonne qualité, si bien que rien ne nous est caché du souffle du pianiste et de la beauté du son du piano.

● **SCHUBERT** : Quatuors à cordes n° 13 et 14 "La jeune fille et la mort" (Quatuor Alban Berg EMI 270.248)

Les Quatuors de Schubert font partie des plus belles pièces de musique de chambre du XIX^e Siècle. Les plus connus, et à juste titre, sont les trois derniers, le treizième en La mineur, le quatorzième en Ré mineur "La jeune fille et la mort" et le quinzième en Sol majeur. Le Quatuor Alban Berg interprète les treizième et quatorzième dans un très beau disque récemment paru chez EMI. C'est une prouesse technique d'avoir logé sur chaque face un quatuor qui occupait d'habitude un microsillon à lui tout seul. Il faut remercier l'éditeur de nous proposer ainsi un disque trente-trois tours de près d'une

heure et quart.

Mais la quantité n'a pas été substituée à la qualité. Sans atteindre le niveau des interprétations des Quatuors Melos ou Amadeus (Deutsche Grammophon), le quatorzième quatuor est remarquablement interprété. Le superbe andante, série de variations sur le thème du lied "La jeune fille et la mort" composé dix ans plus tôt, est exactement joué dans l'esprit de mélancolie qui devait être celui de Schubert à quatre ans de sa mort, alors qu'il n'avait que vingt sept ans.

Le treizième quatuor est une totale réussite. Le Quatuor Alban Berg sait ici choisir quand il le faut légèreté, violence ou réserve, comme dans son autre enregistrement plus ancien de dix ans (Téléfunken). L'excellente prise de son numérique contribue à faire de cet enregistrement un disque à conseiller pour découvrir deux des plus beaux quatuors d'un des premiers grands romantiques.

● **CHOPIN** : Sonates pour piano n° 2 et 3 (Maurizio Pollini, Deutsche Grammophon 415 - 346)

Maurizio Pollini enregistre peu. Son dernier disque, les études symphoniques de Schumann, a presque deux ans. De par leur rareté et leur qualité, chacun de ses enregistrements est un événement. Une fois de plus, son interprétation des deuxième et troisième sonates de Frédéric Chopin, dernièrement parues chez Deutsche Grammophon, est splendide.

Si on excepte la première sonate, œuvre de jeunesse peu jouée et rarement enregistrée, ces deux œuvres constituent les seules tentatives de Chopin d'assembler plusieurs morceaux pour piano seul de manière construite. La deuxième sonate est surnommée "funèbre" en raison de son troisième mouvement, la célèbre marche funèbre, composée deux ans avant le reste de la sonate (1839). La troisième sonate de cinq ans postérieure, œuvre d'une construction et d'une inspiration magnifiques, est moins connue, victime de l'ombre que lui fait la sonate funèbre.

Pollini est un des plus grands interprètes actuels de la musique de Chopin. Ici, il fait à la fois preuve d'une grande virtuosité dans les deux prestos et d'une grande poésie dans les deux mouvements lents. Il réussit à passionner sans répéter l'auditeur, en sachant notamment moduler sans exagération les tempos et utiliser pleinement les nuances. C'est sans aucun doute une interprétation qui fera référence pendant longtemps, de même que ses enregistrements plus anciens des préludes et des études de Chopin (Deutsche Grammophon). On attend déjà avec impatience le prochain disque de ce pianiste qui n'a pas encore quarante cinq ans.

Marc DARMON

notes de Lecture

● "La Politique" de René Pucheu

C'est une rude ascèse que s'est infligée René Pucheu dans ce livre qui explique la politique aux adolescents. Rude et méritoire à une époque où, pour briller et passer la télévision, il faut n'être pas pédagogue. Mais je reconnais là l'inspiration profonde qui nous a réunis pendant vingt-cinq ans dans l'équipe d'*Esprit*, et qui pousse toujours Pucheu à écrire pour les autres plutôt que pour lui-même et un cénacle d'initiés : le personnalisme, comme aimait dire Jean Lacroix, qui est mort au début de cet été à Lyon, n'est pas une idéologie, mais une pédagogie.

J'ajoute un deuxième satisfecit : il est encore plus méritoire d'insister sur l'importance de la politique lorsque celle-ci est tombée dans le discrédit et que tant de jeunes s'en détournent parce que leurs pères s'en étaient divertis. "On a beau faire, on a beau dire, on n'échappe pas à la politique." Notre dépendance à son égard est même d'autant plus forte que grandit la puissance technique qui nous laisse croire que tout est possible et qui relègue la politique au rang d'un bavardage inutile.

Il est donc urgent d'apprendre la politique aux jeunes gens, ce que fait René Pucheu de la façon la plus claire, la plus agréable et la plus détendue, - la réapprendre peut-être à beaucoup de parents qui, je l'espère, après avoir offert ce livre à leur fils ou à leur fille ("Français, *Françaises*"..., n'oublions pas les futures électrices), viendront le feuilleter en cachette pour pouvoir rester au niveau de leur progéniture. Car je parie que les trois-quarts des Français ignorent les trois-quarts de ce qu'enseigne René Pucheu dans son livre.

Les élections, l'Etat, ses pouvoirs et les contre-pouvoirs, l'administration, les partis et les syndicats, rien n'est omis, et l'on débouche, comme il se doit, sur l'Europe, puis sur la planète, l'ONU, les multinationales et les grandes religions : l'ébauche d'une politique œcuménique... Bref, tout ce que vous devez savoir pour être un citoyen, et ce que vous apprendrez sans vous ennuyer. Deux critiques cependant. J'aurais aimé plus d'insistance sur l'économie, qui impose sa loi à la politique, et surtout une mise en perspective historique mieux marquée, car bien des choses dans notre politique ne peuvent être comprises sans cela.

Mais ces regrets n'atténuent pas l'admiration que je porte à ce livre qui témoigne d'un don assez rare : être simple sans simplifier, car toute la philosophie en est pascalienne (ce n'est pas par hasard que l'auteur se dissimule quelquefois derrière le pseudonyme de René Pascal) en ce sens que le livre repose sur ce paradoxe fondamental : "Les choses de la vie n'existent que contradictoirement" - et la politique, davantage qu'aucune autre, puisqu'elle est grande et mesquine, opprimante et libératrice, et que les hommes qui la font sont à la fois anges et bêtes. Ainsi, c'est à la racine que Pucheu sappe les manichéismes et qu'il pose, entre scepticisme et fanatisme, les bases d'une éducation politique et civique qui est en même temps raisonnable et fraternelle.

Jean-Marie DOMENACH

"La Politique" Editions Ouvrières / Initiatives-jeunes, de René Pucheu.

● La démocratie chrétienne, force internationale

En mai 1984, l'Institut de politique internationale et européenne de l'Université de Paris X Nanterre organise au Sénat avec la collaboration du Parti populaire européen un colloque, présidé par Alain Poher, sur "La démocratie chrétienne, force internationale". Il s'agissait, et ce pour la première fois, d'étudier, du début du siècle à nos jours, l'évolution de la coopération internationale entre les partis et mouvements démocrate-chrétiens et d'amorcer une analyse comparative de leur histoire, de leurs cultures politiques et de leurs stratégies régionales et mondiales. Ces travaux ont été repris et actualisés, jusqu'au dernier congrès, en juin 1986 à Lisbonne, de l'Internationale démocrate-chrétienne, par Hugues Portelli (directeur de l'I.P.I.E.) et Thomas Jansen (secrétaire général du P.P.E.) dans un fort volume, qui rassemble en outre dans des annexes l'ensemble des statuts et manifestes du mouvement ainsi que les données de base sur les organisations et le personnel dirigeant.

Le projet était ambitieux, il a été parfaitement mené à bien. On ne peut que se féliciter que soit ainsi - et enfin - offert un ouvrage d'une remarquable richesse d'information traitant d'une importante famille politique dont l'originalité et l'identité comme les références doctrinales et le caractère international invitent à examiner attentivement l'influence et les perspectives d'avenir, le rayonnement de son projet politique et la vitalité de son idéal.

Un premier ensemble de contributions retrace la genèse de la coopération internationale entre démocrates-chrétiens, depuis les liens informels entre des partis confessionnels (Ph. Levillain) avant 1914 et la première ébauche de solidarité dans l'espace européen, à l'initiative de Luigi Sturzo, durant l'entre-deux-guerre (Jean-Marie Mayeur), jusqu'à l'essor après la seconde guerre mondiale, avec notamment les Nouvelles Equipes Internationales (N.E.I.) dont l'action est décrite par R. Papini. La succession d'organisations plus ou moins structurées en Europe mais dotées d'un projet commun, la rencontre avec l'équivalent sud-américain conduiront dans les années 1960 à la création d'une véritable Internationale, qui s'est dotée, depuis quatre ans, des instruments indispensables à une action efficace. La démarche appropriée vers la construction d'un mouvement qui puisse rivaliser avec l'Internationale socialiste est retracée par P. Letamendia, A. Louis, R. Papini et B. Palmer tandis que H. Portelli et Jürgen Hartmann comparent le rôle de l'Internationale Démocrate Chrétienne (I.D.C.) avec celui des autres Internationales et notent la coexistence ambiguë avec certaines d'entre elles, notamment les conservateurs.

En fait, l'internationalisme démocrate-chrétien apparaît surtout "régional" et l'action de l'I.D.C. est avant tout d'œuvrer pour maintenir la solidarité entre les organisations de ces vastes ensembles régionaux (européens et latino-américains) et défendre l'identité et la spécificité du mouvement.

Cette identité est analysée par un second ensemble de contributions qui s'interrogent sur la "culture politique" de la démocratie chrétienne. Emile Poulat rappelle le tribut doctrinal que le mouvement doit à la doctrine sociale de l'Eglise, tandis que René Rémond retrace les étapes de l'émancipation progressive du fait de la laïcisation mais aussi de l'ouverture aux protestants, étudiée par F. Hartweg dans le cas de la C.D.U. ouest-allemande. Les difficultés auxquelles se heurte une relance doctrinale sont soulignées par R. Papini tandis qu'Etienne Borne explique pourquoi et comment la doctrine démocrate-chrétienne s'est toujours refusée d'être une idéologie et a tenté de relever le défi du machiavélisme. Il nous paraît opportun de citer quelques lignes du texte d'Etienne Borne qui souligne utilement le fondement de la pensée démocrate-chrétienne et le sens profond de ce terme qui a pu prêter à des équivoques et des malentendus sur les rapports de la politique et de la foi : "L'homme démocrate-chrétien n'a pas le monopole d'une idée qui pourrait être le bien commun de tous les démocrates, lesquels ne peuvent vraiment croire à la démocratie que s'il existe des valeurs, droits de l'homme, justice, liberté qui ne sont pas d'origine politique et dont le contenu et le sens ne sont ni épuisés ni épuisables dans le champ de la seule politique. Mais ce supra-politique, le démocrate-chrétien lui donnera figure en affirmant par le nom qu'il se donne que sa conviction politique-méthode démocrate est enracinée dans ce supra-politique qu'est le christianisme. Sa vraie dénomination est donc *démocrate d'inspiration chrétienne*."

... L'idée démocrate-chrétienne est une idée politique et s'il est naturel que les chrétiens se sentent plus à l'aise qu'ailleurs dans un parti démocrate-chrétien, celui-ci n'est pas pour cela un parti confessionnel ; un incroyant et un agnostique peuvent être un démocrate-chrétien à part entière puisqu'il est fort possible de reconnaître le rôle culturel des Ecritures judéo-chrétiennes et la fonction civilisatrice d'Eglises "expertes en humanité" sans adhérer à la révélation et sans faire allégeance à l'institution ecclésiale".

Quant à René Rémond, après avoir rappelé en historique les critiques formulées par des intellectuels chrétiens à l'égard de l'idée d'une politique chrétienne, redoutant que la foi devienne le ressort et la justification de choix politiques, il rejoint Etienne Borne sur le thème de l'autonomie culturelle et doctrinale de la démocratie chrétienne, sur sa déconfessionnalisation, et pose quelques vraies questions sur les orientations politiques de cette jeune Internationale, sur son identité, la fidélité à son éthique, et par-delà les différences de situations, sur sa cohérence dans un monde où la crise de la démocratie, de l'économie, de l'ordre international impliquent transformations et mutations ainsi qu'effort d'imagination "La démocratie chrétienne réussira-t-elle à être autre chose que le refus des extrêmes, le seul rejet des autres systèmes, la définition d'une voie moyenne et le balancement entre centre droit et centre gauche ? Problème

de tous les centrismes, formulé en termes politiques”.

Les deux derniers ensembles de contribution sont consacrés aux organisations régionales : Amérique latine, Afrique, Europe centrale, Europe occidentale. Si G. Bersani ne peut que constater les difficultés de pénétration en Afrique malgré des tentatives permanentes et si K. Sieniewicz retrace le destin tragique des démocrates-chrétiens d'Europe centrale, l'essor du mouvement en Amérique latine et en Europe occidentale est longuement analysé.

L'organisation démocrate-chrétienne latino-américaine (O.D.C.A.) est présentée par A. Ponsati et A. Salvini qui retracent les différentes étapes du mouvement, depuis son apparition dans l'entre-deux-guerres et son véritable essor dans les années 1950 jusqu'aux succès (Chili, Vénézuéla, Amérique centrale) et aux drames (affrontements avec les dictatures militaires, avec les nationalistes se réclamant de l'idéologie de la sécurité nationale, avec les marxistes révolutionnaires recourant à la violence et à la guérilla) de la période contemporaine.

Les liens étroits avec le catholicisme mais l'autonomie par rapport à l'Eglise, l'interaction avec le mouvement syndical dans le respect des autonomies réciproques sont traités par A. Vanistendael, B. Lestienne et D. Gonzales. Le poids de la doctrine sociale chrétienne, de la philosophie personnelle, mais aussi les problèmes que posent le développement, surtout dans les nouvelles générations, de la théologie de la libération et de synchrétismes idéologiques avec un marxisme hétérodoxe, sont soulignés, montrant les chances mais aussi les obstacles auxquels se heurte l'affirmation d'une "troisième voie" entre les totalitarismes d'extrême-droite et d'extrême-gauche.

Le destin des démocraties chrétiennes européennes apparaît, en comparaison, plus paisible et peut-être plus marqué par la pression culturelle du libéralisme, et parfois même pour tel pays d'un certain conservatisme. Les différentes contributions qui sont consacrées aux organisations européennes, et particulièrement au Parti Populaire Européen (P.P.E.), insistent surtout sur leur rôle pratique : l'élaboration et la mise en œuvre difficile

Deux manières de croire : les "ce que je crois" de Claude Imbert et de Jean Delumeau

A moins d'un an d'intervalle, la collection "Ce que je crois" s'est enrichie de deux ouvrages qui retracent des cheminement spirituels ayant la même origine et des points d'aboutissement opposés. Claude Imbert et Jean Delumeau ont été élevés dans la religion catholique. L'un comme l'autre ont éprouvé la difficulté de concilier les exigences et les formulations de la foi avec l'évolution du monde. Le premier, installé dans le scepticisme, est en quête d'une nouvelle croyance. Le second trouve, dans chaque obstacle surmonté, matière à renouveler, enrichir et affermir son engagement chrétien.

de l'unité européenne (J. Mallet et J. Vandamme), l'action au sein du Parlement européen (A. Oostlander, F. Herman, P. Buffotot) ainsi que ses structures (Thomas Jansen), son personnel politique (M.R. Simonnet) et son influence électorale (Monique Blanc). Forte de la cohérence de son projet d'une Europe unie, de l'homogénéité de son organisation européenne, la Démocratie d'inspiration chrétienne reste, malgré l'élargissement de la C.E.E., la principale force de cette Europe occidentale dont le Parlement siège à Strasbourg.

Il n'était pas question, malgré l'ampleur et l'intérêt des contributions confiées aux spécialistes de l'étude de cette grande famille politique, d'épuiser l'étude comparative et internationale du mouvement. La confrontation entre acteurs politiques et universitaires a permis d'amorcer un débat et une recherche collective dont il faut espérer qu'elle s'enrichira encore de travaux du même type. De ce point de vue, l'étude historique de la coopération internationale démocrate-chrétienne que Roberto Papini vient de faire paraître et qui s'appuie sur une excellente connaissance du mouvement et l'accès à des archives inédites constitue un complément aux travaux dirigés par H. Portelli et T. Jansen. Ces travaux, heureusement réunis en volume, sont un apport essentiel à la description d'une force politique de dimension internationale qui respectant les diversités, les traditions et les cultures nationales, présente une cohésion puisée dans une inspiration commune, une philosophie et une histoire à laquelle Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi ont pris la part que l'on sait.

Henri BOURBON

● *La démocratie chrétienne, force internationale*, Hugues Portelli et Thomas Jansen, éd. Collection "Recherches de la politique comparée", n° 2, PUBLIDIX, 510 p. 100 F (à commander à PUBLIDIX, Université à Paris X, 2, rue de Rouen, 92000 NANTERRE).

● *L'Internazionale DC*, Roberto Papini, Franco Angeli ; Milano 441 p. 360001.

● *Le premier volume de la Collection "Recherches de Politique comparée", édité sous la direction de Hugues Portelli, était consacré à "La social-démocratie et la défense européenne"*.

Claude Imbert centre sa réflexion sur ce qu'il appelle "le grand passage". Dans un style brillant, émaillé de citations qui semblent couler de source, il décrit l'effondrement des valeurs auxquelles, depuis deux millénaires au moins, l'Occident doit ses convictions, sa force, son rayonnement planétaire et, pour tout dire, sa raison d'être.

Il désigne le responsable : pour lui, il s'agit du christianisme engagé dans la voie d'un déclin irréversible. Promenant un regard attristé et désenchanté sur les

décombres laissés par les bouleversements familiaux, moraux et sociaux que nous constatons et subissons, il propose une solution de substitution qu'il baptise "religion de la liberté".

Comment ne pas partager son attachement à ce bien précieux entre tous, d'autant plus précieux qu'il devient plus rare, puisque sur la centaine d'Etats reconnus par les instances internationales, une quinzaine seulement peuvent être classés au nombre de ceux qui respectent cette vertu majeure, sans laquelle l'homme ne peut accéder à la dignité.

Mais cet attachement laisse, cependant, entière une question : la religion de la liberté qui, comme toute religion, suppose une foi, peut-elle remplacer la foi ? Telle que Claude Imbert la propose, elle est dans le droit fil de son athéisme qui est, il est vrai, plus de résignation que d'adhésion militante.

S'est-il, dans ces conditions, éloigné de l'Eglise en tant qu'institution ou de la foi en tant que croyance ? Il est plus facile de poser la question que d'y répondre, tant les imbrications sont étroites entre la foi qui s'exprime par des structures temporelles et celle qui se vit comme une expérience transcendante.

S'il est patent que l'Eglise, dans son organisation et son langage, a trop longtemps pratiqué l'immuabilité, au point de se placer en position de rupture avec le monde, la foi, lorsqu'elle illumine l'intériorité de chacun, traduit non l'adhésion à une entité abstraite, mais la relation à une présence qui nous dépasse infiniment.

Il est permis, dans ces conditions, de douter que face à la montée de l'Islam et à la séduction toujours puissante du marxisme, la liberté, pris en tant que telle, comme une simple donnée existentielle, soit en mesure de sécréter les forces spirituelles capables de faire reculer les dogmatismes et les totalitarismes.

Comment, de plus, coupée de ses causes transcendantes, cette notion serait-elle capable de donner de l'homme la vision globale, explicative et mobilisatrice qui apaise notre soif de connaître et notre besoin d'espérer !

Claude Imbert est en quête d'un bonheur qui semble se dérober sous ses pas. Jean Delumeau ouvre sa réflexion sur le rappel d'instant de bonheur tels que nous pouvons les éprouver "hic et nunc", sans doute de manière discontinue, voire fugitive, mais avec une plénitude qui en préfigure la possible pérennité. L'allégresse, qui sous-tend sa démarche, prend sa source dans la conviction inentamable que le monde ne peut se passer de Dieu. L'art qui s'en détache ne mérite plus ce nom et la science, loin d'en évacuer le besoin, révèle, en progressant, l'infini de l'inconnaissable. Loin d'être antinomique de la foi, elle y ramène, car elle contraint le rationalisme à l'humilité. Il avait cru abolir le mystère et voilà que le mystère submerge les conquêtes de la raison.

Mais Dieu vers lequel, par l'ironie du paradoxe, la science conduit rationnellement, ne relève pas de la

connaissance rationnelle, mais de la révélation.

Jean Delumeau, nourri de la Bible, passe de la Genèse aux Evangiles, des prophètes et des psalmistes à Saint Paul, des Pères de l'Eglise aux commentateurs les plus récents et les plus autorisés des textes sacrés, pour trouver dans la parole vivante de Dieu l'illumination qui apaise la révolte et rétablit l'espérance face à la souffrance, au mal et à la mort. La vie spirituelle, pas plus que la vie tout court, ne se démontre. Elle est un état en même temps qu'elle est un don.

Passant de l'expérience de la révélation à l'expérience tirée du comportement de l'Eglise, Jean Delumeau ne se départit pas de son optimisme. L'accumulation des erreurs, des retards, des intolérances qui ont marqué ce comportement acheminent désormais vers l'authenticité et la vérité.

Prolongeant le chemin parcouru dans la désolidarisation de l'Eglise par rapport aux puissances terrestres, Jean Delumeau plaide pour une référence intégrale aux versets du Magnificat, ce qui l'amène à évoquer sans embarras les théologies de la libération. Pour lui, les références scripturaires sont suffisamment explicites. Toutes plaident pour la libération des oppressions, condition de la promotion de l'homme. Point n'est besoin d'en faire une lecture marxiste, encombrée d'un fatras de concepts pseudo-scientifiques et, de surcroît, colorés d'athéisme pour en mesurer la plénitude et le caractère normatif.

Fervent partisan de l'œcuménisme, il rappelle la parole du Christ "Père, que tous soient un, comme nous sommes un : moi en eux et toi en moi". A cette injonction capitale, il oppose le douloureux démenti de l'histoire, mais c'est aussitôt pour inventorier les obstacles et constater qu'ils sont en train de s'aplanir. Sous sa plume, les disputes entre théologiens et les déchaînements de violences qu'elles ont alimentés s'apparentent plus à des prétextes qu'à des causes, comme si des volontés de cassures préexistantes, souvent étrangères à des articles de foi, avaient légitimé leurs excès en se parant de la défense de l'orthodoxie.

Dès lors que la foi redevient la préoccupation centrale, les divergences se traduisent davantage par des habitudes de langage que par l'antagonisme des convictions.

C'est dans le même esprit d'ouverture, où l'appel à dépasser l'accessoire va de pair avec l'intransigeance sur l'essentiel, que Jean Delumeau aborde les problèmes de la sexualité, du mariage et de la famille, autant de sujets où l'évolution des mœurs et les progrès de la science rendent l'"aggiornamento" aussi nécessaire que difficile. Non pour faire table rase des tabous, mais pour conjuguer amour et fidélité et les alimenter à la source vive de la parole inspirée.

Après avoir lu Jean Delumeau et Claude Imbert, on ne peut manquer de poser la question : comment deux hommes, nourris, à l'aube de leur vie, des mêmes convictions chrétiennes et confrontés à la même difficulté de

oire, ont-ils pu adopter des comportements aussi éloi-
nés, celui-ci détruisant la foi par la raison, celui-là
enrichissant la raison par la foi ? Sans doute n'aurons-
nous jamais de réponse à vue humaine, tout au plus la
leur que les deux auteurs nous laissent entrevoir en
raison de conclusion : l'agnostique pour qui on "déses-
père alors qu'on espère toujours", le croyant qui, tels les
disciples d'Emmaus, adresse au Christ cette supplication

pressante : "il se fait tard, reste avec nous". Comme si
l'incroyance ne parvenait pas à éteindre le besoin de
croire et la croyance le besoin d'être sans cesse affirmé
dans la foi.

Emile ARRIGHI de CASANOVA

Editions Grasset

Un phénomène permanent et universel : le Marché noir

C'est *L'histoire des Marchés Noirs* à travers les âges,
que nous propose René Sédillot, historien et journaliste,
ancien rédacteur-en-chef de la Vie Française, aux Edi-
tions Taillandier (354 p., 120 Frs). Une histoire docu-
mentée, fourmillant d'anecdotes savoureuses, qui essaie
de démontrer, que même haïssables, les marchés noirs
sont nécessaires à l'histoire et aux hommes. Bien sûr, il
y a un soupçon de paradoxe dans cette affirmation.
Mais le talent de René Sédillot arrive, et ce n'est pas un
simple exploit, à nous faire quitter un instant la rigueur
journaliste pour une indulgence amusée, envers la
débrouillardise de l'individu rebelle aux ukases de
l'Etat.

Pourtant, malgré l'indulgence, on ne peut pas tou-
jours suivre Sédillot qui va jusqu'à affirmer dans son
arrière-propos, que si le trafic de la cocaïne est scanda-
leux pour le magistrat, il est normal pour le paysan
arabien qui vit de la culture de la coca, ou encore que
la spéculation des capitaux est un simple réflexe de défense
contre le contribuable surimposé. Expliquer n'est pas jus-
tifier. Cette réserve faite, le livre de Sédillot mérite d'être

prix, qui engendre tout naturellement son contraire, le
marché noir. Les juifs et les lombards pratiquent l'usure,
malgré les interdictions pontificales et gouvernementa-
les. Les impôts taxant certaines marchandises ou biens
de consommation, favorisent un marché souterrain (ali-
menté par la contrebande) auquel les citoyens recourent
volontiers. La rarefaction, la pénurie, la cherté, sont des
facteurs de marchés illégaux certes, mais populaires.
L'exemple le plus évident, est la gabelle ou impôt sur le
sel.

Sous Louis XIV, la division de la France en cinq zones
de taxation différentes de la vente du sel, fait qu'un
quintal de sel vaut pratiquement vingt fois moins cher en
Bretagne que dans la région parisienne. Le revendre dix
fois plus cher à Paris qu'en Bretagne est donc profitable
pour les contrebandiers, mais aussi pour les Parisiens qui
l'achètent au marché noir deux fois moins cher qu'au
marché officiel. Il en va de même pour le tabac, dont
l'illustre Mandrin monopolisera le marché pendant neuf
ans, dans toute la région Rhône-Alpes-Dauphiné.

Dioclétien invente le "maximum"

Aux yeux de l'auteur toute forme de dirigisme engen-
dre son contraire, c'est à dire le marché noir ou marché
illégal en marge de la réglementation. Les grandes
civilisations antiques grecques ou romaines, pratiquaient
déjà la taxation des prix. L'Antiquité croit fortement que
la hausse des prix est génératrice d'indigence. Dioclétien
en 301, assigne un plafond à toutes les marchandises et
services, par le décret de *preiis rerum venalium*. Tout
entrepreneur est puni de mort ! Salaires des ouvriers
ruraux, prix de poulets, ou des esclaves, tout est tarifé
par l'Etat. C'est le fameux édit du maximum, mais c'est
aussi la naissance du marché noir ! Les Romains impor-
tent clandestinement leurs esclaves en les habillant de la
robe blanche des citoyens pour les faire venir à Rome, et
ont dû ainsi de payer la taxe d'importation qui les
coûte cher !

La gabelle fait naître le faux-saunage

Durant tout le Moyen-Age jusqu'au dix-neuvième siè-
cle, les Etats et les souverains imposent le contrôle des

La Pompadour trafique des "Indiennes"

Les étoffes indiennes sous Louis XV, sont pratique-
ment interdites à la vente pour boycotter l'Angleterre et
la Compagnie anglaise des Indes. Tentation donc de faire
venir d'Italie, ces étoffes indiennes dont raffolent les
élégantes des salons parisiens et même de la Cour.
Madame de Pompadour n'hésite pas à recourir au mar-
ché noir, de même que la du Barry, pour se procurer ces
étoffes interdites.

La Révolution de 1789, et le Directoire, sont des
périodes de pénurie, qui engendrent la taxation et le
contrôle des prix. La loi du Maximum, par exemple.
D'où marché noir du blé, de l'orge, du pain et des pro-
duits de première nécessité dans les domaines de l'habil-
lement et de l'alimentaire.

Des contradictions des ministres et des juges !

Aux U.S.A., la prohibition va créer le mot de *Black
Market*, c'est-à-dire "marché noir". Ce sont les bootleg-
gers qui l'utilisent. Les guerres, les famines sont pour-
voyeuses de trafic de ravitaillement et de médicaments,
tout comme les révolutions de trafic d'armes. La dernière
guerre verra le triomphe du marché noir dans les pays

occupés par l'armée allemande. L'amiral Darlan stockait les morceaux de savon et Pierre Laval, les cigarettes ! Les Français ont gardé un cuisant souvenir des "profiteurs" des années noires de 1940 à 1944 !

Les pays de l'Est comme la Hongrie, et, dans un sens moindre l'U.R.S.S. ont institutionnalisé les marchés parallèles.

A noter cette étrange histoire, rapportée par Sédillot,

● Du silence à la parole de Jacques Le Goff

Voici un livre intéressant, excitant, significatif.

Jacques Le Goff, inspecteur du travail, ancien assistant de Droit public à Brest et à Rennes, proud'honnien et "gurvitchien" - si j'ose écrire - ne s'attache pas, principalement, à décrire la genèse et les évolutions du droit de travail de 1830 à 1936. Si, contrairement à un de ses propos, il ne me paraît pas l'expliquer, du moins il la met en perspective. Il s'agit bien d'une "histoire culturelle" dans la mesure où, radioscopiant le "puzzle juridique" et la marche du temps, il nous permet d'imaginer la signification de ce droit pour les hommes, la société française et la pensée juridique.

Or donc, ainsi que le dit le titre, on ne peut plus clairement, le droit du travail a été, dans un premier temps - en gros de 1830 à 1938 - l'instrument de la soumission et de la disciplinarisation des masses avant, depuis 1936, de leur permettre la "prise de parole", voire d'accéder de "la citoyenneté civile à la citoyenneté sociale". Etant entendu que je grossis trop le découpage chronologique. N'allez pas croire que de 1830 à 1936, il ne se soit rien passé. La "libération" de la parole ouvrière commence dès les années 1880. C'est même la période 1860-1936 qui, pour l'observation de la créativité juridique est la plus passionnante à suivre.

L'une des originalités de Jacques Le Goff est de s'attacher à démontrer que le droit du travail n'a pu devenir moyen d'émancipation que par l'élaboration d'une nouvelle catégorie. Entre le "privé" et le "public" s'est glissé le "social". Accouchement difficile étant donné la structure, depuis la Révolution, bi-polaire, du système juridique français et sa tendance à ramener tout ce qui ne relève pas du "public" à l'individualisme atomistique du Code civil. "Mais qu'est-ce que le social ?... Le "social" correspond d'abord à l'adjonction à la relation fondamentale et toujours référentielle *individu-individu* d'une double relation *individu-société* et *individu-état*. Le "social" désigne également un nouveau mode de structuration des relations faisant une part désormais décisive au *collectif* comme nouvel acteur social et juridique" (p. 97)

Intéressante mise en perspective qui excite la curiosité, faisant monter à l'esprit de nombreuses questions. Par exemple, comment ne pas se demander s'il est tout à fait certain, comme l'affirme J. Le Goff, que "l'entrée

du juge, qui, sous l'occupation faisait du Marché noir le matin et condamnait l'après-midi ceux qui se livraient à cette illicite activité ! Une histoire peu banale qui prouve qu'aux vertus que l'on exige des citoyens, il y a peu de gouvernants qui soient dignes de l'être. Du moins, si l'on en croit notre auteur, tout en paraphrasant Beaumarchais, lequel fut un spécialiste de la vente des fusils au marché noir !

Jean CHELIN

dans un nouvel espace-temps", fondé sur la rigueur de l'horloge et sur la mise en clôture du travail ne fut due qu'à la "logique de puissance", les industriels voulant montrer que la "fonction de coordonnateur des travaux" était indispensable (p. 26). Il y eut de cela. Mais n'est-ce pas plus compliqué ?

Par ailleurs, une fois de plus, on se demande pourquoi le droit du travail a été plus long à naître en France qu'en dans des pays voisins. Bien sûr, ce fait dont J. Le Goff ne traite pas justifie la place décisive qu'il accorde aux "représentations" culturelles dans l'évolution des sociétés. Cependant, pourquoi cet individualisme atomistique que a-t-il été plus fort en France ?

Autre question : l'histoire, sinon du droit du travail du moins des relations de travail, n'est-elle pas susceptible d'une lecture parallèle à celle que fait J. Le Goff. Ne peut-on pas y voir une marche de l'exclusion ouvrière à l'intégration, de la contestation à l'adaptation ? Corrélativement, s'il est bouleversant de lire l'histoire sociale comme la geste ouvrière arrachant "conquêtes" sociales et "acquis", doit-on cracher sur ces hommes d'un fantôme "tiers parti" - patrons bien-pensants, idéologues bourgeois, politiciens clairvoyants qui, à petits pas, ont bricolé "l'ordre établi" pour qu'il soit moins "désordre". A la lecture de J. Le Goff, ils m'ont semblé jouer un rôle capital. De réformette en réformette, par intérêts, prudence ou mauvaise conscience, ils ont permis les évolutions. J. Le Goff ne les aime guère. Cela se comprend. Pourtant, ils furent des auteurs décisifs.

De cette allergie à ce type de gestionnaires vient, vraisemblablement sa tendance - et davantage - à occulte l'influence du catholicisme social et des courants démocrates-chrétiens. Sans exagérer le rôle historique de ces hommes et de ces idées, il est déconcertant que dans une étude sur l'élaboration du "social", ils n'apparaissent pas. J. Le Goff donne d'abondantes bibliographies. C'est bien. N'y trouver qu'une Semaine Sociale citée est surprenant !

D'autant que Jacques Le Goff estime François Bloch-Lainé et admire Jacques Delors. Deux beaux "produits" de ces familles d'esprit, bien plus que du socialisme ! Pour un peu, sur ce point, je chercherais querelle à J. Le Goff !

Enfin, ce livre est significatif de la pensée de

deuxième gauche” et de ses paradoxes. Oscillant, sans cesse, entre l’utopie autogestionnaire, le pragmatisme négociateur et l’obsession de la modernisation. On sent nettement des flottements dans ce livre avec, toutefois, une certaine dominante de l’inclination à l’autogestion. Ce qui explique le désarroi des dernières pages qui traitent de la période 1983-1985. J. Le Goff est tout désorienté de devoir constater que “l’utopie bat en retraite”.

Tant et si bien que le livre se termine morosement. Pas de happy end. Jacques Le Goff craint que le tournant de

83 vers la dérèglementation, la “flexibilité” etc... ne relèvent pas de l’accidentel. “Le droit du travail une statue aux pieds d’argile ?” lance-t-il. En tout cas, il y a de la mutation dans l’air. Peut-être un cycle de 150 ans qui se termine ? Que ce livre permet de mettre en perspective.

René PUCHEU

“Du silence à la Parole” - Droit du travail, société, Etat (1830-1985). Préface de Marcel David, Postface d’Edmond Maire. Ed. Calligrammes-la Digitale (1985).

● Zola et le prêtre de Pierre Ouvrard

La place que tient le prêtre dans l’œuvre de Zola est considérable. Comme le remarque Henri Mitterrand dans sa préface, il est “omniprésent parmi la population des Rougon-Macquart”. Il parle même d’une “fascination” du romancier par la figure du prêtre.

Or Zola est particulièrement hostile à la religion : il refuse la foi et les dogmes qui selon lui tuent l’intelligence ; il récuse le célibat sacerdotal dans lequel il voit un refus de la vie ; il s’oppose à “l’illusion” du surnaturel, au nom de la science et souligne l’incompatibilité radicale entre le monde influencé par la science et l’Eglise. Il craint la force de la religion : républicain, il estime qu’on ne peut être à la fois républicain et ami de l’Eglise. Dans ses romans il privilégie comme thèmes le prêtre et la politique et le prêtre et la femme, ce qui lui permet de dénoncer la capacité d’intrigue attribuée aux prêtres (notamment dans *la Conquête de Plassans* dont l’abbé Faujas est le personnage principal ; souvent les prêtres de Zola sont des “politicards” peu honorables) et l’influence néfaste de la confession. Cependant ni le thème de l’école et de l’enseignement ni celui de la question romaine qui opposa l’Empire au clergé ne sont délaissés.

Pourquoi cette présence “presque obsédante” dans l’ensemble de l’œuvre ? Zola est avant tout un témoin de son temps et ses romans reproduisent l’importance du prêtre religieux et soulignent le rôle éminent du clergé auprès de toutes les classes sociales. On a donc là un témoignage et non une satire ou un pamphlet de marque voltairienne. En fait il ne pouvait s’abaisser à une polémique vulgaire, car s’il s’oppose au prêtre, celui-ci le fascine en même temps, il partage avec lui un rêve semblable de rédemption de l’humanité, mais en même

temps en récuse le discours et l’action. Zola en effet n’est pas seulement témoin ; il est aussi le prophète d’une religion nouvelle, celle du positivisme et de la Science qui lui paraît porteuse des certitudes et des espoirs que la religion ne peut fournir. Le progrès et la raison sauveront l’humanité et apparaissent bien comme une religion nouvelle. Le roman *Lourdes* dans le cycle “Les Trois Villes” lui permet d’opposer raison et foi comme deux univers incompatibles.

Il est plaisant de constater que c’est à un ecclésiastique, Recteur de l’Université catholique de l’Ouest à Angers, que l’on doit cette première étude historique et critique sur la figure du prêtre dans l’œuvre de Zola. L’histoire littéraire a elle aussi ses clins d’œil. Ce livre est fondé sur une analyse rigoureuse de tous les romans de Zola et des notes préparatoires du romancier. L’auteur avance méthodiquement dans le cycle des Rougon-Macquart en examinant “le prêtre et la politique” puis “le prêtre et la femme”, ensuite dans le cycle des Trois Villes avec “le prêtre et la religion nouvelle” et tire enfin un ensemble de conclusions sur “Zola et le prêtre”. Il fait l’inventaire des personnages, analyse leur rôle dans chaque ouvrage, leur caractère.

Ainsi Zola est-il désormais mieux situé dans l’histoire des idées. Pierre Ouvrard dans cette étude de grande rigueur scientifique fait découvrir un visage moins connu d’un auteur dont on a souvent caricaturé et détourné les positions.

Jean-Dominique DURAND

Pierre OUVRARD, Zola et le prêtre, Paris, Beauchesne, 1986, III - 218 p.

● Catholicisme social et démocratie chrétienne de Jean-Marie Mayeur

Jean-Marie Mayeur fait ici œuvre très utile en réunissant quinze articles parus depuis 1962 dans des revues ou des ouvrages collectifs en France et à l’étranger. D’un

accès qui n’était pas toujours très facile, ils constituent un ensemble d’études et d’essais de réflexion sur l’histoire du catholicisme social et la démocratie d’inspira-

tion chrétienne aux XIX^e et XX^e siècles. Ils montrent aussi l'itinéraire d'un historien qui a consacré l'essentiel de ses recherches à ces questions depuis sa grande thèse sur l'abbé Lemire.

Ces textes sont regroupés en deux volets.

Le premier précise les notions, dresse un cadre d'ensemble, donne les orientations romaines depuis *Rerum Novarum* ce "texte fondateur" que l'auteur interprète surtout comme un code de morale sociale, ferme sur les principes et les orientations, prudent et ouvert à la fois sur les applications et les solutions dont il n'impose aucune. A partir de l'encyclique de Léon XIII (dont le portrait ouvre symboliquement l'ouvrage) nul ne pouvait nier qu'il fût de la compétence de l'Eglise de parler sur les problèmes de la société. A la suite se situent les études sur l'influence de l'enseignement social de l'Eglise depuis 1931 et de Pie XII sur les mouvements catholiques.

Ce premier volet dans lequel sont également esquissés les partis catholiques et démocrates chrétiens fournit surtout l'important article paru en 1972 dans les *Annales* sur "Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne" qui a tant contribué à clarifier les idées, et les définitions, en confirmant la filiation d'un catholicisme social né dans la mouvance de l'intransigeantisme, dans le refus du libéralisme.

Le second volet regroupe "les expériences françaises", qui s'ouvrent par un bilan historiographique, paru en 1980, mais mis à jour, fort utile. Du père Emmanuel d'Alzon fondateur de l'Assomption à la pensée sociale du Général De Gaulle, ce sont des aspects très divers du catholicisme français qui sont ainsi abordés, qu'il s'agisse des congrès de Lyon de la démocratie chrétienne à la fin du siècle dernier, de l'attitude de l'Eglise devant l'argent et l'enrichissement, de ses relations avec les classes moyennes (alors qu'elle s'est toujours plus soucieuse du monde rural et de la classe ouvrière), mais aussi de la place des démocrates d'inspiration chrétienne, du

M.R.P. en particulier, dans le renouvellement des élites en France au lendemain de la Libération ou de leur apport au régionalisme.

Au terme de ce recueil, il convient de noter avec l'auteur combien sont diverses les lectures du catholicisme social, qui a influencé des hommes et des groupes fort différents, ayant "en commun, au départ, une même critique de l'ordre social individualiste né de la Révolution française et une même adhésion au projet fondamental du catholicisme social : marquer la société de l'influence chrétienne" (p. 266). En effet il n'est ni un système ni une idéologie, mais un enseignement sur la société, et en cela il a donc pu rencontrer des idéologies diverses (p. 267). Comme le remarquait Charles Florjé qui fut l'un des principaux animateurs des "Semaines Sociales", le catholicisme social est "un esprit et une méthode plus encore qu'une doctrine" (p. 270). Il est vrai que s'il n'a pas eu un débouché politique avec un grand parti, les influences exercées sont multiples : sur certains hommes politiques, comme hier des dirigeants du M.R.P., aujourd'hui Raymond Barre ou Jacques Delors ou Jacques Barrot, ont reconnu leur dette envers le catholicisme social, "combien de hauts fonctionnaires, d'universitaires, de cadres, de syndicalistes ayant tenu leur place dans les mutations et la modernisation de la France contemporaine qui avaient de près ou de loin subi les mêmes influences" (p. 268). Il suffit de considérer tous les thèmes typiques du catholicisme social aujourd'hui banalisés et intégrés dans le patrimoine commun : la troisième voie entre le capitalisme et le marxisme, les droits de la personne, la notion de solidarité, l'importance reconnue aux corps intermédiaires, la décentralisation... Est toujours d'actualité la distinction fameuse de Jacques Maritain qui conduit à agir "en chrétien", non "en tant que chrétien".

Jean-Dominique DURANT

Jean-Marie MAYER, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Cerf, 1986, 287 p.

REVUE DES LIVRES ETRANGERS

● *Privé/public* par Barrington Moore

Il rôde aujourd'hui une question que l'on pourrait bien (quelque soit la diversité des formes qu'elle emprunte) résumer ainsi : jusqu'où peuvent donc aller la revendication des "droits privés" et l'extension de la "sphère privée" sans que l'une et que l'autre n'engendrent des effets pervers susceptibles de nuire davantage aux individus que ne le faisaient les contraintes publiques exercées sur certaines de ces activités "privées" ?

Qu'il s'agisse du mariage et de la sexualité, de la maîtrise des transformations scientifiques, de la régulation de l'activité économique, de la sécurité et de la justice, la même interrogation se laisse entrevoir : comment déterminer une emprise légitime de la sphère du "public" sur celle du "privé" ?

Il est d'autant moins facile de répondre à pareille question que nous prenons un peu trop vite pour acquis

division privé/public, alors même que sa nature et ses contours ont varié et varient toujours d'une société à l'autre. Un livre du grand sociologue Barrington Moore explore l'histoire et les conceptions de diverses sociétés quant à l'existence de droits et de domaines privés et, par conséquent, quant aux obligations que les hommes entretiennent les uns envers les autres.

Qu'on prenne les Sirionos, en Amérique du Sud, un peuple de chasseurs sans troupeaux domestiqués : la coopération durant les chasses est limitée au minimum, comme le partage de la nourriture ; guère de disputes, pas de meurtres, une morale sexuelle flexible, pas d'autorité publique, et pas d'aide apportée aux membres de la tribu égarés ou en difficulté. Quel contraste avec les Pygmées Mbuti : là, on chasse tous ensemble, au filet ; existe un processus formalisé d'exclusion et de sanction, une recherche marquée de l'unanimité, les matières des événements de la vie personnelle et familiale font l'objet d'une constante attention publique. Contraste encore avec les Jivaros, où la vie communautaire est marquée par l'absence d'autorité régulatrice et la grande fréquence des conflits et des meurtres. Ainsi, l'environnement naturel, l'activité économique, les formes de la morale sexuelle conditionnent largement la perception même d'une activité ou d'un problème comme étant "personnels" (ne regardant que les seuls individus) ou "publics", devant être jugés et tranchés en fonction de normes édictées par la collectivité dans son ensemble.

Les frontières du privé et du public nous sont plus familières lorsque nous nous tournons vers l'Athènes de l'âge classique. Mais, note Barrington Moore, le caractère encore villageois, pré-urbain, de la cité oriente cette distinction autour de la question de la primauté des liens de sang. C'est du désir de codifier et réguler ces liens, que naît l'autorité publique, et c'est elle qui, en contraste, permet l'identification de droits vraiment "privés" : aux sentiments privés correspondent des droits également privés dont l'exercice échappe, au moins partiellement, à la justice des hommes. Une attitude différente de celle enregistrée dans la société hébraïque : là où Dieu est partout et où tout pouvoir découle de Lui, il est difficile

d'identifier une sphère véritablement privée, alors que cependant que dans la même société la valeur et les droits de l'individu sont affirmés en permanence, ne serait-ce qu'au travers du rappel constant des devoirs de chacun envers autrui. Situation opposée dans la Chine ancienne : s'il y existe bien des actions, des domaines et des sentiments proprement privés, l'existence des "droits privés" ne se retrouve, elle, que dans une reconnaissance partielle d'un droit de remontrance. En d'autres termes, un individu peut être "autonome" et privé de droits ou il peut être, au contraire, dans l'obligation de rendre compte de la totalité de ses actions à une instance supérieure et socialement sanctionnée tout en jouissant de droits particuliers et imprescriptibles.

Au vrai, on est amené à reconsidérer davantage encore la distinction privé/public que ne le fait Barrington Moore lorsque l'on constate à quel point la préférence donnée à l'un ou l'autre de ces termes peut varier, dans une société donnée, de façon quasi-cyclique. A un sentiment général d'insatisfaction correspond souvent une mobilisation autour des valeurs "publiques", qui portent la préférence sur l'engagement au service de la collectivité au détriment de la réalisation personnelle. Le triomphe de la "cause" (ou la désaffection que l'on finit par ressentir à son égard), et surtout les contraintes que finissent par engendrer l'engagement public provoquent à terme un repliement sur le privé. C'est le mérite d'Albert Hirschman que d'avoir mis en évidence la périodicité de ces balancements et leur caractère collectif. (1)

Les termes de privé et de public symbolisent des regroupements d'attitudes, de choix, de préoccupations largement contingents et évolutifs. Non point qu'il n'y ait pas, dans chacun d'entre nous, un désir de préservation de son intégrité comme un autre désir de communication, de fusion, d'activité commune. Mais l'intensité et les formes de ces deux tendances sont susceptibles de varier fortement dans l'espace comme dans le temps. Surtout, ces aspirations tournent fou dès qu'on s'éloigne par trop de l'équilibre entre les valeurs qu'elles impliquent, équilibre qu'il revient à nos modernes sociétés démocratiques de rechercher en permanence.

► *Thomas More par Richard Marius*

Sommes nous si éloignés du débat entre sphères publique et privée en venant à la grosse biographie que Richard Marius a consacré à Thomas More ? Non, sans nul doute, et la tension entre valeurs privées et action publique marque si bien la vie de l'auteur de *l'Utopie* qu'elle le conduira au martyre. Curieux homme que cet humaniste et ce saint, nous dit Richard Marius : "cet homme divisé qui croyait aux miracles aussi longtemps qu'ils survenaient dans le passé lointain, qui portait un lice à même la peau et se traça vigoureusement un chemin dans un monde d'hermine et de velours, un homme qui louait fort la virginité et s'est marié deux fois, qui aspirait au monastère et devint Lord Chance-

lier, un homme qui riait beaucoup en public et nourrissait une mélancolie secrète..."

De façon scrupuleuse, parfois tâtilonne, Richard Marius s'attache à nous rendre tous les traits, d'une personnalité de fait bien complexe, insistant sur la "mise en scène" qu'il arrivait à Thomas More de pratiquer parfois autant au bénéfice de son image que par souci pédagogique, comme sur l'inquiétude intérieure qui l'habita toute sa vie. Richard Marius, qui fut l'un des pivots de la grande édition de Yale des œuvres complètes de More, s'attache aussi à scruter les innombrables textes, en montrant tant les ressorts d'une verve polémique parfois un peu facile que des silences qui montrent

que si More sut être "candide comme la colombe" il n'en restait aussi pas moins "prudent comme le serpent". Mais cette *prudence*, au sens fort, est sans doute l'une des vertus de More, lequel concilie, n'en déplaît à Péguy, les "quatre cardinales" avec "les trois théologiques", et elle n'exclue pas, loin s'en faut, le courage et la force d'âme.

La représentation que dresse Richard Marius n'est pas empreinte d'hostilité, bien au contraire, même si le tempérament tourmenté et quelque peu affecté qu'elle nous restitue n'a rien de saint-sulpicien. Marius décrypte

● *Gouverner en Afrique Noire*

Changement de climat avec *Governing in Black Africa*, utile recueil d'essais édité par Marion E. Doro et Newell M. Stultz. Les contributions du volume sont centrées essentiellement sur la problématique du "développement politique", c'est-à-dire sur la relation réciproque entre les formes de la participation et de la structure politiques d'une part, le processus de développement d'autre part. On est loin, bien sûr, de l'enthousiasme des années soixante quant au rôle joué par la mobilisation populaire dans un développement intégré ou au charisme des nouveaux leaders.

Même des concepts un temps aussi peu questionnés que celui d'"ethnicité" sont remis en question : la conscience ethnique peut se former et se déformer au gré des luttes coloniales et post-coloniales et elle peut se prêter à une analyse "stratégique" en termes d'intérêt et de regroupement à l'instar des autres formes d'appartenance. De même, sont redécouvertes les analyses weberiennes sur la décevante "routinisation" (si l'on peut user de cet anglicisme) des charismes les plus vivaces.

On notera également d'intéressantes contributions sur le rôle des institutions internationales dans la consolida-

assez bien le grand portrait de More par Holbein dont les traits impressionnants ornent la couverture de l'ouvrage. Simplement, Marius a bien du mal à "entrer" de plein-pied dans la doctrine de More, à en retrouver toutes les intuitions, et l'érudition qu'il manie n'exclue pas une certaine extériorité, parfois dommageable.

Cela dit, il s'agit d'un ouvrage d'histoire critique et non pas d'apologétique, et, comme tel, il se recommande non seulement par son sérieux et son exhaustivité mais aussi par une simplicité d'exposition du meilleur aloi. Une grande biographie.

tion de l'ordre politique interne.

La littérature sur le développement politique africain se cherche, comme le font les systèmes politiques eux-mêmes. La liste des échecs et des incertitudes est longue.

On peut néanmoins espérer qu'elle n'oblitérera pas définitivement le juvénile enthousiasme qui a marqué les grands essais en la matière des décennies précédentes.

Benoît VERMANDER

(1) Albert Hirschman, *Bonheur Privé, Action Publique*, Paris Fayard, 1983. Voir, du même, *Vers une Economie Politique Elargie*, ed. de Minuit, Paris, 1986.

Barrington Moore - *Privacy, Studies in Social and Cultural History* Armonk, Pantheon Books, 1984. 328 p. : index

Richard Marius - *Thomas More, a biography* - Londres, Collins Fount Paperback, 1986 - 562 p. Bibliogr., index.

Marion E. Doro, Newell M. Stultz (ed.) - *Governing Black Africa* New-York, Holmes et Meier, 1986 - 253 p. : bibliogr.

Pour Anne-Marie Lavauden

Ceux qui ont en amitié "France-Forum" gardent le souvenir des articles et des fréquentes analyses, subtiles et profondes, qu'Anne-Marie Lavauden consacrait à des ouvrages modernes importants, sous le titre trop modeste de "notes de lecture".

Ceux qui ne la connaissaient pas assez pouvaient ne voir en elle qu'une jeune femme jolie, cultivée, souriante. Ceux qui la connaissaient mieux savaient que sa modestie cachait une carrière universitaire brillante et sa réussite à deux des concours les plus difficiles : l'agrégation de philosophie et l'E.N.A.

Peu savaient que, derrière son sourire inlassable, se cachait aussi une énergie admirable dans la lutte contre une maladie qui devait l'emporter en octobre dernier.

Mais le courage de sourire n'est-il pas une victoire sur la mort ?

Philippe Saint-Marc

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous – Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 100 F

France-Forum, 6, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris

Numéros spécimens gratuits sur demande

“ France-Forum ” est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2^e

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

158, rue Saint-Jacques - PARIS 5^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté

de Nanterre - 92 NANTERRE

LIBRAIRIE OMBRES BLANCHES

48, rue Gambetta - 31000 TOULOUSE

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.

Directeur de la publication : **Maurice-René Simonnet** — Commission Paritaire n° 60361 — Dépôt légal n° 2065

Composition et Impression : **VIENNE IMPRIM'** — 23, quai Jean Jaurès — 38200 VIENNE — Tél. 74 85 47 06

Photos : Roger Viollet - Pascal Kyriazis/Syigma - Philippe Ladet/Photothèque des Musées - Jean-Michel Marchand/Dr. Affaires Culturelles.

Mémoire de Jean Lacroix

par Etienne BORNE

Jean Lacroix, qui vient de nous quitter après avoir traversé de longues années d'épreuves personnelles qui ont assailli avec une singulière cruauté cet homme d'esprit et de cœur, n'était pas simplement un philosophe parmi d'autres, et dont les œuvres honorent grandement la corporation : il était un philosophe exemplaire, et on osera dire l'idée de la philosophie faite homme, tant Jean Lacroix a montré, et avec une belle sobriété qui méprisait les enflures rhétoriques, ce qu'est la philosophie, ce qu'elle est et doit être dans le siècle, et s'il le faut contre le siècle :

Professeur jusqu'à l'heure de la retraite dans l'illustre khâgne de Lyon, préservé par cet enracinement provincial des parisianités et des parisianismes, Jean Lacroix a appris ce que c'est que penser à de nombreuses générations d'élèves, dont plusieurs ont conquis notoriété et audience. Et il n'en est pas un qui, dans la diversité des opinions et des options, n'ait donné la forme de la gratitude à la mémoire de cet enseignement. Un enseignement de khâgne, c'est-à-dire de préparation aux Ecoles normales supérieures lettres, dont on sait trop peu que, par sa qualité, il est un des hauts lieux de la culture, et dont on ignore au surplus tout ce qu'il suppose d'abnégation chez les enseignants, amenés le plus souvent à lui sacrifier toute ambition personnelle.

En ces dernières décennies, si, en dépit de tous les mauvais coups, la philosophie est restée la philosophie, et assez nourrie de pensée classique pour résister au va-et-vient des modes, elle le doit à maints enseignants de lycée dont quelques professeurs de khâgne, ignorés des média, parmi lesquels et au premier rang Jean Lacroix.

Abnégation, c'est encore le mot qui convient pour dire ce que pendant un quart de siècle a signifié de vertu laborieuse la chronique philosophique qu'assurait Jean Lacroix dans le journal *Le Monde*. Travail prodigieux et prodigieusement désintéressé. Jean Lacroix servait au mieux les œuvres qu'il fallait faire comprendre à un public cultivé, et ce n'était pas une tâche facile, vu la surabondance verbeuse, l'ésotérisme et la vraie ou fausse technicité d'une bonne part de la production philosophique contemporaine. Le sens pédagogique devenait générosité chaque fois que Jean Lacroix aidait à se comprendre eux-mêmes maints auteurs qui n'étaient pas tout à fait au clair avec leur propre pensée. Poussant à l'extrême le service d'autrui, Jean Lacroix ne laissait entrevoir quelque chose de sa pensée que sous forme d'interrogation discrète, en fin de chronique, et sans rien donner à la polémique. Car il n'avait pas, et c'était parfois dommage, l'humeur batailleuse.

Cette pensée, on la trouve dans les livres qui pèsent et comptent assez pour faire une œuvre. Œuvre certes nourrie de toute une vaste culture surtout juridique et économique, mais œuvre essentiellement philosophique. En un siècle où l'anti-philosophie se pavane et fait la belle, vêtue d'oripeaux empruntés aux sciences humaines, Jean Lacroix, superbement indifférent aux mascarades, maintenait avec fermeté l'honneur de la pensée, sans s'en prendre à quiconque, en faisant tout simplement de la philosophie. Il ne pouvait admettre qu'un outil forgé par vingt-cinq siècles de réflexion, fût jeté au rebut, telle une mécanique obsolète. Eclairer les notions philosophiques fondamentales est œuvre philosophique par excellence, et le philosophe Jean Lacroix n'a pas manqué à cette capitale fonction.

Grâce à lui, nous savons un peu moins mal ce que sont droit

et amour, paternité et fraternité, innocence et culpabilité, Jean Lacroix a eu aussi à cœur de montrer l'actualité de la philosophie classique, non pas en adaptant à de passagères préoccupations la pensée des auteurs, mais en dégagant les significations intrinsèques des grandes œuvres qui, libérées ainsi des réductions culturalistes et historicistes, font preuve d'une saisissante actualité. Grâce à Jean Lacroix a été retrouvée l'inusable vérité de quelques grands penseurs, aussi méconnus dans les milieux bien pensants que dans les cercles modernisants : quel besoin de savoir ce qu'il y a dans Kant et dans Rousseau, quand prolifèrent si bien les réfutations du kantisme et du rousseauisme, que paraît vain l'effort dépensé pour empêcher de courir les méchantes opinions ? Jean Lacroix ne se résignait pas à cette injustice établie, et il a fait ce qu'il fallait pour la contredire.

Pas plus que, disciple de Mounier et membre des premières équipes d'Esprit, il n'acceptait le "désordre établi" par la faute des hommes dans la cité des hommes. Pour tout dire d'un mot devant lequel nos habiles font la fine bouche, Jean Lacroix se réclamait du personalisme ; il m'était arrivé d'écrire sur l'"ultra-personnalisme" de Jean Lacroix un article qu'il n'avait pas trop mal accueilli. Lui qui détestait marcher au pas n'a jamais renié ce drapeau. Lorsque j'ai lu ici ou là que Jean Lacroix aura été "l'un des derniers personalistes", le trait bien ajusté m'a précipité dans de troublantes cogitations. Pourquoi ne pas prendre en bonne part une expression à laquelle on pourrait reprocher d'ensevelir la pensée en même temps que le penseur ? L'idée personaliste que les esprits supérieurs jugent périmée parce qu'elle exprimerait un moment dépassé de notre culture n'a certes rien d'un tranquillisant et pourrait se révéler singulièrement explosive dans maints domaines de la pensée et même de l'action, pour peu qu'on consente à la comprendre, c'est-à-dire à la prendre au sérieux. Le mot "dernier" sonnerait alors comme un défi, de style hugolien : "Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là" : vous avez beau m'exiler de votre modernité, c'est moi qui reste seul debout sur mon rocher, alors que, sans références, vous ployez à tous vents, vous courbant au moindre souffle de vraie ou fausse nouveauté.

Le trait pourrait pourtant devenir dévastateur si, comme le pensait Jean Lacroix, il n'y avait de philosophie que personalisme ou du moins d'intention personaliste ; c'était, sur un contexte de connivence, l'un de nos désaccords ; il m'a tous ces jours semblé que le personalisme, philosophie militante et engagée, a été, est et sera philosophiquement contredite ; l'anti-philosophie ne porte contre le personalisme que par un recours clandestin à la philosophie, l'autre philosophie, celle qui nie la personne en la sacrifiant à la totalité, selon le mode spinoziste et hégélien. Quoiqu'il en soit de ce débat, la question de la personne est le centre et le nœud de toute philosophie. Dès lors, si Jean Lacroix était l'un des derniers personalistes, il serait du même coup l'un des derniers philosophes. Et on voudra bien se souvenir qu'on annonce toujours trop tôt la mort de la philosophie.

"L'un des derniers personalistes". Le trait flatte ma vanité. Etant quelque peu de la troupe qui s'éclaircit, et humain malgré sa future fumée, je me vois d'ici qualifié de dernier personaliste par un trop bienveillant nécrologue. Sobre épistolier, Jean Lacroix faisait précéder sa signature d'un "tibi" qui disait beaucoup en un minimum de syllabes. Il ne me déplairait pas qu'il lui soit renvoyé cet "à toi" et que se trouve ainsi confirmé notre compagnonnage.